



Courrier international

N° 1393 du 13 au 19 juillet 2017
courrierinternational.com
France : 3,90 €

Afrique CFA 3,200 FCFA Algérie 480 DA
Allemagne 4,50 € Andorre 4,50 €
Autriche 4,50 € Canada 6,95 \$CAN
DOM 4,50 € Espagne 4,50 €
DOM 4,50 € US G-B 3,80 € Grèce 4,50 €
É-U 7,50 \$US G-B 3,80 € Japon 800 ¥
Irlande 4,50 € Italie 4,50 € Maroc 38DH
Portugal cont. 4,50 € Suisse 6,20 CHF
TOM 850 XPF Tunisie 6,50 DTU

Chine. Le nouveau maître du monde ?



MACRON TRUMP

Les meilleurs ennemis

*Tout les oppose
mais, pour la presse
américaine, leurs
intérêts communs
et leurs ressemblances
vont les rapprocher*



M 03183 - 1393 - F: 3,90 €



Nouveau
Renault **KOLEOS**
Suivez vos aspirations

Le SUV au caractère affirmé
Habitabilité et confort de haut niveau avec hayon motorisé
mains-libres* et toit ouvrant panoramique*
Technologie tout terrain ALL MODE 4x4-i*
Système multimédia R-LINK 2 avec écran tactile 8,7"*

*De série ou en option selon version. Consommations mixtes min/max (l/100 km) : 4,6/5,8. Émissions CO₂ min/max (g/km) : 120/156.
Consommations et émissions homologuées selon réglementation applicable.

Renault recommande **elf**



RENAULT
La vie, avec passion





ÉDITORIAL
ERIC CHOL

J.-C. FRANCIS

La malédiction du panda

Angela Merkel devrait se méfier : l'arrivée des deux pandas Jiao Qing et Meng Meng au zoo de Berlin le 24 juin a sans doute constitué le symbole le plus marquant de l'opération sourire déployée par la Chine à l'égard de la première puissance européenne, mais la fameuse "diplomatie du panda" porte parfois malheur aux partenaires de Pékin. En avril 1972, le zoo de Washington accueillait Ling Ling et Hsing Hsing, cadeau du Premier ministre Zhou Enlai pour sceller la réconciliation avec les États-Unis : deux mois plus tard éclatait l'affaire du Watergate, qui allait être fatale au président Richard Nixon. Au Japon, le Premier ministre Kakuei Tanaka partageait lui aussi la conviction "qu'il ne [fallait] pas rater le bateau pour la Chine" : sa visite à Pékin en septembre 1972 permit effectivement la normalisation des relations diplomatiques et accessoirement au zoo de Tokyo de réceptionner Kang Kang et Lan Lan, un couple de plantigrades offerts par la Chine, mais deux ans plus tard, Tanaka dut démissionner, emporté par un scandale politico-financier. Au Royaume-Uni, le Premier ministre Edward Heath n'a guère été plus chanceux : parti en Chine en janvier 1974, il rapporta dans ses bagages Chia Chia et Ching Ching pour le zoo de Londres : un mois plus tard, il perdit les élections et quittait Downing Street. Voilà la chancelière allemande, qui affrontera les urnes en septembre, prévenue : sous couvert de pacifisme, la diplomatie du panda entamée par la (cruelle) impératrice Wu Zetian sert avant tout les intérêts de l'empire du Milieu. Et Pékin, ces derniers mois, ne cache plus ses ambitions de (re)devenir le milieu du monde. Face à une Amérique en retrait et une Europe secouée par des vents contraires, la Chine "développe une théorie des relations internationales avec des caractéristiques chinoises qui met en avant le système hiérarchique sino-centré de son passé impérial", analyse Pierre Grosser dans un ouvrage au titre annonciateur : *L'histoire du monde se fait en Asie* (Odile Jacob, 2017). Le panda fait partie de ces caractéristiques.

En couverture : Dessin de Horsch, Allemagne, pour Courrier international.



Sommaire



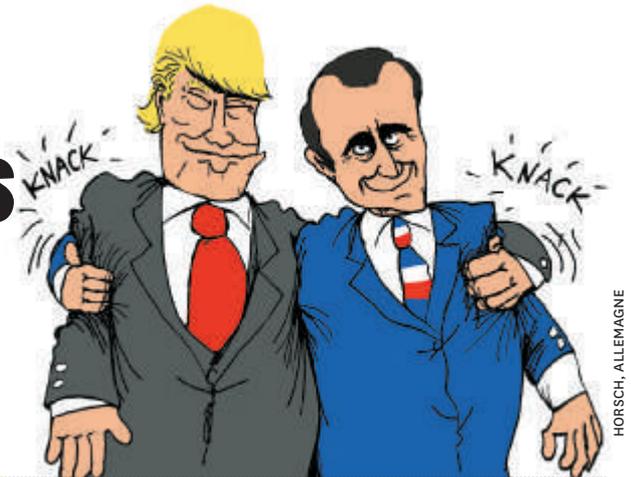
Les sources Chaque semaine les journalistes de *Courrier international* sélectionnent et traduisent des articles tirés de plus de 1 500 médias du monde entier. Voici la liste exhaustive des journaux, sites et blogs utilisés cette semaine :

Ha'Aretz Tel-Aviv, quotidien. **Chengming** Hong Kong, mensuel. **Chinadialogue** (chinadialogue.net) Londres, Pékin, San Francisco, en ligne. **Diken** (diken.com.tr) Istanbul, en ligne. **L'Espresso** Rome, hebdomadaire. **Foreign Policy** Washington, bimestriel. **Fraternité Matin** Abidjan, quotidien. **The Guardian** Londres, quotidien. **Al-Hayat** Londres, quotidien. **Jewish Telegraphic Agency (JTA)** (jta.org) New York, en ligne. **Jutarnji List** Zagreb, quotidien. **Lianhe Zaobao** Singapour, quotidien. **New Statesman** Londres, hebdomadaire. **The New York Times** New York, quotidien. **The Observer** Londres, hebdomadaire. **L'Orient-Le Jour** Beyrouth, quotidien. **Prodavinci** (prodavinci.com) Caracas, en ligne. **Spektrum der Wissenschaft** Heidelberg, mensuel. **Der Spiegel** Hambourg, hebdomadaire. **The Wall Street Journal** New York, quotidien. **The Washington Examiner** Washington, hebdomadaire. **Yediot Aharonot** Tel-Aviv, quotidien.

p.14 **à la une**

MACRON ET TRUMP, MEILLEURS ENNEMIS

La visite du président américain en France témoigne d'une volonté de rapprochement entre deux chefs d'État que tout oppose en théorie. Un duo improbable scruté par *The Washington Examiner* et *Foreign Policy*.



HORSCH, ALLEMAGNE

p.10 **7 JOURS DANS LE MONDE**

Irak. La reprise de Mossoul, une victoire à la Pyrrhus

La ville a été "libérée" du joug de l'État islamique. Mais cela ne signifie pas la fin de l'organisation terroriste, avertit *L'Orient-Le Jour*.

p.28 **dossier**

LA CHINE, NOUVEAU MAÎTRE DU MONDE

Face à une Amérique qui se retire peu à peu du jeu, Pékin doit-il (et peut-il) assurer le nouveau leadership mondial ? Oui, sans hésiter, estime le politologue singapourien Zheng Yongnian. Pas forcément, écrit le mensuel hongkongais *Chengming*, qui juge risqués les projets d'expansion chinoise autour des nouvelles routes de la soie.

CULTURE p.44

Leur mort était presque parfaite

Le magazine allemand *Der Spiegel* a visité le musée d'Histoire naturelle de Rotterdam, qui abrite une collection d'animaux très étrange. Il met en scène des animaux naturalisés morts dans des circonstances très inhabituelles.

NOS SÉRIES D'ÉTÉ



MICHAEL MAGERS

P.8 **PHOTO**

Easy Riders

(2/4)

Les surfeurs d'Haïti

P.20 Qu'est-ce qu'être britannique ?

(2/4) George Orwell, l'âme authentique de l'Angleterre



JOE MAGEE, ROYAUME-UNI



KOPLENITSKY, ÉTATS-UNIS

P.40

Histoire d'œufs

(2/4) L'œuf ou la poule, la question qui taraude l'humanité



AVENTUREZ-VOUS.

THE NEW MINI COUNTRYMAN.

Le crossover MINI s'aventure sur tous les terrains grâce à sa technologie 4 roues motrices ALL4. Son espace intérieur et son coffre modulables s'adaptent à vos escapades entre amis, tout en assurant confort et accès aux technologies embarquées.





SOMMAIRE

7 jours dans le monde

8. Série photo Easy riders 2/4
10. Irak. La reprise de Mossoul, une victoire à la Pyrrhus
11. Allemagne. Sommet du G20 : les raisons d'un échec
12. Controverse. Radiohead doit-il annuler son concert en Israël ?
D'un continent à l'autre
14. France. Macron et Trump, meilleurs ennemis
18. Vatican. Affaire Pell : le pape n'a rien voulu voir
19. Croatie. Les insulaires couvent leurs plages
20. Série d'été : Qu'est-ce qu'être britannique ? 2/4. George Orwell
22. États-Unis. L'or vert des Hmong de Californie
23. Venezuela. Le pari risqué de l'opposition
24. Israël. Rien ne va plus avec les Juifs américains
25. Palestine. Éternelles victimes
25. Turquie. Cette peur qui obsède Erdogan
26. Soudan du Sud. "Il n'y a plus de joie dans notre pays"
27. Côte d'Ivoire. En quête du baron Haussmann d'Abidjan

Dossier

28. La Chine, nouveau maître du monde ?
Transversales
36. Économie. Le nouvel âge d'or de la pétrochimie
38. Sciences. Poussée de fièvre en perspective
39. Signaux. Tous les chemins partent de Rome
360°
40. Série d'été : Histoires d'œufs 2/4
44. Culture. Leur mort était presque parfaite
46. Tendances. Moitié-moitié



SUR NOTRE SITE

courrierinternational.com

L'horoscope de Rob Breznsky

Le signe de la semaine

Cancer (21 juin - 22 juillet) :

"Ne sois pas trop timide et craintif dans tes actes. Toute vie est une expérience", soulignait le poète philosophe Ralph Waldo Emerson. J'aimerais te voir faire tienne cette stratégie dans les semaines à venir, Cancer. Selon ma lecture des oracles astrologiques, le moment serait en effet idéal pour renoncer à tes vieilles habitudes, te rebeller contre tes certitudes trop bien ancrées et t'embarquer dans une série d'escapades improvisées qui illumineront de cent nouvelles facettes ta façon de voir et de penser. Aimes-tu assez la vie pour poser plus de questions que tu n'en as jamais posé ?

Également sur notre site

Enquête. Suivez la traque du plus grand hacker russe, passé de cyberbraqueur de banques à agent du renseignement. Un parcours reconstitué par le magazine américain *Wired*.
Vidéo. Rencontre avec l'artiste vénézuélien Cristóbal Ochoa, qui parle de son travail inspiré par les manifestations à Caracas.
Photo. Tour du monde des images marquantes de la semaine sélectionnées par *Courrier international*.

Suivez-nous aussi sur Facebook, Twitter, Instagram



Édité par Courrier international SA, société anonyme avec directeur et conseil de surveillance au capital de 106 400 €
Actionnaire : La Société éditrice du Monde
Président du directeur, directeur de la publication : Arnaud Aubron
Directeur de la rédaction, membre du directeur : Éric Chol
Conseil de surveillance : Louis Dreyfus, président
Dépôt légal juillet 2017. Commission paritaire n° 0717c82101.
ISSN n° 1154-516X Imprimé en France/Printed in France

Rédaction 6-8, rue Jean-Antoine-de-Baif, 75212 Paris Cedex 13 Accueil 33 (0) 1 46 46 16 00 Fax général 33 (0) 1 46 46 16 01 Fax rédaction 33 (0) 1 46 46 16 02 Site web www.courrierinternational.com Courriel lecteurs@courrierinternational.com Directeur de la rédaction Éric Chol Directrice adjointe de la rédaction Claire Carrard (1658) Rédactrice en chef Hamdam Mostafavi (1733) Rédacteurs en chef adjoints Raymond Clarinard (1677), Jonathan Parienté (1687) Rédactrice en chef technique Nathalie Pingaud (1625) Direction artistique Sophie-Anne Delhomme (1631) Conception graphique Javier Errea Comunicación

ÉDITION Virginie Lepetit (chef d'édition, 1612), Fatima Rizki (1730) 7 JOURS DANS LE MONDE Paul Grisot (chef de rubrique, 1748), EUROPE Gerry Feehily (chef de service, 16 95), Danièle Renon (chef de service adjointe, Allemagne, Autriche, Suisse alémanique, 16 22), Laurence Habay (chef de service adjointe, Russie, est de l'Europe, 1636), Jean-Hébert Armengaud (Espagne 16 57), Judith Sinnige (Royaume-Uni, Irlande, Pays-Bas, 19 74), Carole Lyon (Italie, Belgique 17 36), Marie-Line Darcy (Portugal), Corentin Pennargueur (chef de rubrique, France, 16 93), Alexandre Lévy (Bulgarie), Solveig Gram Jensen (Danemark, Norvège, Suède), Alexia Kefalas (Grèce, Chypre), Joël Le Pavous (Hongrie), Pavel Bartusek (République tchèque, Slovaquie), Kika Curovic (Serbie, Monténégro, Croatie, Bosnie-Herzégovine), Marielle Vitureau (Lituanie), Alda Engoian (Caucasus, Asie centrale), Larissa Kotelevets (Ukraine) AMÉRIQUES Bérengère Cagnat (chef de service, Amérique du Nord, 16 14), Sabine Grandadam (chef de service, Amérique latine, 16 97), Paul Jurgens (Brésil), Martin Gauthier (Canada) ASIE Agnès Gaudu (chef de service, Chine, Singapour, Taïwan, 16 39), Christine Chauveau (Asie du Sud-Est, 16 24), Ysana Takino (Japon, 16 38), Zhang Zhulin (Chine, 17 47), Guillaume Delacroix (Asie du Sud), Élisabeth D. Inandiak (Indonésie), Jeong Eun-jin (Corée) MOYEN-ORIENT Marc Saghé (chef de service, 1669), Ghazal Golshiri (Iran), Pascal Fenaux (Israël), Philippe Mischkowsky (pays du Golfe) AFRIQUE Sébastien Hervieu (chef de rubrique, 1629), Hoda Saliby (chef de rubrique, Maghreb, 1635) TRANSVERSALES Pascale Boyen (chef des informations, Économie, 1647), Catherine Guichard (Économie, 1604), Carole Lembezat (chef de rubrique, Courrier Sciences, 1615), Virginie Lepetit (Signal) MAGAZINE 360° Marie Bélioz (chef des informations, 17 32), Claire Pomarès (16 74), Delphine Veaudor (16 76), Mélanie Lifschitz (Histoire, 16 96)

SITE INTERNET Jonathan Parienté (rédacteur en chef adjoint, 16 87), Carolin Lohrenz (chef de service adjointe, 19 77), Clara Tellier Savary (chef d'édition), Gabriel Hassan (rédacteur multimédia, 16 32), Carole Lyon (rédactrice multimédia, 17 36), Hoda Saliby (rédactrice multimédia, 16 35), Ana Teruel (rédactrice multimédia, 16 68), Laura Geisswiller (vidéo, 16 65), Paul-Boris Bouzin (développement web)

COURRIER EXPAT Ingrid Therwath (1651), Jean-Luc Majouret (16 42)

TRADUCTION Raymond Clarinard (responsable, Courrier Histoire), Mélanie Lifschitz (chef de service adjointe, anglais, espagnol), Julie Marcot (chef de service adjointe, anglais, espagnol, portugais), Catherine Baron (anglais, espagnol), Isabelle Boudon (anglais, allemand), Françoise Escande-Boggino (japonais, anglais), Caroline Lee (anglais, allemand, coréen), Françoise Lemoine-Minaudier (chinois, anglais), Olivier Ragasol (anglais, espagnol), Leslie Talaga (anglais, espagnol) RÉVISION Jean-Baptiste Luciani (chef de service, 1735), Marianne Bonneau, Philippe Czerepak PÔLE VISUEL Sophie-Anne Delhomme (responsable), Jonathan Renaud-Badet, Alexandre Erriehello, Pierrick Van-Thé ICONOGRAPHIE Luc Briand (chef de service, 16 41), Lidwine Kervella (16 10), Stéphanie Saindon (16 53), Céline Merrien (colorisation) MAQUETTE Bernadette Dreimère (chef de service, 16 67), Alice Andersen, Catherine Doutey, Gilles de Obaldia, Denis Scudeller CARTOGRAPHIE Thierry Gauthé (16 70) INFOGRAPHIE Catherine Doutey (16 66) INFORMATIQUE Denis Scudeller (16 84)

DIRECTEUR INDUSTRIEL Éric Carle DIRECTRICE DE LA FABRICATION Nathalie Communeau, Nathalie Mounié (chef de fabrication, 4535) IMPRESSION, BROCHAGE, ROUTAGE : Maury, 45330 Malesherbes

ONT PARTICIPÉ À CE NUMÉRO Lysiane Baudu, Matthieu Beigbeder, Edwige Benoit, Jean-Baptiste Bor, Héloïse Capis, Xavier Colas, Pierre Delbos, Auroré Delvigne, Ekaterina Dvina, Benjamin Fernandez, Aline Gerstner, Marion Gronier, Lison Hasse, Alexandros Kottis, Cécile Le Liboux, Julie Martin, Hannah Monjarret, Claire Montel, Astrid Mouget, Valentine Morizot, Emmanuel Saal, Isabelle Taudière, Danaé Thomas.

PUBLICITÉ M Publicité, 80, boulevard Blanqui, 75013 Paris, tél. : 01 57 28 20 20 Directrice générale Laurence Boniclatz Bridier Directeur délégué David Eskenazy (david.eskenazy@mpublicite.fr, 38 63) Directrices de clientèle Laëtitia de Clerck (laetitia.declerck@mpublicite.fr, 37 28), Marjorie Couderc (marjorie.couderc@mpublicite.fr, 37 97) Assistante commerciale Carole Franchini (carole.franchini@mpublicite.fr, 38 68) Partenariat et publicité culturelle Guillaume Drouillet (guillaume.drouillet@mpublicite.fr, 10 29) Régions Éric Langevin (eric.langevin@mpublicite.fr, 38 04) Annonces classées Cyril Gardère (cyril.gardere@mpublicite.fr, 38 88) Site Internet Alexandre de Montmarin (alexandre.demontmarin@mpublicite.fr, 38 07) Agence Courrier Patricia Fernández Pérez (responsable, 17 37), Emmanuelle Cardea (16 08)

GESTION ADMINISTRATION Bénédicte Menault-Lenne (responsable, 16 13), Étienne Waniart Droits Eleonora Pizzi (16 52) Comptabilité 01 48 88 45 51 Directeur de la diffusion et de la production Hervé Bonnaud Responsable des ventes France Christophe Chantrel Chef de produit Carole Merceron (0805 05 01 47, 0157 28 33 78) Diffusion internationale Saveria Colosimo (01 57 28 32 20) Communication et promotion Brigitte Billiard, Christiane Montillet MARKETING Sophie Gerbaud (directrice, 1618), Véronique Lallemand (1691), Véronique Saudemont (1739), Kevin Jolivet (1689), Martine Prévot (1649)

Modifications de services ventes au numéro, réassorts 0805 05 01 47 Service clients Abonnements Courrier international, Service abonnements, A2100 - 62066 Arras Cedex 9. Tél. 03 21 13 04 31 Fax 01 57 67 44 96 (du lundi au vendredi de 9 h à 18 h) Courriel abo@courrierinternational.com Prix de l'abonnement annuel en France métropolitaine : 109 €. Autres destinations : http://boutique.courrierinternational.com

Courrier international, USPS number 013-465, is published weekly 48 times per year (triple issue in Aug and in Dec). By Courrier International SA c/o Distribution Grid, at 900 Castle Rd Secaucus, NJ 07094, USA. Periodicals Postage paid at Secaucus, NJ, and at additional mailing Offices. POSTMASTER: Send address changes to Courrier International c/o Express Mag, 8275, avenue Marco-Polo, Montréal, QC H3E 7K1, Canada.



Origine du papier : Suède. 0% de fibres recyclées. Ce magazine est imprimé chez MAURY certifié PEFC. Eutrophisations: PTOT = 0,005 kg/tonne de papier

CE NUMÉRO COMPORTE DES PAGES SPÉCIALES



La Bretagne vue par la presse étrangère
(Pour les départements 22, 29, 35, 44, 53, 56)
En couverture : Plage de Rospico, Finistère sud, 2007.
Photo Stéphanie Tétu/
Picturetank



Les Charentes vues par la presse étrangère
(Pour les départements 16, 17, 79, 86)
En couverture : Balade en stand up paddle dans les marais salants de Loix, île de Ré.
Photo Yohan Bonnet/
Hans Lucas

DISPONIBLE AUSSI SUR NOTRE SITE ET SUR L'APPLI IPAD

Offre d'abonnement

Bulletin à retourner à : Courrier international
Service Abonnements - A2100 - 62066 Arras Cedex 9

Je m'abonne pour :

- 1 an (52 numéros) au prix de 109 € au lieu de 191,20 €*
 1 an (52 numéros) + 4 hors-séries au prix de 131,80 € au lieu de 225,20 €*

Monsieur Madame

RCO1700PB1003

NOM PRÉNOM

ADRESSE

CP VILLE

TÉLÉPHONE e-mail

Indiquez votre adresse mail pour créer votre compte et bénéficier de tous vos avantages

Je souhaite recevoir des offres de Courrier international : oui non
Je souhaite recevoir des offres des partenaires de Courrier international : oui non

Je choisis de régler par :

 chèque à l'ordre de Courrier international carte bancaire n°

Expire fin Cryptogramme

date et signature obligatoires

* Prix de vente au numéro. En application de la loi du 6-1-1978, le droit d'accès et de rectification concernant les abonnés peut s'exercer auprès du service Abonnements. Pour l'étranger, nous consulter. Ces informations pourront être cédées à des organismes extérieurs, sauf si vous cochez la case ci-contre.

Avantage abonnés

Rendez-vous sur courrierinternational.com

- La version numérique du magazine dès le mercredi soir
- L'édition abonnés du site Internet
- Nos archives, soit plus de 100 000 articles numériques
- L'accès illimité sur tous vos supports numériques
- L'application

Plus simple et plus rapide

abonnez-vous sur boutique.courrierinternational.com ou par téléphone au 03 21 13 04 31 (non surtaxé)

Votre abonnement à l'étranger :

Belgique : (32) 2 744 44 33 - abonnements@saipm.com
USA-Canada : (1) 800 363 1310 - expressmag@expressmag.com
Suisse : (41) 022 860 84 01 - abonne@edigroup.ch



What did you expect?*

*Vous vous attendiez à quoi ?

8.



SÉRIE D'ÉTÉ

EASY RIDERS 2/4

À moto, en skate, sur un surf... Pour la jeunesse tous les moyens sont bons pour se déplacer avec style et passer le temps ! D'Haïti à l'Indonésie, tout au long de l'été, retrouvez nos séries en images sur les transports qui ont la cote.

Les surfeurs d'Haïti

Haïti n'est pas connu pour être une destination prisée par les surfeurs du monde et ce, malgré ses plages et ses vagues uniques. Après le séisme de 2010, un groupe de travailleurs humanitaires, Surf Haïti, a eu l'idée d'ouvrir une école de surf sur la plage de Kabic Beach, près de Jacmel, dans le sud de l'île. L'objectif était de créer une activité pour les jeunes défavorisés, tournée vers l'écocitoyenneté et le développement durable, dans ce pays en pleine reconstruction. L'occasion aussi pour certains des jeunes "d'apprendre à nager", comme le souligne le magazine américain dédié au sport Outside. Une initiative que Michael Magers a tenu à documenter, fasciné par la résilience des Haïtiens. *"Je suis un simple photographe étranger, libre de repartir quand ça me chante, je ne partage pas vraiment leur sort, mais j'ai envie de tout faire pour saisir en images toute la liberté et l'exaltation que leur procure le surf"*, confie-t-il à **Courrier international**.

Les 15 et 16 juillet aura lieu dans ce pays des Caraïbes la deuxième édition de l'International Surf Festival. L'espoir pour Surf Haïti de faire de la plage de Kabic un spot de renom.

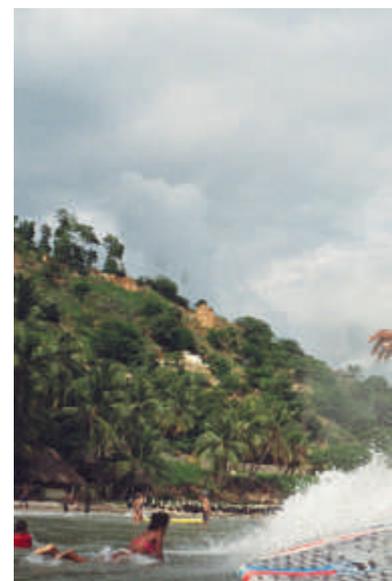
La semaine prochaine : rendez-vous à Skatopia

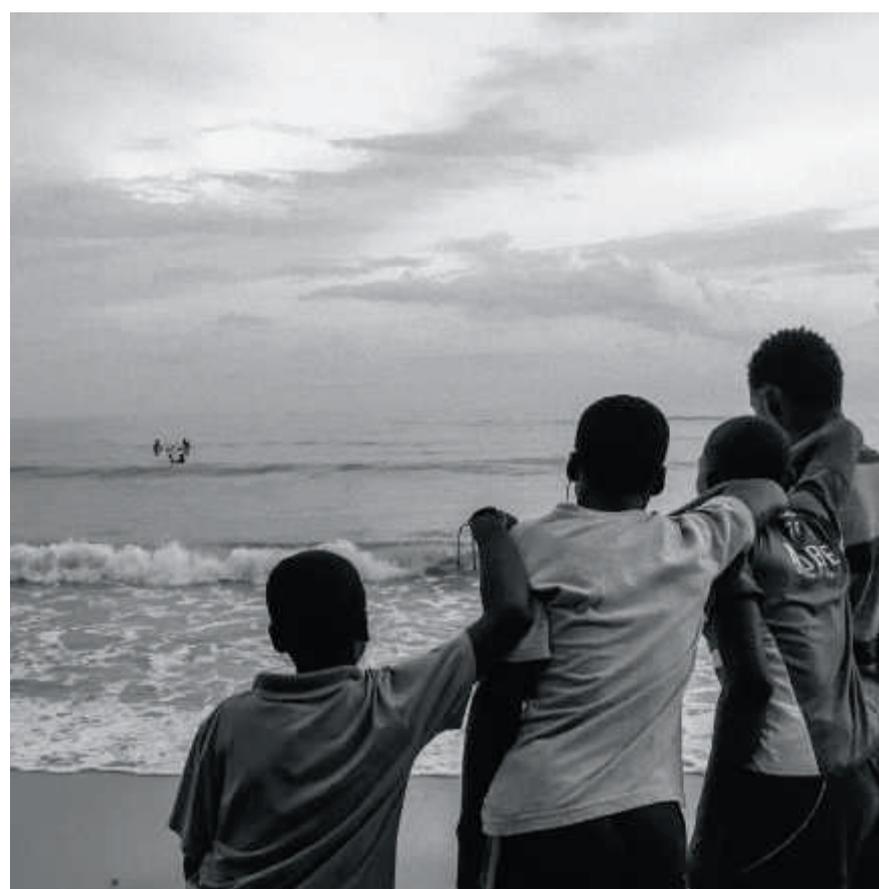


SUR NOTRE SITE

courrierinternational.com

Retrouvez tous les vendredis notre diaporama "La semaine en images".





Compétition internationale
de surf fin avril-début
mai 2016, en présence
de professionnels
et d'amateurs, sur la plage
de Kabic, vers Cayes-Jacmel.
Photos Michael Magers





Irak. À Mossoul, une victoire à la Pyrrhus

L'annonce de la "libération" de la ville par le Premier ministre irakien, le 9 juillet, ne signifie pas la fin de Daech, avertit ce journaliste libanais.

— **L'Orient-Le Jour** (extraits)
Beyrouth

En juin 2014, quelques milliers de djihadistes combattant sous la bannière de l'État islamique en Irak et au Levant (EIL) étaient parvenus à s'emparer de la deuxième ville d'Irak en seulement quatre jours. Trois ans plus tard, il aura fallu pas moins de neuf mois à Bagdad pour reprendre Mossoul, malgré le soutien de la coalition internationale, des peshmergas et des milices chiïtes.

Le Premier ministre irakien, Haïder Al-Abadi, a beau célébrer la "victoire" contre l'État islamique et la "libération" de la ville, la réalité apparaît nettement plus nuancée. Mossoul est en grande partie détruite. Sa population a vécu de multiples traumatismes : trois ans d'occupation djihadiste, puis les bombardements de la coalition internationale, le déplacement de presque 1 million de civils dans des conditions souvent déplorables, sans oublier les exactions commises à leur encontre par les forces loyalistes et miliciennes.

Reprendre la capitale irakienne de l'organisation djihadiste était une nécessité. En administrant un territoire, l'EI pouvait endoctriner la population, profiter des différentes ressources, entraîner ses combattants, s'ériger en modèle et façonner son mythe. Mais les populations locales ont payé ces victoires militaires au prix fort,

sans pour autant que leur soit proposé un avenir plus radieux. La situation est la même dans tous les territoires "libérés", ou en voie de l'être, du joug des djihadistes : la victoire militaire est nécessaire, mais fondamentalement insuffisante.

Monstre à trois têtes. L'EI contrôlait il y a deux ans un territoire de la superficie de la Grande-Bretagne et avait symboliquement effacé la frontière syro-irakienne. Il est désormais retranché dans ses derniers réduits, en Irak et en Syrie. L'organisation est affaiblie : une grande partie de ses cadres ont été éliminés, ses ressources ont été asséchées et le proto-État jihadiste est sur le point de s'effondrer. Bien que la situation sur les deux terrains ne soit pas similaire, en Irak comme en Syrie, l'EI n'a pas les moyens de résister militairement sur le moyen terme. La défaite militaire du groupe est inéluctable, mais elle a été anticipée depuis longtemps par les cadres de l'EI, qui ont appelé dès 2016 les aspirants djihadistes à frapper en priorité les territoires dans lesquels ils résident plutôt que d'essayer de rejoindre le califat.

Parler de déclin de l'organisation à un moment où elle multiplie les attentats – commandités ou simplement inspirés par l'organisation – sur plusieurs continents est de ce fait assez paradoxal. L'EI est désormais un label mondialisé, considéré comme une grande menace par l'ensemble

Un membre des forces irakiennes brandit un drapeau saisi à l'État islamique dans la vieille ville de Mossoul, le 10 juillet 2017. Photo Thaïer Al-Sudani/Reuters

de la communauté internationale et affectant directement les scènes politiques intérieures de nombreux pays.

Le monstre EI a au moins trois têtes. Celle qui représente son aspect militaro-étatique est sur le point d'être coupée. Mais celles qui lui permettent de jouer un rôle politique et de propager son idéologie religieuse, ainsi que de recruter de nouveaux membres et de les pousser à commettre des attentats, sont toujours bien en place.

En Irak comme en Syrie, l'EI peut retourner à l'état de clandestinité et contribuer au chaos politique en multipliant les attentats. Le groupe peut surtout profiter de l'absence de solution politique dans ces deux pays détruits et meurtris par les guerres pour réapparaître le moment venu. Même s'il ne bénéficie plus d'un quelconque appui des populations locales, les conditions de son existence sont encore réunies : les populations sunnites sont marginalisées par les pouvoirs centraux, les territoires en question sont détruits et souvent sous-développés, et la propagande religieuse est surinstrumentalisée par toutes les communautés.

En Irak, la situation est pire, à bien des égards, qu'en 2014. Téhéran a gagné de l'influence à Bagdad et dispose d'un moyen de pression sans équivalent grâce aux milices chiïtes, qui concurrencent et affaiblissent l'État déjà acquis à sa cause. Les Kurdes ne se satisfont plus de leur relative autonomie et profitent de leur participation dans les combats contre l'EI pour essayer d'achever leur processus d'indépendance. La réconciliation nationale apparaît aujourd'hui chimérique alors que risquent de débiter les conflits post-EI dans les zones disputées.

En l'absence de solution politique inclusive, qui permettrait aux populations concernées d'être effectivement représentées dans les institutions de l'État, les sunnites d'Irak et de Syrie ne peuvent se satisfaire à moyen ou long terme de l'avenir que leur promettent leurs "libérateurs". L'EI, qui se présente comme "le seul défenseur des sunnites", ne peut que se nourrir de ses frustrations.

— **Anthony Samrani**
Publié le 10 juillet

SOURCE



L'ORIENT-LE JOUR

Beyrouth, Liban

Quotidien

lorientlejour.com

Né en 1970 d'une fusion entre *L'Orient* et *Le Jour*, le quotidien francophone de Beyrouth a su se réinventer grâce à un véritable dynamisme rédactionnel. Il est aujourd'hui le plus intéressant des quotidiens libanais et l'un des meilleurs du monde arabe.

Bad buzz pour Renzi

ITALIE — A l'approche des législatives, prévues début 2018, l'ancien Premier ministre Matteo Renzi sort le 12 juillet *Avanti* (En avant), dans lequel il développe ses propositions. Dans un extrait publié sur le web, il assure qu'il faut aider les migrants, mais qu'il faut "les aider chez eux". Une phrase très polémique, relève **Il Foglio**, car Renzi "récupère le lexique cher à un autre Matteo": surtout profiter de l'absence de solution politique dans ces deux pays détruits et meurtris par les guerres pour réapparaître le moment venu. Même s'il ne bénéficie plus d'un quelconque appui des populations locales, les conditions de son existence sont encore réunies : les populations sunnites sont marginalisées par les pouvoirs centraux, les territoires en question sont détruits et souvent sous-développés, et la propagande religieuse est surinstrumentalisée par toutes les communautés.

Après Trump, le fils

ÉTATS-UNIS — C'est au tour de Donald Trump Jr. d'être rattrapé par l'affaire russe. Le 9 juillet, **The New York Times** a révélé que le fils aîné du président a rencontré durant la campagne de 2016 une avocate russe, "qui proposait de quoi salir Clinton" et affirmait détenir des informations compromettantes sur la candidate démocrate. Cette rencontre "représente la première indication publique qu'une partie au moins de l'équipe de campagne était prête à accepter l'aide de la Russie", note le journal. Le 9 juillet, Donald Trump Jr. a lui-même reconnu que cet entretien avait bien eu lieu.



MARTIRENA, CUBA

L'étau se resserre

PAKISTAN — Les révélations des Panama Papers pourraient "ruiner l'avenir politique" de Nawaz Sharif et de ses enfants, estime **The News** le 10 juillet, au lendemain de la publication

du rapport d'enquête de la commission spéciale sur la situation fiscale du Premier ministre. "Quatre preuves documentées" révèlent que Sharif "possède une société offshore" et qu'il a produit de "faux documents". "Si la Cour suprême confirme l'authenticité de ces preuves, le Premier ministre pourrait rencontrer de sérieux problèmes", conclut le journal.

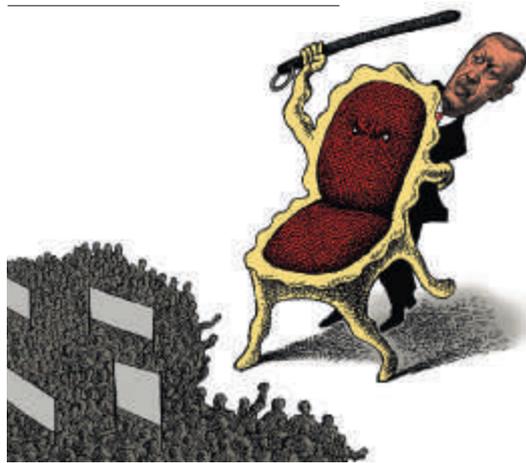
No life on Mars

SCIENCE — La combinaison de rayons ultraviolets et de perchlorates – communs à la surface de Mars – serait toxique pour la vie bactérienne. C'est ce que révèle une étude publiée le 6 juillet dans **Scientific Reports** : des chercheurs ont constaté que des bactéries courantes sur la Terre soumises à un environnement martien simulé en laboratoire étaient décimées en quelques dizaines de secondes. Mais pour le site spécialisé **Air and Space**, tout n'est pas perdu : "Si la surface de Mars est toxique, nous devrions nous attendre à ce que la vie autochtone prospère sous la surface, où les UV ne pénètrent pas."

Nouveaux mots

NOUVELLE-ZÉLANDE — Depuis fin juin, la langue maorie compte 200 nouveaux mots. Il s'agit surtout de termes et d'expressions qui décrivent les maladies mentales, les addictions et le handicap, afin de trouver des variantes aux "mots parfois condescendants de la langue anglaise", explique le site de la télévision publique néo-zélandaise **TVNZ**. Par exemple,

le mot "handicapé" a été traduit par *whaikaha*, qui signifie "avoir une force ou une capacité différente". La langue maorie est parlée par 125 000 personnes dans le pays, soit moins d'un quart de la population d'origine maorie dans le pays.



L'opposition se réveille

TURQUIE — "Une évidence s'impose : la Turquie d'aujourd'hui n'est plus la Turquie d'il y a trois semaines", se réjouit **Hürriyet** le 10 juillet, au lendemain du rassemblement de centaines de milliers de personnes à Istanbul pour l'arrivée de la Marche pour la justice. Elle était partie le 15 mars d'Ankara, après l'emprisonnement d'un député du principal parti d'opposition, le Parti républicain du peuple (CHP). Le leader du parti, Kemal Kılıçdaroglu, a réussi à faire pression sur le gouvernement, se félicite le journal, rappelant qu'il était accusé jusqu'ici de ne pas être assez dur dans son rôle d'opposant.

↑ Dessin de Medi, Albanie.

33

MILLIONS D'EUROS : c'est ce que demande le gouvernement australien à Philip Morris pour rembourser des frais de justice, rapporte **The Sydney Morning Herald** le 9 juillet. En 2011, le géant américain avait tenté de faire annuler la première loi au monde imposant le paquet de cigarettes neutre en Australie, mais avait été débouté par la justice. Philip Morris juge cette somme "excessive" et rappelle qu'elle est bien supérieure à celles demandées par le Canada (3,95 millions d'euros) et les États-Unis (2,6 millions d'euros) pour des procédures similaires. "La Cour a jugé que la demande du gouvernement australien était justifiée", note le journal, rappelant que "les lois sur le paquet neutre en Australie sont parmi les plus strictes du monde".

ALLEMAGNE

G20 à Hambourg : les raisons d'un échec

Le sommet des grandes puissances, qui se tenait les 7 et 8 juillet, a été marqué par les affrontements entre police et manifestants, déplore cet éditorialiste.

— **Der Spiegel** (extraits) Hambourg

Une ville comme Hambourg ne se prête pas à la tenue d'un tel événement.

Ce sommet du G20 a commencé à paralyser la ville bien avant que ne volent les pavés ou que ne brûlent les premières voitures. Barrée de presque toutes parts, survolée par des hélicoptères et encombrée par d'interminables bouchons et des véhicules de police à tous les coins, Hambourg donnait l'impression d'une ville en état de siège. Dès jeudi soir, la fin de la manifestation *Welcome to Hell* ("Bienvenue en enfer") a été émaillée d'incidents avec l'arrivée dans plusieurs points de la ville de hooligans vêtus de noir qui ont commencé à briser des vitrines, à mettre le feu à des véhicules et des barricades et à semer le chaos.

Pendant ce temps, les chefs d'État comme Donald Trump et Vladimir Poutine assistaient à un concert à la Philharmonie de l'Elbe, une salle dont la plupart des Hambourgeois n'ont jamais vu l'intérieur, avant de déguster un dîner princier. Le message à destination des habitants était parfaitement clair : tant que tout se passe bien pour nos invités de marque, nous n'avons que faire de vous.

Les "black blocks" n'ont rien de politique.

Les manifestants venus de toute l'Europe pour vandaliser Hambourg se présentent comme des militants politiques radicaux, des antifascistes, des anticapitalistes ou des anarchistes. En réalité, ils se transforment en simples hooligans dès qu'ils endossent leur uniforme noir. Incendier des voitures et casser les vitrines des petits magasins de quartier à coups de marteau n'est pas un acte politique.

Taguer "muerte a la policia" ("mort aux flics") et caillasser les forces de police n'est pas un acte de résistance dans une démocratie et un État de droit. Les militants qui se disent de gauche feraient bien de prendre leurs distances avec ces hypocrites et ces aficionados du chaos venus de partout. Ces gens-là n'ont qu'une chose en tête : tout casser.

Respecter l'État de droit ne doit pas être facultatif pour les forces de police.

Ces derniers jours ont vu émerger les images de graves violences policières. On a notamment vu des agents harnachés frapper brutalement des manifestants pacifiques au visage et un groupe de policiers renverser un homme

ayant une jambe dans le plâtre et marchant avec des béquilles, avant de lui passer sur le corps, ainsi que des photographes mis à terre sous les coups de matraque.

Ce sommet a sans aucun doute été un enfer pour les policiers : équipés de leurs tenues antiémeutes, sous des températures élevées, ils ont été sous une pression permanente, souffrant du manque de sommeil et agissant sous le coup de l'adrénaline. C'est à la hiérarchie de veiller à ne pas perdre le contrôle des troupes. Celle de la police allemande, en l'occurrence, a donné le ton dès dimanche en faisant évacuer un camp de manifestants installés à *Entenwerder*, contre l'avis des juges. Cette intervention a été perçue comme un signal : les décisions de justice sont, le temps du sommet, secondaires. Dès la manifestation *Welcome to Hell*, les agents de police ont usé de la force et des gaz lacrymogènes, simplement parce qu'une poignée de manifestants avaient le visage masqué.

Les droits fondamentaux des citoyens ont été foulés aux pieds au moment même où on faisait la cour aux dictateurs et aux autocrates de ce monde. Les forces de police se sont mises au diapason. Alors que la ville se transformait en zone de non-droit, les policiers, n'ayant manifestement pas les moyens de reprendre le contrôle de la situation, sont restés les bras croisés pendant des heures.

Ces sommets ne servent à rien.

Le discours de clôture de la chancelière allemande a été sans surprise, pour dire les choses diplomatiquement. En résumé, les États-Unis ne feront rien dans la lutte contre le réchauffement climatique, il faut trouver un moyen de s'occuper de l'Afrique et personne ne trouve rien à redire au libre-échange. Face à des révélations aussi fracassantes, on est tenté de dire qu'une vidéoconférence aurait pu suffire.

Certes, personne ne pouvait savoir au moment d'organiser ce sommet que la Maison-Blanche serait alors occupée par un guignol tel que Donald Trump. Il était toutefois assez évident que l'organisation de ce sommet – avec la présence de milliers de délégués et les entorses faites aux droits fondamentaux de tous les habitants – ne justifiait pas un tel investissement. Il est grand temps que les dirigeants de ce monde imaginent d'autres façons de se rencontrer et d'échanger, sans prendre toute une ville en otage.

— **Christian Stöcker**
Publié le 9 juillet





CONTROVERSE

Radiohead doit-il annuler son concert en Israël ?

Critiqué par plusieurs artistes internationaux qui demandent au groupe britannique de boycotter Israël, Radiohead a assuré début juin qu'il maintenait son concert à Tel-Aviv le 19 juillet. Mais la tenue de l'événement fait encore débat.

NON

Le boycott aggrave le problème

—Jewish Telegraphic Agency (JTA) (extraits) New York

C'est peut-être le 20^e anniversaire de la sortie de *OK Computer*, l'album phare de Radiohead, mais certains des fans israéliens du groupe sont loin d'être OK. Certains se sentent même franchement mal. Et pour cause : en février, les cinq Britanniques ont annoncé que leur prochaine tournée mondiale ferait escale à Tel-Aviv pour un concert au mois de juillet. La venue d'un groupe de cette stature en Israël, dans une région traversée par les tensions politiques, est un véritable événement. En tant que fan de Radiohead et de mon pays, j'attendais ce moment avec impatience.

Mais [début avril], une dizaine d'artistes renommés ont écrit une lettre ouverte aux membres de Radiohead pour leur demander d'annuler le concert. "Nous vous demandons de réfléchir à votre décision, car en jouant en Israël vous vous produirez dans un État qui, selon les termes du rapporteur des Nations unies, 'impose un système d'apartheid au peuple palestinien'", expliquent-ils. (Entre-temps, le rapport en question a été retiré et critiqué par le secrétaire général, António Guterres).

J'ai reçu cette lettre comme un uppercut dans la mâchoire. Elle était signée par de nombreux artistes que je respecte, comme le réalisateur Mike Leigh ou le scénariste James Schamus, mais c'est le nom du premier signataire qui m'a fait le plus mal : Tunde Adebimpe, le chanteur de TV on the Radio, mon groupe préféré de tout temps.

Si au moins cette lettre était une critique de l'actuel gouvernement israélien ou un plaidoyer enflammé pour une solution à deux États répondant aux aspirations légitimes des Israéliens autant que des Palestiniens, les sionistes et les défenseurs – même les moins ardents – de l'État hébreu ne seraient pas aussi désenchantés.

Hélas, cela fait longtemps que la campagne BDS ("Boycott, désinvestissement et sanctions", ciblant Israël) nie le droit même d'exister à Israël. Ce mouvement ne vise pas seulement l'évacuation des "territoires" palestiniens conquis par les Israéliens au terme de la guerre des Six-Jours, mais la

disparition même de l'État fondé en 1948.

Les auteurs de cette lettre lancent des accusations creuses, comparent l'État hébreu à l'Afrique du Sud de l'apartheid, dénoncent le silence des musiciens de Radiohead, appelés à "résister [à un État qui] prive les Palestiniens de leurs droits" – Israël étant désigné comme le seul responsable du problème. Pas un mot en revanche sur les décennies de terrorisme qui ont contribué à faire basculer l'opinion publique vers la droite, sur les refus d'accords de paix qui ont fini par épuiser la patience de nombreux Israéliens ou sur la multitude d'ONG israéliennes qui militent pour défendre les droits des Palestiniens.

En termes d'efficacité et de justice, il faut aussi noter que ce boycott touchera principalement les jeunes Israéliens proches de la gauche, qui sont aussi les personnes les plus susceptibles de s'intéresser au sort des Palestiniens. Au lieu de travailler avec les acteurs culturels israéliens, dont le travail et le talent pourraient influencer l'opinion publique, ce genre de boycott ne fait qu'aggraver leur isolement.

Du reste, cette campagne fait surtout le jeu des forces les plus opposées à un accord avec les Palestiniens : "Vous voyez ? disent-ils. Nos ennemis sont chaque jour plus nombreux !" Le pire dans toute cette histoire est que cette lettre ouverte accroît encore l'amertume et les dissensions, soit l'exact opposé de ce que devrait faire la musique aujourd'hui (je suis sûr que Tunde Adebimpe serait d'accord).

Jeter des ponts. Le quintet d'Oxford, dont les albums sont acclamés et récompensés depuis plus de vingt ans par des moissons de prix aux Grammy Awards, emmène dans ses bagages deux groupes israéliens qui défendent l'interculturalité. La première partie de certains concerts en Europe sera assurée par Shye Ben Tzur, qui a travaillé avec des musiciens indiens et le guitariste du groupe, Jonny Greenwood, sur l'album *Junun*, une collection de morceaux inspirés par des prières musulmanes avec des paroles en hébreu.

Le groupe Dudu Tassa and The Kuwaitis, emmené par le Juif irakien Dudu Tassa, ranime la musique écrite par son grand-père et son grand-oncle, les frères Al-Kuwaiti. Nasreen Qadri, musicienne musulmane née à Haïfa et chantant en arabe, devrait également monter sur scène pour la partie américaine de la tournée du groupe.

Il n'existe certes pas de solution miracle, mais si la musique sert à jeter des ponts, alors Radiohead est sur la bonne voie.

—Gabe Friedman
Publié le 30 avril

OUI

Il faut sanctionner les Israéliens

—Ha'Aretz Tel-Aviv

Tous ceux qui s'interrogent sur la justice et l'efficacité d'un boycott contre l'occupation israélienne devraient prendre le temps d'écouter les contre-arguments de Thom Yorke, le leader de Radiohead, et de Yaïr Lapid, le fondateur du parti [centriste et laïc] Yesh Atid. C'est de la mauvaise propagande. Leurs arguments contre le boycott sont propres à convaincre quiconque a une conscience... de soutenir le boycott. Thom Yorke, qui ne sait rien du mouvement, et Yaïr Lapid, un ardent opposant de la campagne dite de BDS ("Boycott, désinvestissement et sanctions") ont pris fait et cause contre le boycott. Mais leur raisonnement en dit plus long sur eux que sur le BDS.

Le boycott est un moyen d'action légitime. L'État d'Israël y a lui-même recours et encourage même d'autres pays à le faire. Certains citoyens israéliens aussi le pratiquent. Il y a le boycott du Hamas à Gaza, il y a les sanctions contre l'Iran. On boycotte les magasins non casher, on boycotte la viande, on boycotte les stations balnéaires turques.

Tout ce qui importe, en réalité, c'est de savoir si Israël mérite ce genre de punition, comme celle pratiquée contre l'Afrique du Sud de l'apartheid, et si ces mesures ont un effet. Autre question : que reste-t-il comme moyens de lutter contre l'occupation qui n'ont pas déjà échoué ?

Yorke s'est enflammé contre Roger Waters [membre fondateur des Pink Floyd], sans doute le plus virulent des artistes engagés du moment, qui lui a demandé de reconsidérer le passage de son groupe à Tel-Aviv pour un concert le 19 juillet. Interrogé [le 5 juin] par le magazine *Rolling Stone*, Yorke s'est expliqué : jamais il n'aurait l'audace de dire à quelqu'un où il peut ou ne peut pas travailler.

Est-il admissible de travailler pour un atelier de confection clandestin ou pour une de ces mines africaines d'où l'on tire les fameux "diamants du sang" ? Est-il légitime d'inviter les gens à ne pas faire d'affaires avec ce type d'entreprises ? En quoi les produits des colonies israéliennes sont-ils plus éthiques ? "Le débat qu'ils veulent

ouvrir est purement manichéen, tout est noir ou blanc. Cela me pose un problème", a déclaré le chanteur de Radiohead à *Rolling Stone*. Où est le problème ? Les choses sont bien soit noires, soit blanches, non ? On est bien soit occupant, soit occupé ? Soit oppresseur, soit opprimé ?

"Je ne vois pas du tout en quoi faire un concert" est un problème pour eux, estime Thom Yorke. Allô, Radiohead, il y a quelqu'un au bout du fil ? Le problème, ce n'est pas le concert. C'est le public qui assiste à ce concert.

Je pense qu'il est temps d'en finir avec cette distinction artificielle entre l'idée que les Israéliens se font d'eux-mêmes et la réalité brutale de l'occupation dont ils sont responsables. N'est-il pas temps de les sanctionner de manière non violente pour les crimes dont ils sont tous complices ?

Aveuglement. Mais comment sanctionner un peuple tout entier ? La seule manière non violente est le boycott. Peut-être que cela va les faire sortir de leur aveuglement. Waters a demandé à Yorke de ne pas chanter pour les Israéliens parce qu'ils ne méritent pas de profiter de sa musique tant que l'occupation continue à une demi-heure de voiture du lieu où Radiohead est censé jouer.

Yaïr Lapid, lui, est ce qu'il est, c'est-à-dire encore plus démagogique et populiste. Il était fier d'être l'un des premiers à s'opposer au boycott, comme s'il y avait une sorte de mission sacrée derrière les lignes ennemies. Il "sait" que le BDS est financé par le Hamas, c'est même le *Wall Street Journal* qui le dit. Et il sait également que le mouvement est proche du grand mufti de Jérusalem, qui a collaboré avec les nazis.

Et pour ceux qui ne seraient pas encore convaincus, il a eu cette dernière déclaration : le BDS demande la libération de ceux qui ont perdu des homosexuels à des poteaux téléphoniques et qui pensent qu'il est tout à fait acceptable de battre sa femme et de tuer des juifs et des chrétiens. C'est ça, le BDS. Et d'ajouter que la colonisation n'a rien de répréhensible.

Si c'est ainsi que celui qui veut être notre prochain Premier ministre considère le BDS, on peut se dire que notre Premier ministre actuel, Benjamin Nétanyahou, n'est peut-être pas si mal.

Et si c'est là le niveau d'argumentation de Lapid, alors il est clair qu'il n'y a pas d'opposition digne de ce nom en Israël. Et donc que nous ferions mieux de soutenir le BDS.

—Gidéon Lévy
Publié le 11 juillet

- Assurance dommages véhicules de location.
- Assurance annulation ou modification de voyage.
- Non merci, je suis déjà couvert par ma carte Visa Premier.**



Visa Europe Limited, 21 bd de la Madeleine 75001 Paris, RCS Paris n° 509390699 - Saatchi & Saatchi - Crédits photo : Getty Images.

Vous n'avez pas encore de carte Visa Premier ?

C'est pourtant la solution pour ne plus avoir à vous soucier de souscrire des garanties d'assurances et d'assistance pour vos déplacements. Elles sont déjà incluses.

Renseignez-vous vite auprès de votre banque ou sur [visa.fr](https://www.visa.fr)



SOURIEZ, VOUS ÊTES PREMIER.



En payant avec votre carte Visa Premier, vous bénéficiez de trente services comprenant des garanties d'assurances, d'assistance et des offres promotionnelles auprès de partenaires de renom. Les garanties d'assurances Visa Premier peuvent avoir des conditions de garanties et des plafonds différents de ceux des garanties affinitaires qui peuvent vous être proposées par ailleurs. Lors de vos déplacements, départs en vacances, pensez à consulter les notices des garanties assurances et assistance sur [visa.fr](https://www.visa.fr) ou renseignez-vous auprès de votre conseiller bancaire. Ce document n'a pas de valeur contractuelle, seule la notice d'information détaille les conditions de garanties et exclusions.

d'un continent à l'autre.

france

Europe	18
Amériques	22
Moyen-Orient	24
Afrique	26



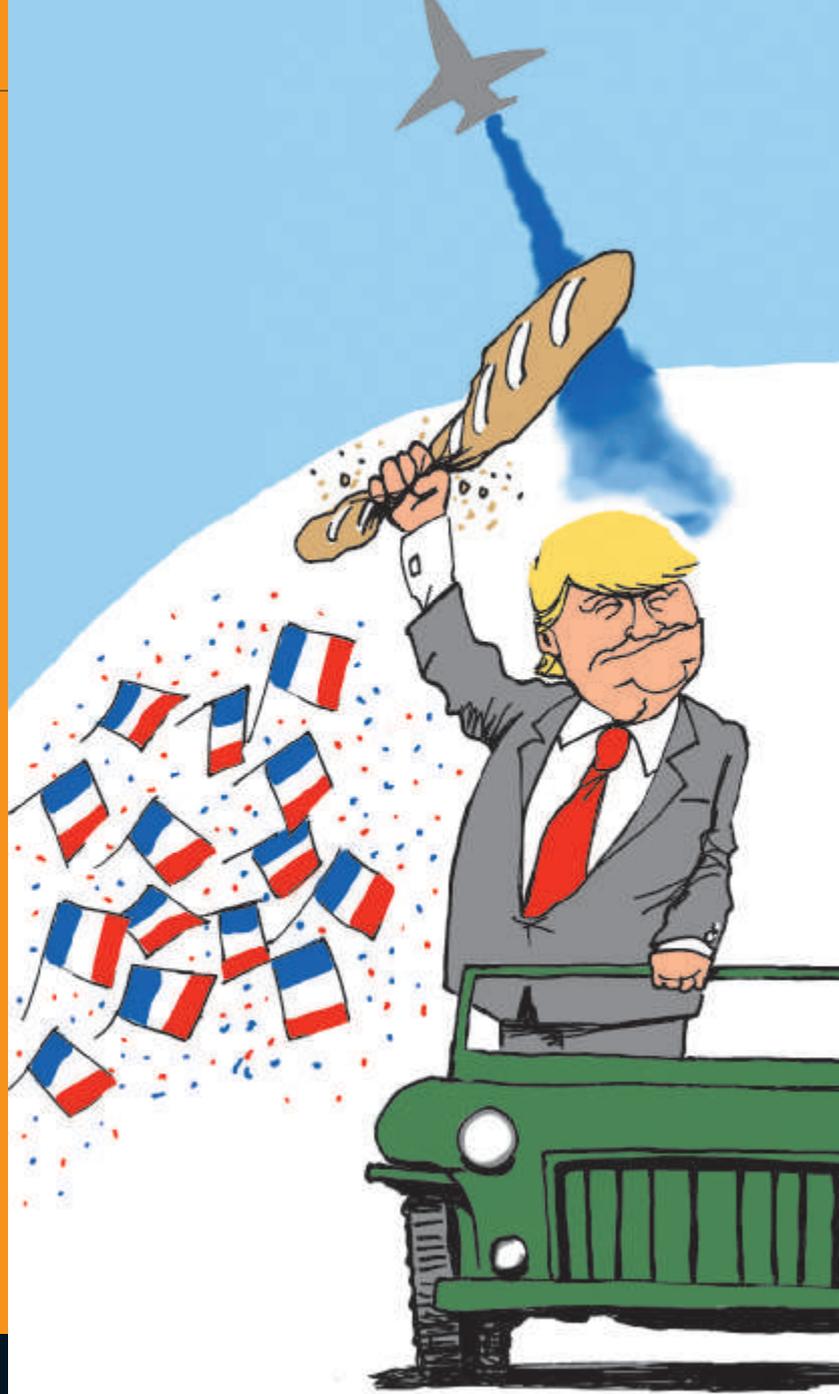
Macron et Trump, meilleurs ennemis



FOCUS

La visite du président américain en France témoigne d'une volonté de rapprochement entre deux chefs d'État que tout oppose en théorie.

Leurs intérêts communs et leurs ressemblances vont souder cet improbable duo, assure la presse américaine.



—The Washington Examiner *Washington*

Donald Trump a accepté l'invitation du président français, Emmanuel Macron, qui l'a convié aux fêtes du 14 Juillet. À première vue, c'est une proposition surprenante de la part de Macron qui, depuis les premiers jours de sa présidence, critique le président américain de manière plus ou moins directe. Et les deux hommes sont en désaccord sur de nombreux sujets clés, notamment les initiatives de réduction des émissions de CO₂, l'avenir de l'Union européenne et le rôle de la mondialisation. Macron doit pourtant préserver un semblant de cordialité avec Trump, et c'est l'objectif de cette invitation aux festivités du 14 Juillet.

Tout d'abord, elle correspond à la personnalité de Trump. Cette fête annuelle est traditionnellement militaire avant tout. On sait que le président américain aime beaucoup les processions militaires, et

le défilé français ne devrait pas faire exception. De plus, Macron aura l'occasion de flatter l'ego de Trump en le plaçant au beau milieu de l'apparat français.

Je soupçonne aussi Macron de vouloir se distinguer d'Angela Merkel. Contrairement à Trump, la chancelière allemande n'est pas du tout à l'aise avec les démonstrations publiques de la puissance militaire ni avec le recours à cette force. La France, pour faire bref, n'a aucun complexe de ce côté-là. Par chance ou par hasard, le 14 juillet tombe une semaine après le sommet du G20, qui se tient en Allemagne cette année. En déployant les avions de chasse, les chars et les soldats français, Macron pourrait se ménager une marge de manœuvre face à la demande insistante de Trump de voir les membres européens de l'Otan augmenter leurs dépenses en matière de défense.

Ce 14 Juillet doit aussi être replacé dans le contexte autour de l'invitation. Car, au cours du même entretien téléphonique,

le président français a engagé la France vers "une réponse commune" si Bachar El-Assad recourait de nouveau aux armes chimiques. Si ces termes relèvent parfois de la langue de bois, ce n'est certainement pas le cas de la France dans l'affaire syrienne : Emmanuel Macron ne laisse aucune ambiguïté sur son opposition à l'usage des armes chimiques contre des civils par le président syrien.

Alignement. "Toute utilisation d'armes chimiques fera l'objet de représailles et d'une riposte immédiate de la part des Français", déclarait déjà le Français lors de sa rencontre en mai avec Vladimir Poutine. Trois semaines plus tard, Macron est allé plus loin : "Si nous savons en retracer la provenance, la France procédera à des frappes pour détruire les stocks d'armes chimiques identifiés."

Autant dire qu'il y a sur ce sujet un authentique alignement entre la France et les États-Unis. Et cet alignement est nouveau.

Paris avait particulièrement peu apprécié d'être lâché par le

gouvernement Obama dans le projet de frappes contre Assad en août 2013, alors que les avions de chasse français étaient déjà prêts à décoller. La France a par ailleurs eu le sentiment que Washington a plus largement fait preuve d'une faiblesse stratégique sur le dossier syrien. Macron espère donc pouvoir trouver avec Trump un consensus qui permette d'avancer vers une résolution de la guerre civile en Syrie. Les faits sont là, et pourtant peu de médias en parlent.

Reste qu'en proposant au président américain son soutien contre la guerre chimique d'Assad, Macron lui offre quelque chose de plus grand encore : une victoire diplomatique. Or elles font cruellement défaut à Trump, particulièrement isolé et impopulaire sur la scène internationale. L'hypothèse d'une nouvelle attaque chimique en Syrie est tout à fait vraisemblable à court terme. Ce ne sont pas là des enjeux secondaires. Or Macron sait la valeur qu'accorde Trump à la loyauté : il lui en offre là une belle promesse.

Certes, nul ne niera les très profondes divergences qui existent entre ces deux présidents, et sur de nombreux sujets. Mais au fond, sur la scène intérieure comme à l'international, la politique est avant tout l'art des possibles. Et avec Trump, Macron préfère miser sur un partenariat constructif plutôt que sur la discorde.

—Tom Rogan
Publié le 28 juin

SOURCE



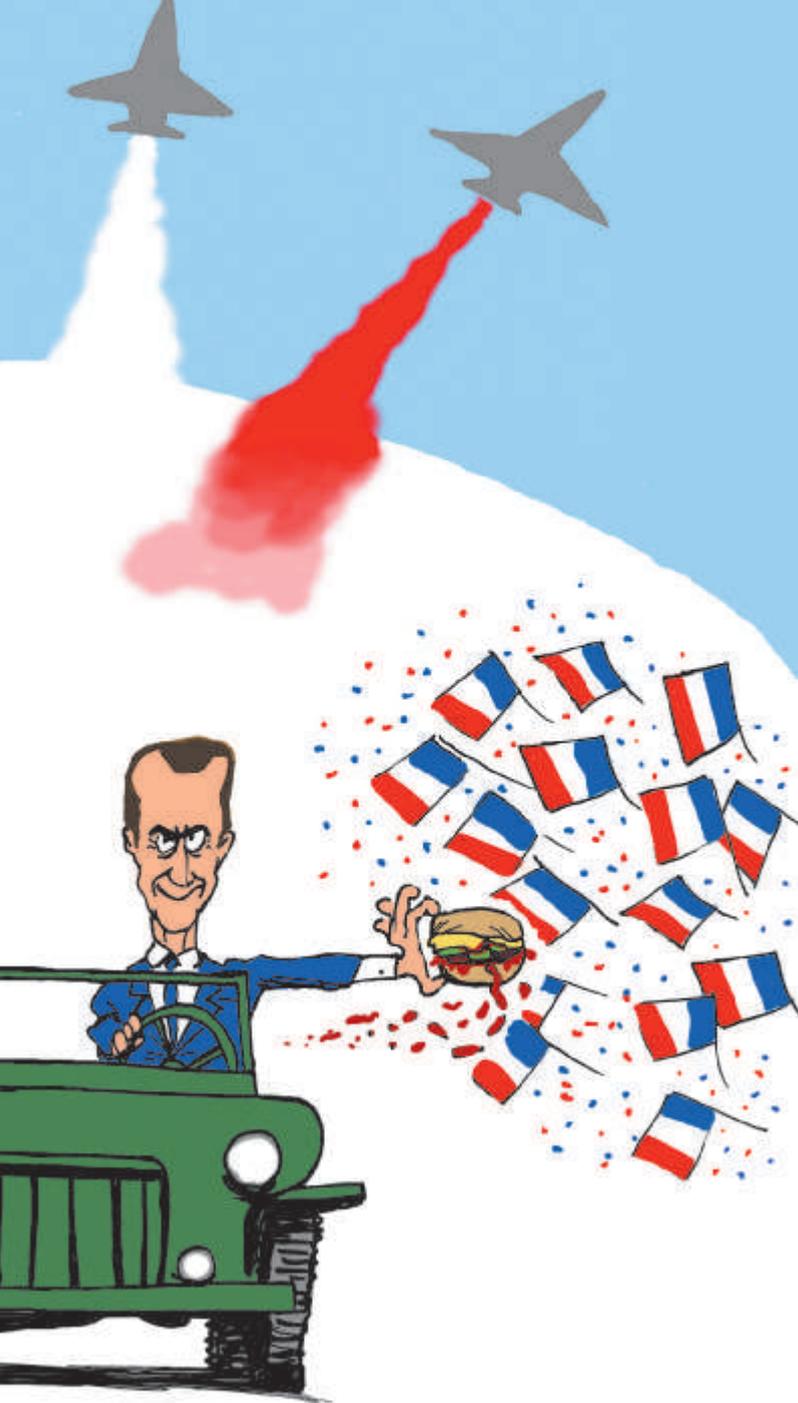
THE WASHINGTON EXAMINER

Washington, États-Unis
Hebdomadaire

washingtonexaminer.com

Cet hebdomadaire publie des articles d'information et des opinions exclusivement conservatrices. Parfois critique à l'égard de Donald Trump durant les primaires de 2016, *The Washington Examiner* soutient désormais le locataire de la Maison-Blanche.

↳ Dessin de Horsch, Allemagne, pour *Courrier international*.



L'alliance des contraires

Si différents soient-ils, les chefs d'État français et américain devraient trouver de nombreux points de convergence pendant leurs mandats, estime le magazine américain *Foreign Policy*.

—**Foreign Policy**
Washington

La rencontre entre Emmanuel Macron et Donald Trump à leur premier sommet international, le 25 mai – avec la fameuse poignée de main qui l'a accompagnée – a pris le monde au dépourvu.

Pour certains observateurs, tout se passait comme si Macron, déterminé, prêt à en découdre, essayait de se positionner en chef de file de la résistance européenne face au président des États-Unis. Le

locataire de l'Élysée a continué à “troller” joyeusement Trump quelques jours plus tard : dans un discours en anglais prononcé après l'annonce du président de son retrait de l'accord de Paris sur le climat, il a déclaré que la France “[rendrait] sa grandeur à la planète”.

De fait, les deux hommes sont très différents. Même s'ils peuvent l'un comme l'autre se prévaloir d'une expérience dans le secteur privé, Macron a étudié la philosophie et peut citer Molière de mémoire, tandis que Trump est

une ancienne star d'une émission de télé-réalité, connu pour commencer sa journée sur Twitter. Plus important encore, ils ont accédé à la présidence en prônant des visions du monde opposées : Macron est un proeuropéen, partisan du libre-échange, tandis que Trump est pour la fermeture des frontières, “l'Amérique d'abord” et le protectionnisme. Trump lui-même n'a pas fait mystère du fait qu'il aurait été content voir Marine Le Pen l'emporter face à Macron au second tour de la présidentielle, affirmant juste avant la défaite de la candidate FN qu'elle était “la plus forte sur ce qui se passe en France”.

Novices. Il est tentant de voir dans l'élection de Macron un rejet direct du populisme à la Trump, et dès lors de considérer l'homme lui-même comme le meilleur choix de l'Europe pour tenir tête à Trump. Ce serait une erreur. En fait, Macron et Trump, si différents soient-ils, devraient s'entendre assez bien.

Premièrement, l'élection de Macron n'est pas autant un rejet du trumpisme qu'il n'y paraît. Macron a peut-être fait campagne sur un programme progressiste, mais il n'est pas Hillary Clinton. Nouveau venu en politique, Macron se présentait pour la première fois à une élection présidentielle, avec un parti créé il y a un an. Il est arrivé à attirer sur son nom une part de la colère anti-système qui a causé la perte des politiques traditionnels en France et aux États-Unis. Macron a fait ouvertement campagne contre les échecs économiques des deux grands partis français, le Parti socialiste et Les Républicains, afin de réformer un marché du travail rigide et lutter contre un chômage élevé. Comme pour Trump, rares sont les “experts” qui auraient tablé sur une victoire de Macron quelques mois seulement avant l'élection. En outre, son premier projet de loi visera à “moraliser” la vie publique, en interdisant aux politiques d'effectuer plus de trois mandats successifs ; quant aux députés, ils ne pourraient plus embaucher de membres de leur famille ou travailler comme consultants. Cela ressemble → 16

Macron cite du Molière, Trump vient de la télé-réalité.

Bras de fer symbolique

Les deux présidents novices ont montré les muscles pour leurs débuts respectifs sur la scène internationale.



“Il n'a fallu que six secondes à Macron pour prendre Trump à son propre jeu et montrer au monde – et à un homme plus vieux que lui de trente ans – qu'il y a un nouveau leader sur la scène internationale.”

Bloomberg, commentant la première poignée de main entre Trump et Macron le 25 mai.

“Cela a commencé comme une poignée de main virile et s'est terminé en prise mortelle. Les mâchoires serrées, leurs visages alternant sourires et grimaces, les deux hommes se sont serré la main jusqu'à ce que les jointures de M. Trump blanchissent.”

The New York Times, le 26 mai.

240 152

RETWEETS. Le message d'Emmanuel Macron “*Make our planet great again*” (“Rendons sa grandeur à notre planète”, en français) est devenu le tweet francophone le plus partagé de l'histoire de Twitter. Le président français répondait ainsi au retrait des États-Unis de l'accord de Paris sur le climat, annoncé par Donald Trump le 1^{er} juin. Avec ce slogan, détournement de celui utilisé par le président américain pendant sa campagne, le gouvernement français a ouvert un site pour encourager les scientifiques américains à s'installer en France. “Macron a trollé Trump, encore une fois”, réagissait **Politico**, le 2 juin. “On dirait qu'on a un gagnant pour le prix de la meilleure réponse à Trump”, estimait de son côté **Vox**, le 1^{er} juin.

PROCHAIN ROUND

La poignée de main avant le défilé du 14 juillet sera déterminante “pour rendre sa grandeur à l'Amérique”, ironise le magazine **Newsweek**, qui a donné quelques conseils à son président :

- S'enduire les mains de vaseline**
“Idéal pour décontenancer Macron. Quand il voudra serrer la main du président avec son énergie habituelle, il se retrouvera avec une main aussi fuyante qu'un poisson mort. 1-0 pour l'Amérique.”
- Appeler systématiquement Macron “Angela”**
“Trump pourrait faire semblant de ne pas comprendre que son interlocuteur n'est pas la chancelière allemande, et présenter son sourire idiot 100 % Trump à ses assistants décomposés tout en profitant de la confusion générale pour écabouiller la main de Macron.”



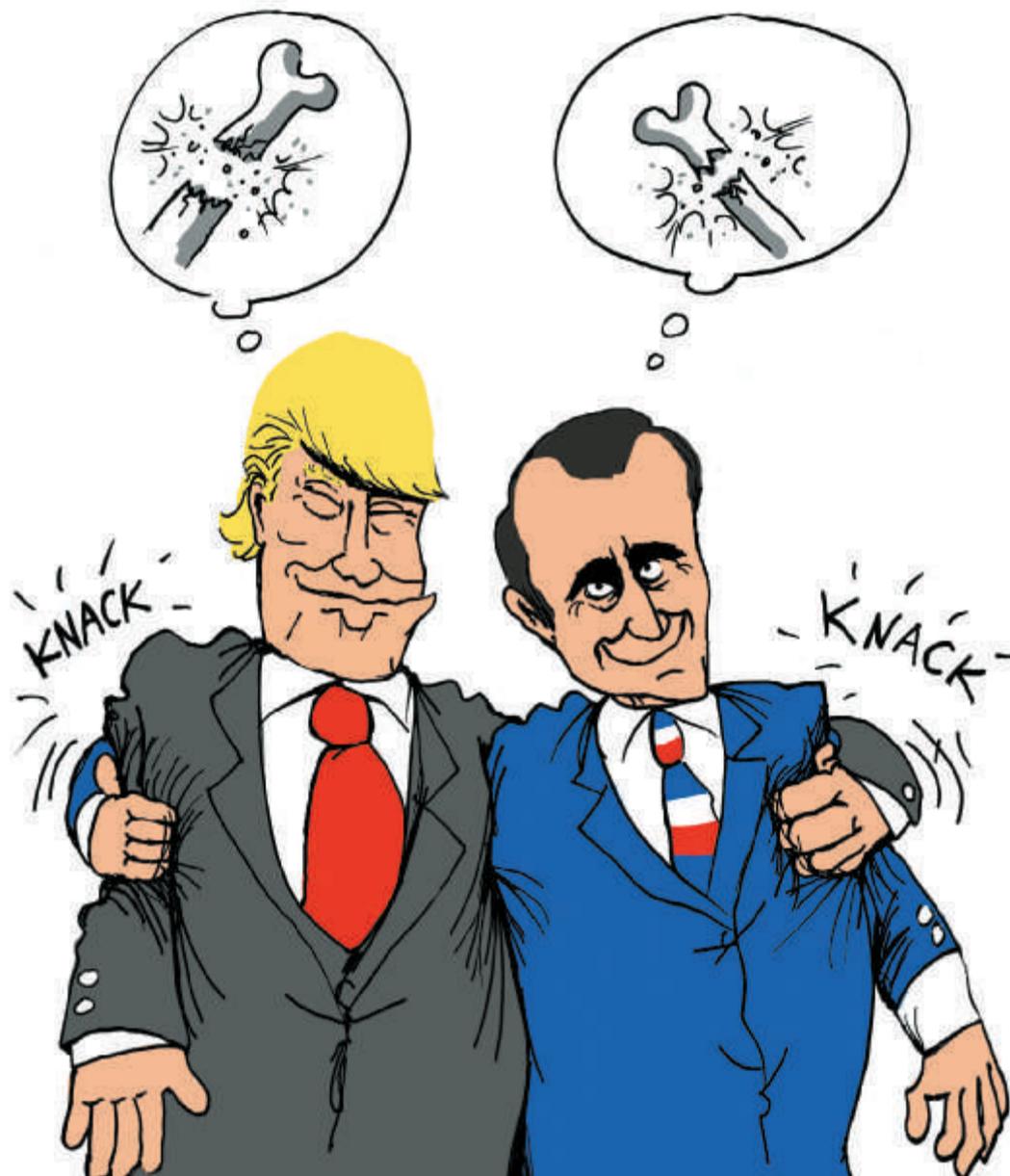
↓ Dessin de Horsch, Allemagne, pour *Courrier international*.

15 ← assez au slogan de Trump : “Assécher le marais”.

Le président des États-Unis va trouver auprès de cet ancien banquier d'affaires un négociateur pragmatique, plus soucieux de défendre les intérêts de la France que de faire la leçon à Washington sur les valeurs progressistes. Macron se définit lui-même comme un réaliste. Pendant la campagne, il s'est réclamé de la tradition “gaullo-miterranéenne”, celle d'une politique étrangère française réaliste. Peu après le sommet du G7, il a invité le président russe Vladimir Poutine à une rencontre bilatérale à Versailles. La presse a relevé les mots très durs qu'a eus Macron à l'encontre des médias russes RT et *Sputnik*, soupçonnés d'ingérence dans la campagne présidentielle française. Mais les médias semblent être passés à côté de ce simple fait : Macron a choisi d'inviter Poutine en France dès le début de sa présidence, afin de parler de coopération, notamment contre le terrorisme. Cette attitude d'indépendance française a longtemps hérisse Washington ; aujourd'hui, elle cadre parfaitement avec l'ordre du jour de Trump.

Méfiance. Macron et Trump pourraient aussi trouver un terrain d'entente sur ce qu'ils attendent de l'Europe. Peu après l'investiture de Trump, le candidat Macron a écrit [sur Facebook, dans l'article “*L'Europe tient son destin entre ses mains*”] que c'était l'occasion pour les Européens de parler enfin d'une seule voix : “*Nous devons défendre et renforcer une union qui permet aux pays européens de s'exprimer d'une voix plus forte sur la scène internationale. Les récentes critiques de M. Trump à l'égard de l'Union européenne en soulignent l'importance.*” En un sens, cette volonté d'une Europe plus intégrée et autonome semble remettre en cause l'hégémonie américaine ; d'un autre point de vue, elle paraît rejoindre la méfiance de Trump envers les alliés trop indépendants.

Le président français entend rendre la zone euro plus efficace en promouvant une meilleure coordination budgétaire et la création d'un ministre des Finances commun. Il faudra pour cela convaincre l'Allemagne d'accepter une plus grande intégration de la zone euro et de renoncer à ses excédents commerciaux, qui ont renforcé les déséquilibres au



sein de l'UE. Macron ne va pas remettre en question l'engagement de la France dans l'Otan, mais il va encourager ses partenaires européens à accroître leur coordination en matière de partage du renseignement, de contrôle des frontières et de lutte contre le terrorisme. La France et l'Allemagne ont déjà commencé à débattre de propositions visant à créer un fonds de défense européen, qui permettrait aux Européens d'unir leurs forces dans la mise au point de drones et de véhicules de transport de troupes, tout en finançant des initiatives communes en Afrique. Au lieu de soutenir des mouvements comme le Brexit, qui affaiblissent l'Europe et la rendent encore plus dépendante, le président d’*“America first”* devrait se féliciter que les dirigeants européens veuillent renforcer le continent et prendre

une plus grande part de responsabilité dans la défense de leurs intérêts et de leur sécurité.

Le gouvernement Obama était ravi de sous-traiter la gestion des affaires européennes à Angela Merkel, connue pour son leadership prudent. En revanche, les Français n'ont jamais pardonné à ce gouvernement sa volte-face en Syrie, quand la Maison-Blanche n'a pas voulu réagir à l'utilisation d'armes chimiques par le régime de Bachar El-Assad [qui avait ainsi franchi la “ligne rouge” définie par Obama lui-même, un acte censé

L'indépendance française a longtemps hérisse Washington ; elle cadre parfaitement avec Trump.

justifier une intervention américaine]. Pendant la campagne, Macron a soutenu les frappes du gouvernement Trump contre la base aérienne d'Al-Chaayrate.

Paris – toujours plus à l'aise avec la manière forte que Berlin – pourrait être un partenaire plus naturel pour le gouvernement Trump. Comme son homologue américain, Macron a déclaré à maintes reprises que sa priorité en politique étrangère serait de combattre l'islamisme, un terme qui ne provoque pas la même nervosité dans la classe politique française, de gauche ou de droite, qu'aux États-Unis. Le nouveau président français souhaite faire passer le budget militaire de la France à 2% du PIB.

En outre, tout indique que Macron s'inscrit dans la continuité de la politique étrangère affichée par la France ces dernières années. Tandis qu'il a débauché

d'importantes personnalités de droite, compétentes sur les questions économiques, pour former son gouvernement, le seul ministre sortant qu'il a conservé est Jean-Yves Le Drian, 70 ans. Très respecté dans l'armée française, ce dernier a été le ministre de la Défense de François Hollande et est désormais le ministre de l'Europe et des Affaires étrangères de Macron. Il doit sa réputation à l'intervention militaire qu'il a dirigée contre Al-Qaïda au Sahel (avec le soutien logistique

Paris, plus à l'aise avec la manière forte que Berlin, est un partenaire naturel pour Trump.

et financier des États-Unis). Il a été le premier dignitaire français à se rendre aux États-Unis après l'élection pour rencontrer l'équipe de transition. Sa présence dans le nouveau gouvernement envoie un message clair, comme le fait que pour son premier déplacement hors d'Europe Macron ait rendu visite aux soldats français au Mali. À cette occasion, il a réaffirmé que la France serait déterminée dans sa lutte contre le terrorisme. Le pays compte 3 000 soldats stationnés au Mali [dans le cadre de l'opération Barkhane], son deuxième plus grand déploiement après l'opération Sentinelle sur son territoire pour lutter contre le terrorisme. Macron s'est engagé à poursuivre ces deux opérations.

Certes, Trump est impopulaire en Europe, ce qui pourrait expliquer pourquoi tant d'électeurs ont placé leurs espoirs dans un champion anti-Trump en la personne de Macron. Mais la répugnance très répandue pour le président américain, quoique bien réelle, ne devrait guère peser sur les prises de décision de Macron. La Constitution française donne une plus grande latitude au président que, par exemple, au chancelier allemand pour définir la politique étrangère ; et il échappe au contrôle du Parlement dans ce domaine.

Leur première poignée de main était gênante, à n'en pas douter. Et il est peu probable que Macron et Trump jouent du Molière ensemble. Mais parfois une rude poignée de main peut être le début d'une relation fructueuse.

— Benjamin Haddad
Publié le 16 juin

Sont-ils si différents ?

● À Hambourg, les 7 et 8 juillet, on a assisté à “une succession d’accolades, de propos badins (ou pas) échangés au détour des ‘photos de famille’ du G20 ou dans les couloirs du sommet”, note le quotidien libanais **L’Orient-Le Jour**. Emmanuel Macron et Donald Trump auront donc fini par être “les bons amis”, comme le titre, en français, l’hebdomadaire conservateur américain **The Washington Examiner** au lendemain du G20. “Les hauts fonctionnaires de la Maison-Blanche sont convaincus que les deux novices de la scène internationale sont vite devenus amis”, rapporte le journal, soutien de Donald Trump pendant la campagne. *The Washington Examiner* cite notamment le conseiller économique du président américain, Gary Cohn, affirmant que “de longues séquences en privé sont prévues avec Macron” lors de la venue de Trump à Paris.

● Mais cette entente est-elle surprenante ? Dès le mois de février, en pleine campagne présidentielle française, le magazine américain **Newsweek** présentait Emmanuel Macron comme “le Donald Trump modéré”. “Personnalité issue de l’establishment mais novice en politique, dotée d’un niveau ahurissant de confiance en soi et menant une campagne basée sur des meetings tapageurs :

le candidat centriste français serait exactement comme Donald Trump s’il n’était pas en désaccord avec lui sur plus ou moins tous les aspects de fond de sa politique et de son action”, assurait alors l’hebdomadaire après avoir rencontré le candidat d’En marche ! à Londres. *Newsweek* insistait sur un autre point commun entre les deux hommes : leurs relations tendues avec la presse. “Macron a laissé sortir le populiste qui est en lui”, écrivait le magazine après l’entrevue, houspillant la presse pour la couverture de sa campagne.”



● Autre point commun entre les deux dirigeants, largement relayé par la presse européenne cette fois : le protectionnisme. L’exemple de la renégociation du rachat d’une partie de STX France, qui gère les chantiers navals de Saint-Nazaire, par les Italiens de Fincantieri, a marqué nos voisins. “Quand un chef d’État est prêt à se livrer à une telle ‘micro-gestion’ de l’économie, il peut promettre sur tous les tons d’en finir avec le vieil ordre économique, on aura du mal à le croire”, juge ainsi le journal espagnol **El Mundo**, pour qui “même Donald Trump n’est pas aussi protectionniste”, malgré son slogan “America First” (“L’Amérique d’abord”). Pour le

quotidien madrilène, Macron a commencé son mandat sur les mêmes bases protectionnistes que le président américain, “mais sous de plus beaux atours”.

● Une intervention économique remarquée en Italie aussi, où le site d’information économique **Investireoggi** conclut de l’opération STX que “Macron n’est pas un champion du libéralisme” et que “Trump et lui sont plus semblables que nous le pensions”. Le quotidien **Pagina 99** insiste sur “l’intérêt national européen” prôné par Emmanuel Macron, “qui prend finalement des aspects très français”. “Son objectif est aussi de défendre son propre marché, il existe donc un Macron protectionniste, presque trumpien”, relate la publication italienne.

● Les deux novices se sont emparés du pouvoir en un temps record, ce qui amène la question de leur capacité à réussir leurs mandats respectifs, estime **USA Today**. “Macron, l’ancien banquier, et Trump, le magnat de l’immobilier, ont tous deux des majorités solides qui devraient les autoriser à gouverner efficacement”, constate le quotidien américain. La clé du succès pour ces chefs d’État débutants, avance le journal, sera de faire évoluer leur comportement : “Tous deux doivent comprendre et écouter avec attention ce que leur peuple – l’ensemble de leur peuple – souhaite, puis ajuster leurs programmes et leurs priorités en fonction de cela.”—

Contexte

La revanche des Froggies

●●● Trump à Paris et non à Londres. La visite du président américain en France a vivement fait réagir la presse britannique, qui voit dans cet événement diplomatique la fin de la “relation spéciale” liant le Royaume-Uni et les États-Unis. “Plus que tout, Trump qui se pointe à Paris est une gifle pour les Britanniques inhospitaliers”, admet **The Spectator**, qui pointe les nombreuses manifestations anti-Trump ayant eu lieu à Londres ces derniers mois. La principale raison de cette “jubilation gauloise”, selon l’hebdomadaire conservateur, est que “pendant les cinq années d’enfer sous Hollande, la France a été ridiculisée sans vergogne par son voisin d’outre-Manche”. Désormais, le Royaume-Uni quitte l’Union européenne dans la douleur alors que la France a “un nouveau président audacieux avec de nouvelles idées audacieuses et le pays commence à retrouver confiance en lui”, tranche le journal de Londres.

À la une



LE SUPPLÉANT

Le président français va-t-il prendre la place de leader de la mondialisation laissée vacante par Trump ? C’est ce que pense le magazine économique russe **Expert**, qui titre le 10 juillet : “L’étendard français du mondialisme. Les élites européennes misent sur Macron”. L’hebdomadaire, proche des vues du Kremlin, estime que le nouveau chef de l’État français a été façonné par les *spin doctors* du Vieux Continent pour devenir le “président de l’élite mondialiste européenne”. D’après *Expert*, la mission du président français serait “d’arrêter la progression des projets nationalistes au sein de l’Europe, de renforcer la France et de rénover l’Union européenne pour faire en sorte que, après avoir perdu son précédent leader – les États-Unis –, elle conserve sa substance mondialiste”.

UN ÉTÉ INOUBLIABLE
“Magistral” POISTIF

PYRAMIDE présente
UN ÉTÉ MAGNIFIQUE
“Une émotion pure” PREMIÈRE ★★★★★

UN ÉTÉ SPLENDIDE
“Lumineux” CAUSETTE

FESTIVAL DE CANNES 2017
PRIX ÉCRANS JUNIORS
COUP DE CŒUR DES ÉTUDIANTS

ÉTÉ 93

UN FILM DE CARLA SIMÓN

FESTIVAL DE BERLIN 2017
PRIX DU MEILLEUR
PREMIER FILM

SORTIE LE 19 JUILLET



europe

Vatican.

Affaire Pell : le pape n'a rien voulu voir

Nouveau scandale au Vatican : le cardinal Pell a pris congé pour répondre le 18 juillet d'accusations d'abus sexuels. Pour ce célèbre journaliste d'investigation, cela n'a rien d'une surprise.



—L'Espresso Rome

L'inculpation du cardinal George Pell, accusé de pédophilie par des magistrats australiens après une série de plaintes jugées solides par les enquêteurs et la police, marque un vrai tournant dans le pontificat de François. L'enquête frappe en effet de plein fouet l'un des hommes les plus puissants du Vatican, le "ranger" venu de Sydney pour "moraliser" une curie romaine corrompue. Un homme appelé directement par François, malgré les zones d'ombre qui, depuis des années, entachent son parcours.

Devant ces terribles accusations de viol, le Vatican et quelques défenseurs du pontificat de François ont immédiatement tenté de reprendre la main pour atténuer l'ampleur du scandale, en soulignant que Pell ne pourra pas se mettre à l'abri de la justice derrière les murs du Vatican, et qu'il sera contraint de quitter ses fonctions et de se défendre devant le tribunal de l'État de Victoria. "C'est la preuve de la tolérance zéro de François", se sont empressés d'écrire plusieurs vaticanistes.

Rescapés des "ogres". Une lecture a minima : comme si le Saint-Père et le Saint-Siège avaient vraiment eu le choix de protéger un cardinal, fidèle d'entre les fidèles du pape "révolutionnaire", contre des accusations d'une extrême gravité. François, qui a récemment comparé les abus sexuels aux messes noires, ne pouvait faire autrement que de livrer son bras droit à son sort judiciaire.

Or, abstraction faite de la propagande du Vatican, l'affaire Pell nous dit tout autre chose. Car si les accusations d'abus sexuels sur des enfants et des mineurs n'ont été révélées que récemment (les premières plaintes datent de l'été dernier), des éléments témoignant de l'attitude ambiguë du cardinal originaire de Ballarat (au nord-ouest de Melbourne) sont connus depuis des années. Par le passé, à l'époque où il était évêque de Melbourne, le "ranger" avait déjà été dénoncé par un enfant de chœur de 12 ans pour harcèlement sexuel (le procès s'était refermé en 2002 sans condamnation, faute de preuves) et l'ancien pape, Benoît XVI, pour cette raison notamment, avait toujours freiné

les ambitions du prélat, annulant sa promotion à la tête d'une congrégation romaine.

Mais à partir de 2012, le cardinal s'est retrouvé dans le collimateur de plusieurs dizaines de victimes et rescapés des "ogres". Au cours des auditions de la Royal Commission, une commission nationale constituée par le gouvernement de Canberra, des jeunes garçons et filles ont désigné "Big George" comme un homme qui a systématiquement cherché à étouffer les affaires et à prendre la défense des pédophiles australiens (d'après le rapport préliminaire de la commission, 7 % des prêtres catholiques de l'île-continent sont impliqués dans des affaires de pédophilie).

Les informations sur le côté obscur de Pell étaient déjà publiques.

Ils l'ont dépeint comme un évêque qui a mis sur pied un système de dommages et intérêts utilisé en réalité "pour détruire et manipuler les victimes et défendre l'image et les caisses de l'Église".

Dans les colonnes de *L'Espresso* et dans le livre *Lussuria* ["Luxure", non traduit en français], l'auteur de ces lignes a raconté comment George Pell a demandé à des familles dévastées d'accepter, pour clore définitivement l'affaire au civil, 30000 euros. Mais aussi comment le cardinal a accompagné bras dessus bras dessous des pédophiles en série, comme son ami Gerald Ridsdale (qui sera finalement condamné pour le viol de plusieurs dizaines d'enfants), et comment il a systématiquement couvert des accusations qu'il disait fausses, mais qui allaient pourtant se révéler parfaitement exactes.

D'autres victimes ont raconté – sous serment – comment le cardinal Pell a essayé d'acheter leur silence. Le compte rendu d'une audition de l'homme d'Église en septembre 1996 montre que le "ranger" humiliait ses victimes en leur proposant une indemnisation ridicule (pour étouffer plusieurs centaines d'affaires, l'Église australienne a déboursé ces dernières années 8 millions de dollars, autant dire pas grand-chose : les seuls biens immeubles et actifs financiers de l'Église de Melbourne, dissimulés par Pell dans deux trusts, pèsent 1,3 milliard de dollars australiens, soit 800 millions d'euros).

Dans le même temps, indique ce document, il soutenait activement des prêtres pédophiles, ordonnant à ses subalternes de leur venir en aide financièrement.

Toutes ces informations sur le côté obscur de Pell étaient déjà publiques et sans doute parvenues jusqu'au Saint-Siège. Et pourtant, François a nommé "Big George" à la tête du secrétariat pour l'économie, d'abord, puis l'a fait membre du C9, le conseil de cardinaux chargé d'épauler le souverain pontife dans "le gouvernement de l'Église universelle".

Silence. Malgré les plaintes des victimes australiennes (qu'il a toujours refusé de rencontrer) et de (rares) journalistes, François a toujours pris fait et cause pour Pell, le reconduisant dans ses fonctions et dans ses prérogatives, année après année. Dans le silence quasi général de la presse italienne. Jusqu'à ce que les accusations d'abus sexuels (qu'il faudra toutes prouver, ce doit être dit et répété) n'obligent le souverain pontife à virer de bord subitement et à reconnaître, de manière évidemment indirecte, une erreur de plus sur une nomination clé de son pontificat.

—Emiliano Fittipaldi
Publié le 29 juin

"Un chapelet de têtes tombées"

●●● "Quatre ans après le début du pontificat, écrit le *Corriere della Sera*, le chapelet de têtes tombées nous renvoie l'image d'un Vatican qui ne s'est pas encore stabilisé", malgré la "formidable popularité du pape". En l'espace de deux semaines, plusieurs figures clés sont sorties de scène : le cardinal Pell, mais aussi Libero Milone, réviseur général des comptes, et Gerhard Ludwig Müller, opposant notoire au pape, à la tête de la Congrégation pour la doctrine de la foi. "Ce qui est singulier, souligne le journal, c'est que François a choisi pour lui succéder le jésuite espagnol Luis Francisco Ladaria Ferrer", dont un article de *La Repubblica*, cosigné par Emiliano Fittipaldi, a révélé qu'il avait couvert un prêtre pédophile en 2012. Pour le *Corriere*, "il ne suffit plus de parler de mauvais choix" : il y a visiblement un "problème de méthode" au Vatican.

CROATIE

Les insulaires couvent leurs plages

Les habitants de plusieurs îles croates sont mobilisés contre la Loi littoral ouvrant la voie à la privatisation des plages. Avec un certain succès.



—Jutarnji List (extraits)
Zagreb

Les plages naturelles occupent 26,3 % de la surface du littoral de l'île de Rab [dans le nord de la Croatie], un pourcentage qui fait des envieux ! Car sur l'ensemble de la côte croate il est quatre fois inférieur. Ce sont des plages qui n'ont subi aucune intervention de l'homme et qui

ont gardé leur aspect naturel. Mais cela risque de changer d'ici à la fin de l'année : leur nombre pourrait diminuer.

La ville de Rab a lancé des projets qui menacent de modifier l'aspect naturel de quatre plages locales. La tendance à réaménager les plages se répand de plus en plus sur le littoral adriatique. Du sable est ajouté, les rochers sont nivelés et couverts de gravier, les serviettes remplacées

par les transats... Apparemment, ce sont les touristes qui demandent plus de confort, et le client a toujours raison !

Toutefois, les habitants sont de plus en plus nombreux à s'opposer à cette logique. L'initiative citoyenne "Protégeons les plages de Rab" s'est soulevée contre le réaménagement sur son île. Sur sa page Facebook, elle avertit que les modifications apportées au plan d'aménagement du territoire de la ville de Rab, daté de 2016, sont contraires aux intérêts des citoyens. La majorité de ses objections concernent le manque de transparence de la procédure et la dévastation de l'environnement.

Dévastation. "L'intérêt public est bafoué par la redéfinition du terme 'aménagement' dans lesdites modifications, l'aménagement n'impliquant ni entretien ni conservation du littoral, mais la modification de la côte par le remblayage, ces travaux visant à augmenter les capacités des plages ou à les doter de restaurants et autres activités de loisir", explique-t-elle. L'initiative craint aussi que le plan d'aménagement du littoral vise à limiter l'accès libre et gratuit aux plages.

Au-delà de l'accès réduit aux plages, c'est la dévastation du littoral qui préoccupe les habitants de Rab. Le projet d'aménagement des plages prévoit de déverser 17 000 m³ de béton et de gravier sur les plages de Banova Vila et de Skver, ainsi que plus de 89 000 m³ de pierres et 12 400 m³ de béton sur les trois plages de Padova. Ces travaux pharaoniques demanderaient une noria de 12 800 camions pour acheminer le matériel. À titre d'illustration, cela représenterait une colonne ininterrompue de poids lourds à la queue leu leu de Zagreb jusqu'à Rab [215 kilomètres].

"Par les modifications de la loi du domaine public maritime, on a supprimé l'obligation de réaliser une

Les touristes demandent plus de confort, et le client a toujours raison !

estimation de l'impact environnemental avant les travaux de remblayage et de modification de la côte. L'étude des capacités d'accueil des touristes qui justifierait l'élargissement du domaine des plages fait aussi défaut, ainsi que le programme local d'aménagement et de gestion des plages", a-t-on souligné à Rab.

Mais derrière le problème d'aménagement se cache la possibilité de la mise en concession de plages – autrement dit, de leur privatisation – par le pouvoir des régions, ce qui risque de priver le pouvoir local, en l'occurrence la municipalité de Rab, de la gestion de cette ressource naturelle et, par conséquent, d'une bonne partie de ses revenus.

Le premier mouvement de défense des plages a vu le jour sur une autre île croate. À Bol, une station balnéaire prisée de l'île de Brač, les habitants se sont insurgés contre la décision de l'Assemblée régionale de Split et de la Dalmatie d'accorder la concession de la plage de Zlatni Rat ["cap d'Or", l'une des plus belles plages d'Europe] à l'entreprise de Zagreb Sport B. Or l'entreprise en question a été créée en 2013 et n'a jamais accumulé que des pertes ; elle n'emploie aucun salarié et n'a aucune activité sur l'île de Brač (sa seule qualité étant d'être proche du parti de droite au pouvoir, le HDZ).

Chaîne humaine. Sport B n'en a pas moins gagné l'appel d'offres et devancé tous ses concurrents, dont l'un présentait une offre bien plus avantageuse (les deux autres ont été disqualifiés en raison de "pièces manquantes au dossier"). Les citoyens de Bol ont organisé une action en faisant une chaîne humaine autour de Zlatni Rat et en écrivant avec leurs serviettes : "Occupé jusqu'à nouvel ordre". Ils ont exigé l'annulation de l'appel d'offres et la modification de la loi définissant le domaine public maritime pour que les concessions de plages soient confiées en priorité aux communes locales.

Une partie de leurs revendications a été entendue : le ministère de la Mer, des Transports

et de l'Infrastructure a annulé l'appel d'offres pour irrégularités de procédure. Ces deux beaux exemples de défense des plages par la population locale ont donné des idées à d'autres.

Il faut toutefois s'interroger sur ce que veulent les touristes. Edurad Mazic, entrepreneur et propriétaire du camping Simuni, considère que la côte croate n'est pas suffisamment aménagée et que le pays ne profite pas du potentiel de ses côtes. "Tous les étés, des millions de vacanciers viennent en Croatie. La nature vierge et les plages naturelles ont une grande attractivité, mais les touristes ont aussi besoin

Les pouvoirs locaux risquent de perdre une grande partie de leurs recettes.

de confort, sinon ils ne reviennent plus, explique-t-il, avant d'ajouter : 60 % des touristes viennent en Croatie pour la mer, mais 40 % pour d'autres activités."

Ivo Kunst, de l'Institut du tourisme, considère que les touristes choisissent les plages en fonction de leurs affinités. "Qu'on recherche des plages pour leur romantisme ou pour la plongée sous-marine, des plages familiales ou accessibles aux chiens, ou bien encore des plages réservées à la fête et à la vie nocturne, c'est un choix personnel. Aussi bien pour la population locale que pour les touristes", explique-t-il.

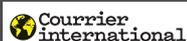
Selon Kunst, une plage aménagée ne signifie pas forcément une plage bétonnée ni un accès payant. "L'aménagement des plages peut les améliorer et les protéger. Mais il y a toujours un risque que les concessionnaires en changent l'aspect initial en y installant des transats ou des parasols", estime-il. Quant aux touristes, les enquêtes montrent que la majorité d'entre eux préfèrent les plages aménagées, dotées de cafés, de restaurants et d'installations en lien avec les loisirs balnéaires.

—Matija Boltizar
Publié le 10 juin

Les informés de franceinfo

Jean-Mathieu Pernin, du lundi au vendredi de 20h à 21h

chaque vendredi avec



franceinfo:
radio . web . tv canal 27

↳ Dessin de Joe Magee,
Royaume-Uni, pour
Courrier international.

ROYAUME-UNI

George Orwell, l'âme authentique de l'Angleterre

L'incendie de la tour Grenfell est symptomatique d'un pays qui ne s'indigne plus. Les Anglais devraient renouer avec un nouveau patriotisme égalitaire, comme celui défendu par l'auteur de 1984.



—The Observer Londres

Rempporter un prix qui porte le nom de George Orwell est un honneur pour un journaliste. Mais je ne peux recevoir ce prix dans une ville aux prises avec l'horreur de la tour Grenfell sans tenter une réflexion sur la relation entre la fierté et la honte. Une réflexion sur cette identité anglaise que défendait George Orwell et sur

la nécessité de se la réapproprier. Car le message essentiel de son œuvre n'a pas changé : il ne faut pas confondre fierté nationale et orgueil national. Si le Brexit était une grande manifestation d'orgueil national, Orwell a toujours soutenu que la fierté nationale, elle, devait prendre sa source dans un sentiment de honte, de colère, face à l'ignominie d'une société où la vie des plus pauvres n'a aucune valeur.

Le nom de George Orwell trouve un écho dans le monde entier pour sa manière si particulière d'incarner les valeurs de l'Angleterre, du moins aux yeux des étrangers comme moi. Il représente une tradition bien anglaise où le doute, la justice sociale, l'indépendance d'esprit et la maladresse assumée sont autant de motifs de fierté nationale. Une tradition avec laquelle l'Angleterre a urgemment besoin de renouer... et l'Europe aussi.

Mais le patriotisme d'Orwell n'était pas ancré dans le *Rule, Britannia!* ou toute autre démonstration nationaliste qu'il méprisait. Son patriotisme n'avait rien à voir avec cette prétendue grandeur nationale. Orwell aurait su combien d'argent a été économisé grâce à l'utilisation de plaques d'isolation moins chères mais inflammables sur une tour HLM. Dans *Le Quai de Wigan*, l'auteur explique sans ambages pourquoi les maisons de mineurs ne sont pas équipées d'un système d'eau chaude : «*Les constructeurs ont économisé environ 10 livres sterling par habitation*», écrit-il. Il aurait sans doute décrit l'épisode de la tour Grenfell avec une précision et une clarté redoutables, et un sang-froid qui n'aurait pas masqué l'indignation sauvage qui bouillonnait en lui. Ça aurait été pour lui un véritable acte de patriotisme.

Orgueil mal placé. Une nation qui permet à un événement comme celui de la tour Grenfell de se produire est une nation qui ne connaît plus ce sentiment de honte indissociable d'une authentique fierté nationale. C'est une nation capable de céder à la vanité d'une décision comme le Brexit. Car à l'origine du Brexit se trouve, entre autres, une résurgence du nationalisme anglais (certes, il y a aussi des partisans du Brexit en Écosse, au pays de Galles et en Irlande du Nord, mais c'est une autre histoire). Le problème n'est pas le nationalisme – les Anglais ont autant le droit à ce sentiment que les autres – mais un orgueil mal placé. Ce nationalisme légitime s'est retrouvé enseveli sous d'autres concepts : l'Empire, le Royaume-Uni, la «britannicité» [*Britishness*]. Quand on ignore quels sont ses atouts, il est plus simple de se définir en négatif : nous ne sommes pas comme eux.

Le Brexit est, en grande partie, la manifestation de cette identité en creux : les Anglais ne sont pas des

immigrants, pas des Européens, ce ne sont ni des saboteurs ni des ennemis de l'intérieur. Et quoi d'autre ? Au-delà d'un dessin de John Bull – l'équivalent anglais de Marianne – debout sur les falaises de Douvres, montrant le poing à ces maudits Européens, pas grand-chose. Et les fantasmes postimpériaux et les illusions de grandeur, nourris d'une volonté d'en découdre, sont venus combler ce vide.

Mais l'Angleterre vaut mieux que ça, et l'identité anglaise aussi. Pour de nobles raisons, les progressistes n'évoquent cette identité que du bout des lèvres, car l'"anglicité" [*Englishness*] est parfois associée aux mouvements nativistes blancs, qui fantasment sur l'idée d'exclure les enfants illégitimes d'une Albion chimérique. Johnny Rotten [des

L'"anglicité" est parfois associée aux mouvements nativistes blancs.

Sex Pistols], le plus irlandais des Anglais, a touché une corde sensible en chantant : «*There is no future in England's dreaming*» [«pas d'avenir pour les rêves anglais»]. Peut-être devrait-il y avoir non seulement un avenir mais aussi un présent concret pour les rêves sans concession d'un George Orwell et pour une autre Angleterre au moins aussi réelle que l'odieuse caricature qui domine aujourd'hui.

Si vous demandez à des étrangers – et même à de nombreux Anglais – de résumer l'état d'esprit anglais en une expression, ce pourrait être : le pragmatisme. Une version de ce stéréotype poursuit l'Angleterre : les Anglais seraient directs, fiers d'être incultes, en guerre contre la complexité et l'ambiguïté du monde. Mais on pourrait imaginer une version plus flatteuse. Orwell est justement l'ennemi de l'absurde, qu'il voit comme le masque du pouvoir, de la violence et de l'asservissement.

Sa prose est un scalpel acéré qui met à vif les prétextes, les mensonges qui maintiennent le pouvoir entre les mains d'une minorité au détriment des autres. Et ce scalpel a été forgé à partir de matériaux très anglais : une tradition de pensée et d'expression radicales qui remontent, plusieurs siècles en arrière, à la révolte des paysans et à la célèbre question de John Ball [prêtre de l'époque] : «*Quand Adam bêchait et qu'Eve filait, qui alors était*

gentilhomme?» Le bon sens anglais incarné par George Orwell associe une réflexion limpide et une clarté d'énonciation à la conviction que si quelque chose est tenu secret c'est qu'il y a là matière à scandale. Pour lui, le concept de fierté nationale ne doit pas encourager la suffisance et l'aveuglement mais au contraire provoquer l'indignation face aux actes ignobles. Son propos est clair : nous, Anglais, valons mieux que ça !

L'Angleterre vaut mieux que l'indifférence croissante des services publics qui a mené à la tragédie de la tour Grenfell. Elle vaut mieux que les petits jeux imprudents auxquels se livre une classe dirigeante ridicule, qui l'ont conduite à ce suicide politique qu'est le Brexit. Elle vaut mieux que l'image qu'elle donne d'elle-même sur la scène internationale, le spectacle tragi-comique d'une nation où personne n'a l'autorité suffisante pour décider de l'avenir.

Après tout, l'Angleterre est le pays qui a vu naître George Orwell, un pays pétri de traditions très anciennes où, malgré les apparences, l'honnêteté, le courage, la justice sociale et l'esprit critique n'ont pas dit leur dernier mot.

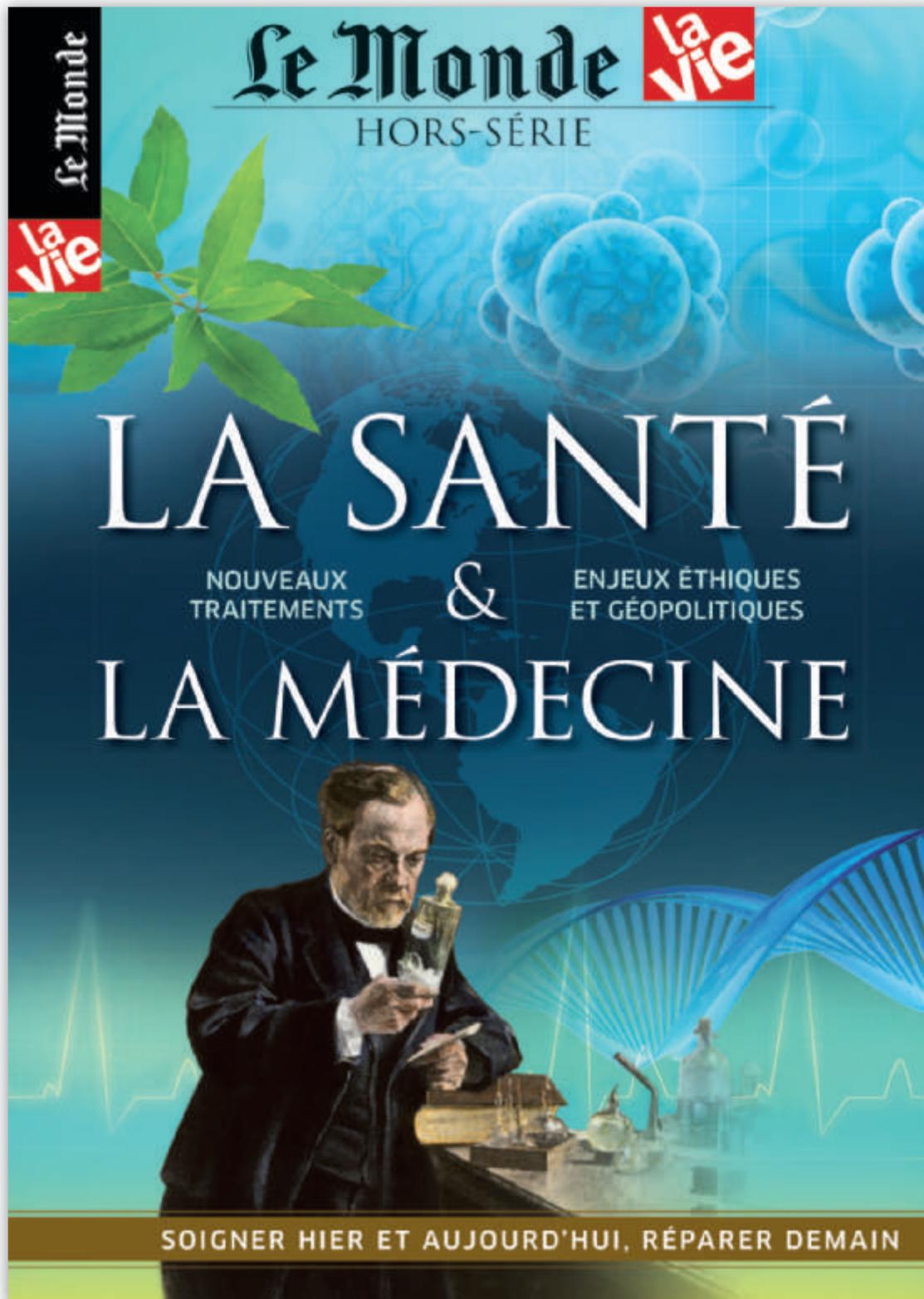
—Fintan O'Toole
Publié le 18 juin

L'auteur

FINTAN O'TOOLE

Né à Dublin en 1958, c'est le chroniqueur irlandais le plus influent de sa génération. Ayant intégré le journal de référence *The Irish Times* en 1988, il y exerce aujourd'hui les fonctions d'éditorialiste, de rédacteur en chef adjoint et de critique de théâtre. Proeuropéen antiaustérité résolument de gauche, il écrit aussi pour d'autres titres prestigieux comme *The Guardian* et *The New York Times*. Nommé parmi les «300 intellectuels les plus influents» par le journal britannique *The Observer*, il a également remporté le prix Orwell en 2017, prix attribué au meilleur journaliste de l'année écrivant pour la presse britannique.

La semaine prochaine, retrouvez le troisième épisode de notre série Qu'est-ce qu'être britannique ? 3/4 "Gibraltar, plus British, tu meurs".



Vivre bien, longtemps et en bonne santé : toutes les sociétés tendent vers cette perspective. L'histoire des épidémies, les traitements innovants contre le cancer, les promesses de la génétique, l'essor des médecines complémentaires, la lutte contre le trafic d'organes, l'intelligence artificielle à notre chevet... Voici, enfin, une formidable façon d'observer le monde d'aujourd'hui en empruntant les chemins des grandes découvertes médicales, sans oublier leurs enjeux éthiques et géopolitiques.

Parce que soigner est un acte éminemment politique, découvrez ce que la santé et la médecine disent de nous. Un ouvrage de référence avec les meilleurs experts.

LA SANTÉ ET LA MÉDECINE

Un hors-série **Le Monde** 

188 pages - 12 €

Chez votre marchand de journaux
et sur Lemonde.fr/boutique



← Mai Vue, fondatrice de l'ONG
Conscious Cannabis Resources.

Photo Jim Wilson, The New York Times.

États-Unis. L'or vert des Hmongs de Californie

Au Laos, ils faisaient pousser du pavot dans les montagnes. Puis, dans les années 1970, ils ont fui la guerre pour se réfugier aux États-Unis. Aujourd'hui, les Hmongs contribuent à l'essor de la culture du cannabis dans le nord de la Californie.

—The New York Times New York
De Hayfork (Californie)

Les pavots rouges et mauves que sa famille faisait pousser à flanc de montagne de l'autre côté de la planète étaient remplis d'un latex euphorisant. Sa mère l'échangeait contre des pièces d'argent pour nourrir ses enfants et financer leur fuite hors du pays. Adam Lee sourit à l'évocation de son enfance dans un Laos déchiré par la guerre et de son voyage vers l'Amérique, où il a passé plusieurs décennies à essayer de s'adapter à la vie en ville. Aujourd'hui âgé de 47 ans, Lee est retourné vivre dans les montagnes de Californie du Nord et il gagne sa vie en cultivant une autre plante psychotrope : le cannabis.

Environ mille familles hmongs se sont installées dans cette région reculée et relativement pauvre de Californie pour cultiver de la marijuana. La Californie est l'État qui compte le plus grand nombre de Hmongs dans le pays (environ 100 000). La majorité d'entre eux s'était installée dans la Central

Valley, mais ces dix dernières années beaucoup sont partis vers le nord de l'État et d'autres Hmongs venus des quatre coins du pays les ont rejoints pour profiter du commerce en plein essor du cannabis.

La légalisation de l'usage récréatif du cannabis en novembre dernier a en effet déclenché une véritable "ruée verte" vers la Californie, qui était déjà un centre de culture du cannabis depuis plusieurs décennies. Tout comme les chercheurs d'or qui ratissaient les mêmes collines il y a cent cinquante ans, les entrepreneurs de la marijuana espèrent bien faire fortune.

Les Hmongs, qui ont combattu aux côtés de la CIA dans la guerre secrète contre les forces communistes laotiennes dans les années 1960 et 1970, sont également

La légalisation de l'usage récréatif du cannabis a déclenché une véritable ruée verte en Californie.

connus pour leurs compétences dans la culture du pavot à opium. Le trafic de cette drogue continue de financer les rébellions dans le Triangle d'or, en Asie du Sud-Est, et il n'a pas échappé à certains Hmongs des États-Unis qu'ils vivent aujourd'hui dans une partie de la Californie surnommée le "Triangle d'émeraude" à cause du commerce florissant de la marijuana.

Si beaucoup considèrent la culture du cannabis comme un bon moyen de gagner de l'argent, pour les Hmongs, qui ont souvent eu du mal à s'intégrer dans leur nouveau pays, c'est aussi l'occasion de renouer avec leurs racines paysannes et un mode de vie rural.

Les plus âgés, qui ont travaillé comme ouvriers et agents d'entretien dans des usines lorsqu'ils sont arrivés aux États-Unis, trouvent dans cet environnement bucolique un moyen d'apaiser leurs traumatismes de la guerre tout en ayant la chance d'être entourés de proches et d'amis qu'ils avaient perdus de vue. "C'est une vie libre et indépendante", souligne You Ping Vang, un Hmong né aux États-Unis et fondateur de Lonestar Trade, une société qui commercialise la marijuana cultivée dans le coin. "Ici, on peut tout à fait vivre du travail de la terre. C'est la vie qu'ils ont laissée derrière eux. Cela les rend heureux."

Dans un comté où plus de 85% de la population est blanche, les Hmongs ne passent pas inaperçus et ils ne sont pas encore complètement intégrés. "Nous avons tout de suite réfléchi à la façon d'inclure leurs traditions", explique Debbie Miller, directrice du Mountain Valley Unified School District [secteur scolaire], où 30 des 280 élèves sont hmongs.

"Les inscriptions étaient en baisse dans nos écoles depuis plusieurs années et ils nous ont amené des enfants, poursuit-elle. J'espère qu'il en viendra davantage." Mai Vue, fondatrice de Conscious Cannabis Resources, une ONG qui aide les agriculteurs hmongs

à démêler les complexités de la réglementation locale concernant la culture du cannabis, estime que plus de 1 500 Hmongs vivent aujourd'hui dans le comté de Trinity, qui totalise quelque 13 000 habitants.

"Lorsqu'ils sont arrivés, il y a huit ans, ils avaient peur d'aller à l'épicerie, commente-t-elle. Moi, j'y allais parce que mon mari était blanc. Je crois que c'était juste de la peur, des deux côtés. Ils pensaient : 'C'est une petite ville, peut-être qu'ils ne vont pas nous accepter.'"

Camarade de classe. Dans le comté voisin de Siskiyou, des cultivateurs de cannabis hmongs ont porté plainte l'année dernière contre le shérif et d'autres fonctionnaires de l'administration pour tentative d'intimidation lors des élections. Mais dans le comté de Trinity, les Hmongs se sentent de mieux en mieux acceptés. L'année dernière, une équipe hmong a gagné un prix au concours local de barbecue et les élèves de l'école ont organisé un défilé de mode hmong pour le spectacle de fin d'année.

Bobbi Chadwick, une agricultrice, a été élue en novembre au Board of Supervisors [équivalent du conseil général] avec le slogan "Unite Trinity", qui a été entendu comme un appel à l'union des Hmongs et de la population blanche. M^{me} Chadwick est devenue amie avec ses voisins hmongs et elle a organisé un banquet qui a permis de comparer les techniques d'abattage du bétail. "Six hommes sont venus au ranch et nous avons dépecé deux cochons et une chèvre", raconte-t-elle.

Les Hmongs ont commencé à émigrer d'Asie du Sud-Est à partir de 1975, après l'arrivée au pouvoir des communistes au Laos et la chute de Saïgon [actuelle Hô Chi Minh-Ville, au Vietnam]. Ils se sont éparpillés aux quatre coins des États-Unis et ont dû s'acclimater aux températures glaciales



↓ Une ferme de cannabis dans le comté de Trinity.

Photo Jim Wilson, The New York Times.



Le Triangle d'émeraude, principale région productrice de cannabis aux États-Unis.

des hivers du Minnesota et du Wisconsin ou à la chaleur écrasante des étés de la Central Valley californienne.

Mark E. Pfeifer, spécialiste du Sud-Est asiatique et rédacteur en chef du *Hmong Studies Journal*, décrit l'odyssée des Hmongs comme un exemple d'immigration réussie : ils sont devenus de moins en moins dépendants des aides du gouvernement et ont trouvé des créneaux à exploiter dans l'économie américaine, comme les restaurants asiatiques dans le Michigan et le commerce des fleurs dans l'État de Washington.

Selon le Bureau du recensement, 285 000 Hmongs vivaient aux États-Unis en 2015. Dans la région de Trinity Pines, constituée de trois montagnes reliées entre elles par des pistes de terre, les Hmongs

les plus âgés ont retrouvé un mode de vie familier en cultivant de petites parcelles sur des pentes escarpées.

Au volant de son pick-up, M. Vang énumère les États d'où sont venus ses voisins hmongs : "Eux, ils sont arrivés d'Alaska, et eux d'Arkansas. Du Texas. Du Minnesota. Lui, il vient du Wisconsin." Son père, Neng Vang, a travaillé comme opérateur radio pour la CIA pendant la guerre du Laos. Il était lieutenant dans l'armée du général Vang Pao, soutenue par des conseillers militaires américains. À leur arrivée en Amérique, "nous étions dispersés dans tous les États-Unis", souligne M. Vang père.

Âgé aujourd'hui de 61 ans, il est bouleversé et ravi de ses retrouvailles avec de vieux compagnons de l'armée, des amis d'enfance et des cousins que le hasard a mis sur son chemin. Tous sont venus à Hayfork pour cultiver du cannabis. Dans une station-service de la ville, il est par exemple tombé sur l'un de ses anciens subalternes au Laos. Dans une jardinerie, c'est un ancien camarade de classe qui l'a arrêté : "Je croyais que vous étiez resté au Laos, m'a-t-il dit, je croyais que vous étiez mort." *Nous ne nous étions jamais revus depuis notre arrivée dans ce pays.*

À la ferme des Vang, les visiteurs sont accueillis par des objets familiers du Laos. On trouve dans la cuisine un hachoir près

Les Hmongs ont retrouvé un mode de vie familier en cultivant sur des pentes escarpées.

d'une épaisse rondelle de sapin qui sert de planche à découper, une casserole en forme de sablier pour cuire le riz gluant sur la gazinière, un mortier et un pilon pour broyer les épices. M. Vang dit que si les Hmongs se sentent chez eux dans le comté de Trinity, ils ne savent pas combien de temps ils vont y rester.

La réglementation locale, qui veut qu'une maison respectant des normes précises soit construite sur chaque parcelle cultivée, pousse beaucoup d'entre eux à s'interroger sur la rentabilité future de leur activité. Et dans tout l'État, les petits producteurs font face à la concurrence croissante des grosses exploitations.

Les Hmongs ne sont pas les premiers Asiatiques à avoir afflué dans le comté de Trinity à la faveur d'un boom économique. À Weaverville, à quarante-cinq minutes de route de Hayfork, tout ce qui reste de la communauté chinoise venue pendant la ruée vers l'or du XIX^e siècle est un temple taoïste qui a été transformé en musée. M. Vang espère que les Hmongs pourront faire du comté de Trinity leur foyer permanent. "S'ils nous laissent cultiver, les Hmongs resteront", conclut-il.

—Thomas Fuller
Publié le 3 juin



VENEZUELA

Le pari risqué de l'opposition

Mobilisant la rue depuis des mois, les opposants entendent contrer le pouvoir de Maduro en organisant une consultation populaire.

—Prodavinci (extraits) Caracas

On peut analyser de différentes manières la décision de l'opposition [la coalition de la MUD, Table de l'unité démocratique] d'organiser le 16 juillet un référendum officieux afin de consulter les Vénézuéliens et d'obliger le gouvernement de Maduro à revenir sur la création d'une assemblée constituante [convoquée pour le 30 juillet].

À première vue, la lecture des événements montre une opposition réunie autour d'un large consensus, une grande variété de groupements politiques ayant accepté de s'engager dans un processus de désobéissance civile par la voie référendaire et d'en appeler au peuple pour asseoir leur volonté de rétablir l'ordre constitutionnel.

Par cette initiative, l'opposition cherche à reprendre l'offensive politique face à un gouvernement qui, ces dernières semaines, a sans pudeur étalé sa mainmise sur les institutions et bandé ses muscles militaires. Avec cette décision, la rue vénézuélienne peut s'organiser autour d'un nouvel objectif, et plus seulement au gré d'une mobilisation protestataire. Le nouveau mouvement qui se dessine ainsi va devoir démontrer qu'il possède une large assise populaire et peut s'articuler avec d'autres franges de la société. Parallèlement, l'Assemblée nationale et le ministère public cherchent toujours à révoquer les magistrats du Tribunal suprême (TSJ) afin d'en finir avec l'emprise de l'exécutif sur le judiciaire.

Bras de fer. Mais une autre lecture des événements est possible. L'organisation d'un référendum, décidée par l'opposition sans l'aval du Conseil national électoral (CNE), constitue une forme d'escalade volontaire dans le conflit, en réaction à la violence dont fait preuve le gouvernement aussi bien dans la répression que dans son entêtement à convoquer une assemblée constituante. Face à ce changement de stratégie chez l'adversaire, Maduro et son entourage vont certainement tenter de démonter cette consultation qu'ils auraient pourtant dû eux-mêmes organiser, en vertu de la Constitution, avant de convoquer cette assemblée constituante. Le plus probable est que le gouvernement s'en prenne de nouveau à la procureure générale de la République [Luisa Ortega, désormais

dissidente]. Personne ne s'étonnera donc si le TSJ décide de la démettre de ses fonctions et d'empiéter une fois encore sur les prérogatives de l'Assemblée nationale.

Une chose est sûre : le Venezuela s'enfoncé un peu plus dans la confrontation et dans la violence politique. Il ne fait aucun doute que le gouvernement persistera dans son idée d'assemblée constituante, même s'il lui faut pour cela intensifier la répression, limoger la procureure générale, bloquer la tenue du référendum du 16 juillet et blinder le scrutin organisé par le CNE [par lequel seront élus les constituants] le 30 juillet. L'opposition mise sur ces initiatives pour susciter des réactions nouvelles, aussi bien au Venezuela qu'à l'étranger, susceptibles d'élargir encore un peu les brèches dans le chavisme et dans l'armée et, ce faisant, de favoriser un changement politique.

Le pari est risqué. Certes, l'initiative de l'opposition place le gouvernement devant une série de décisions qui pourraient achever de discréditer sa convocation d'une assemblée constituante, processus qui brille déjà par son arbitraire et son illégalité. S'il ne parvient pas à empêcher la tenue du référendum du 16 juillet, ce sera déjà un premier triomphe symbolique pour l'opposition.

Pour l'heure, tout le monde mesure ce qui se passe au Venezuela : nous venons d'entrer dans une phase de confrontation politique plus dangereuse encore, dans un combat plus acharné et qui ne bénéficie de la médiation d'aucune institution valable – si bien que seul un acteur international, de grande envergure diplomatique, pourrait désamorcer la situation. Bref, l'escalade continue, et la crise politique s'aggrave. La cadence s'accélère, et les enjeux sont de plus en plus cruciaux.

—Michael Penfold
Publié le 6 juillet

À la une



L'OPPOSANT LEOPOLDO LÓPEZ SORT DE PRISON

Le 8 juillet, la Cour suprême a libéré l'opposant Leopoldo López, incarcéré depuis plus de trois ans à Caracas et condamné à près de quatorze ans de prison. Sa peine reste toutefois inchangée et l'emblématique opposant est assigné à résidence. "Aujourd'hui, je suis prisonnier chez moi", titre le quotidien *El Nacional*, citant Leopoldo López. La presse évoque un geste d'apaisement lancé par le gouvernement.



moyen-orient

Israël. Rien ne va plus avec les Juifs américains

La diaspora juive se révolte pour la première fois contre un gouvernement israélien prêt à céder aux revendications antiféministes et antilibérales des juifs ultraorthodoxes.



—Yediot Aharonot
(extraits) Tel-Aviv

En acceptant de geler dans ses grandes lignes le compromis sur l'accès au Kotel [autorisant l'accès des femmes en général et des juifs non orthodoxes au Mur des lamentations] et en ne soumettant pas à l'avis de la Cour suprême la loi sur la conversion [qui octroie au Grand Rabbinate israélien un monopole en matière de conversion au judaïsme et de reconnaissance de judéité des Juifs nés en diaspora], les membres du gouvernement israélien ne s'attendaient sans doute pas à déclencher l'énorme tsunami auquel nous assistons. Or l'onde de choc promet d'être violente.

Au début, les ministres se rassuraient en se disant que la colère des Juifs américains n'était le fait que des courants réformés et conservateurs du judaïsme. À présent, il apparaît que ce sont absolument tous les Juifs de la diaspora, toutes tendances confondues, qui partagent la rage d'un judaïsme américain qui en a assez qu'Israël lui crache à la figure. Ce sentiment a été bien exprimé par un responsable de la communauté juive américaine : «Les Juifs américains que

vous avez cru pouvoir insulter impunément sont précisément ceux qui n'ont jamais cessé de batailler pour vous au Congrès et de collecter des millions de dollars en faveur d'Israël. Désormais, ces Juifs-là vont y réfléchir à deux fois avant de vous soutenir.»

Alors que, réuni en extrême urgence, le gouvernement prenait ces décisions controversées, Lillian Pinkus, la présidente de l'AIPAC [puissant lobby américain pro-israélien], débarquait en Israël. Elle fut reçue par le ministre de l'Éducation et de la... Diaspora Naftali Bennett [extrême droite nationaliste religieuse] et le Premier ministre Benyamin Nétanyahou. Lors de la réunion, Lillian Pinkus n'y est pas allée par quatre chemins. Elle a expliqué à ses hôtes que leurs décisions avaient déjà de graves conséquences.

«Perte de confiance». Et de fait, les diplomates israéliens en poste en Amérique du Nord doivent faire face à une crise sans précédent. Les consulats israéliens sont submergés de courriers de protestation adressés par des membres éminents des communautés juives, à tel point qu'aux États-Unis, le Département d'État

craind désormais que des manifestations juives éclatent aux abords des ambassades et des consulats et qu'elles dégénèrent.

Le consulat israélien à Chicago a ainsi reçu des messages dans lesquels les expressions «perte de confiance» et «tromperie» sont les moins virulentes. Certains menacent explicitement d'arrêter de verser des dons à Israël ou de participer à des campagnes de relations publiques en sa faveur. Par exemple, le directeur général de la Fédération juive de Chicago a annoncé que les députés israéliens ayant voté la loi sur la conversion étaient désormais persona non grata à Chicago.

Le consulat de Miami a également reçu un sérieux coup de semonce. Bien que les dirigeants de la Fédération juive de Miami se soient abstenus de toute position officielle, la colère gronde. La fédération locale verse des sommes considérables à la ville de Yeruham [dans le Néguev] et finance Israël à raison de plusieurs millions de dollars par an. À l'occasion

Arrêter les dons à Israël ou les campagnes en sa faveur.

du 70^e anniversaire de l'État hébreu [en 2018], la Fédération de Miami avait prévu d'envoyer une délégation de plusieurs milliers de personnes. Désormais, il se murmure que si aucune solution acceptable n'est trouvée à la crise, la Fédération de Miami annulera le voyage.

Le compromis sur l'accès au Mur des lamentations n'est pas abrogé.

La colère se répand dans tous les États-Unis. Ainsi, la FIDF [Friends of the IDF, l'armée israélienne], qui fait don chaque année d'un million de dollars à Israël, envisage sérieusement d'arrêter toute contribution. Les directeurs des Fédérations juives locales indiquent que les membres exigent d'orienter les dons vers des projets spécifiques et non plus vers des projets israéliens publics.

Dans l'espoir de calmer la colère des Juifs américains, le ministère israélien des Affaires étrangères a donné instruction aux consulats de recevoir les dirigeants communautaires nord-américains et de leur permettre d'exprimer leur frustration. Les diplomates devraient faire passer les deux messages suivants : le compromis sur l'accès à l'esplanade du Mur des lamentations est suspendu, pas abrogé ; et la loi sur la conversion va être réexaminée par la Cour suprême.

Le Mur aux extrémistes. Mais rien ne semble devoir stopper l'escalade. Forts du soutien de leurs coreligionnaires américains, les mouvements juifs réformés et conservateurs ont programmé plusieurs manifestations sous le slogan «le gouvernement israélien abandonne le Mur aux extrémistes et sa loi de conversion établit la ségrégation au sein du peuple juif». «Nous sommes tous en ébullition», a déclaré Yizhar Hess, président du Mouvement juif conservateur israélien. Quant au rabbin Gilad Kariv, président du Mouvement juif réformé, il ne cache pas sa consternation : «À mon grand regret, le gouvernement nous pousse vers le moment regrettable et honteux où les rabbins et les éducateurs juifs seront debout avec des panneaux de protestation devant les ambassades israéliennes dans le monde.»

Devant des représentants du B'nai B'rith [organisation juive calquée sur le modèle maçonnique],

la crise a même été évoquée par l'ambassadeur américain à Tel-Aviv, David Friedman [ancien collecteur de fonds privés américains pour la colonie de Beit El, en Cisjordanie occupée]. «Je m'adresse à vous en tant qu'ambassadeur, mais aussi en tant que Juif. Depuis quelques jours, j'entends des choses que je ne pensais pas entendre un jour, et je comprends les raisons de la colère des Juifs américains. Mais entendre une organisation américaine aussi importante que l'AIPAC annoncer qu'elle envisage de reconsidérer la nature de son soutien à Israël, c'est quelque chose que, de toute ma vie, je n'aurais jamais imaginé. Jusqu'à aujourd'hui.»

—Itamar Eichner
et Moshe Yamin
Publié le 29 juin

Risible indignation

●●● Pour Yossi Verter, dans *Ha'Aretz*, «la colère qui s'est emparée de pans entiers de la diaspora juive a de quoi surprendre. C'est principalement à elle que s'adressent les sites anglophones des grands médias israéliens, et elle ne devrait pas être étonnée de voir qu'une fois de plus Nétanyahou est prêt à tout sacrifier, même les relations israélo-américaines, pour assurer sa survie politique, lui qui est de plus en plus cerné par la justice israélienne.» Son collègue Chemi Shalev va un cran plus loin. «L'indignation des diasporas réformées et conservatrices met mal à l'aise. L'écrasante majorité des Israéliens est indifférente à ces querelles concernant la conversion et l'accès au Mur des lamentations, à l'exception de ceux d'origine russophone, lesquels voient leur judéité niée par cette nouvelle législation. Les Juifs nord-américains sont déconnectés d'une société israélienne à mille lieues de l'image romantique qu'ils s'en font et au sein de laquelle ils ne vivront jamais. Eux qui sont en majorité éduqués, libéraux et favorables à la paix avec les Arabes, pourquoi se soulèvent-ils en masse à propos d'une querelle médiévale et non contre la politique du gouvernement Nétanyahou, une politique qui menace concrètement l'avenir de cet Israël qu'ils chérissent tant?»

PALESTINE

Éternelles victimes

Coup de colère d'un journaliste palestinien contre certains de ses compatriotes, insensibles à la tragédie syrienne.

—Al-Hayat (extraits)
Londres

Parmi les Palestiniens, certains n'envisagent ce qui se passe dans le monde qu'à travers la Nakba [la "catastrophe", terme utilisé pour désigner l'exode palestinien de 1948 consécutif à la création d'Israël]. Ils jaugent à cette seule aune les guerres et autres horreurs qui frappent les peuples. Selon eux, totalement obsédés par leur victimisation, aucune catastrophe n'arrive à la cheville de la leur. Certains sont si fanatiquement attachés à la prééminence de leur drame qu'ils en viennent à haïr tous les autres qui pourraient prétendre au statut de victime.

Mimétisme. Ces Palestiniens sont pris dans un mimétisme : à la spécificité de la Shoah, ils opposent la leur. Comme si, tout occupés par la concurrence [avec les Juifs] pour la position de victime, ils oubliaient le devoir d'empathie envers les autres peuples victimes de catastrophes, à l'instar du peuple syrien aujourd'hui. On dirait même que ces Palestiniens

Le drame syrien est encore plus grave que celui vécu par les Palestiniens.

— et d'autres — ne cherchent même pas à analyser ces catastrophes et sont totalement incapables d'en comprendre les causes.

Ces Palestiniens, qui se prétendent de gauche, continuent de regarder le Moyen-Orient avec les yeux des années 1960

[et avec un prisme tiers-mondiste]. Ils en viennent à prendre la défense de tyrans coupables de destructions et de morts à grande échelle.

Cela s'explique par un nationalisme palestinien, brut de décoffrage, qui a repris la rhétorique du nationalisme arabe avec ses effets dévastateurs dans la plupart des cas. Mais cela peut s'expliquer aussi par la certitude d'être l'éternelle victime, position confortable qui dispense de toute interrogation éthique et qui donne toujours et en toutes circonstances l'impression d'être dans son bon droit.

C'est pour cela probablement que ces Palestiniens ne se rendent pas compte que, depuis 2011, la Syrie est pour ainsi dire totalement "palestinisée". Si, dans le temps, c'était le sionisme qui était à incriminer, c'est aujourd'hui la minorité alaouite [la communauté du président syrien Assad] qui sévit, avec le soutien d'une puissance régionale chiite [l'Iran] qui ne cache rien de ses projets, et l'aide de forces internationales telles que la Russie.

Cause manipulée. Le fait que la minorité alaouite communique en arabe, s'appuie sur les fatwas du grand mufti [sunnite à la solde du régime] syrien Badreddin Hassoun et se revendique de l'axe de la "résistance" face à Israël ne change rien au fait que le drame syrien est encore plus grave en termes de destructions, de violences et de morts que celui vécu par les Palestiniens auparavant.

À l'époque, le nombre de déplacés et de réfugiés palestiniens était d'environ 1 million. Aujourd'hui, celui des Syriens n'est pas loin de 6 millions. Si la cause palestinienne a été manipulée par des puissances régionales qui prétendaient aider les Palestiniens, on constate aujourd'hui que les Syriens sont aussi totalement dépossédés de leur destin.

Si seulement ces Palestiniens pouvaient se rendre compte que ce qui arrive aujourd'hui aux Syriens est exactement la même chose que ce qui leur est arrivé hier, ils se tiendraient aux côtés de ce peuple au lieu de soutenir le tyran de Damas.

—Marzouk Al-Halabi
Publié le 2 juillet

TURQUIE

Cette peur qui obsède Erdogan

Si le président fait peser une chape de plomb sur le pays, c'est parce qu'il croit que le monde entier complotte contre lui, estime ce site de l'opposition.



—Diken (extraits) Istanbul

Le pays est dirigé par un politicien otage de sa propre peur. Erdogan s'imagine que le monde entier complotte pour sa perte. Mais ce qui est dramatique c'est que ce président se laisse dicter toute sa politique, la moindre de ses paroles, la moindre de ses actes par cette peur. Cette inquiétude et cette angoisse font que la moindre critique, la moindre voix discordante, la moindre agitation l'emplissent d'effroi.

État du système judiciaire, économie, éducation, politique étrangère, atteintes aux droits et aux libertés : dans de nombreux domaines, les problèmes du pays sont énormes. Mais plus grave encore est la question de cette peur qui s'est emparée du pouvoir.

Un autre Irak. Car les erreurs qui peuvent être commises par quelqu'un guidé par sa peur et ayant perdu pied avec la réalité peuvent avoir des conséquences catastrophiques et nous ramener un siècle en arrière. Et Erdogan, lorsque la peur l'étreint, commet des erreurs encore plus grandes. Sur la scène intérieure, cette peur le pousse à avoir recours à des politiques sans cesse plus oppressives

pour faire taire toute contestation. Persuadé comme il l'est que tout le monde veut sa perte, sa politique internationale aussi devient plus agressive, chargée d'insultes et de menaces.

Et le pays, immobilisé dans ce tunnel de peur, se divise en deux camps. Un côté qui souhaite à tout prix le maintien d'Erdogan au pouvoir et un autre qui pousse à sa chute coûte que coûte. Ne restons pas prisonniers de cette impasse qui mène à la catastrophe. Réagissons intelligemment et trouvons une voix qui permette à la Turquie de sortir de ce tunnel sans plus de dégâts.

Il est certain qu'une intervention anti-Erdogan venue de l'étranger ne ferait qu'aggraver la situation. Erdogan se considère comme étant la Turquie elle-même. Il veut que chaque critique qu'on lui porte soit considérée comme une critique visant le pays. Mais Erdogan n'est pas la Turquie. Il ne la résume pas, il ne la rassemble pas. Il échoue à convaincre une moitié du pays avec lequel il est en lutte ouverte. Car sa peur l'en empêche.

Vouloir le maintien d'Erdogan à tout prix revient à accepter que la Turquie devienne un autre Irak, une autre Syrie. Souhaiter son départ coûte que coûte nous

↳ Dessin de Medi,
Albanie.

conduit au même résultat. Nous avons été témoins des destructions qui ont été causées par les interventions extérieures dans ces pays. Car la préoccupation du système mondial n'est pas la lutte contre les leaders autoritaires, et nous savons très bien comment la lutte contre certains de ces leaders a fait de leurs pays des champs de ruines. Notre priorité ne doit pas être de sauver Erdogan ou de nous en débarrasser. Notre seule priorité doit être de sortir le pays du gouffre en évitant la catastrophe. Même les électeurs de l'AKP [le parti islamiste d'Erdogan] se rendent compte que le pays est au bord du précipice. Tout le monde est muet, tout le monde est malheureux, je ne sais pas si vous vous en rendez compte.

Basses flatteries. À part un groupe d'obligés qui lui sont liés, personne n'ose encore défendre les actions d'Erdogan. Et ceux qui le soutiennent encore lui font plus de tort que de bien. Car les applaudissements envers quelqu'un qui court les yeux bandés vers sa chute ne sont que des basses flatteries. Nous ne sommes pas du genre à nous réjouir lorsque la peur s'empare d'un leader. Au contraire, nous devons être plus attentifs, plus précautionneux. Sinon, à vouloir nous débarrasser de ce pouvoir, c'est le pays que nous risquons de perdre, comme cela a été le cas en Syrie, en Libye ou en Irak.

Je ne peux m'empêcher de me poser constamment cette question : constatant la peur qui s'est emparée de lui et les actions auxquelles elle le mène, n'y a-t-il plus, dans ce pays, un seul ami d'Erdogan qui pourrait l'avertir et l'arrêter ?

—Levent Gültekin
Publié le 2 juillet

SOURCE



DIKEN

Istanbul
Quotidien
www.diken.com.tr/
"L'Épine" veut se démarquer du "paysage médiatique turc que le pouvoir voudrait transformer en un jardin de roses où il ne se passe rien". Très critique vis-à-vis du président Erdogan, le site a reçu le soutien de Harun Simavi, petit-fils du fondateur d'un des principaux quotidiens du pays, Hürriyet, de tendance kémaliste.

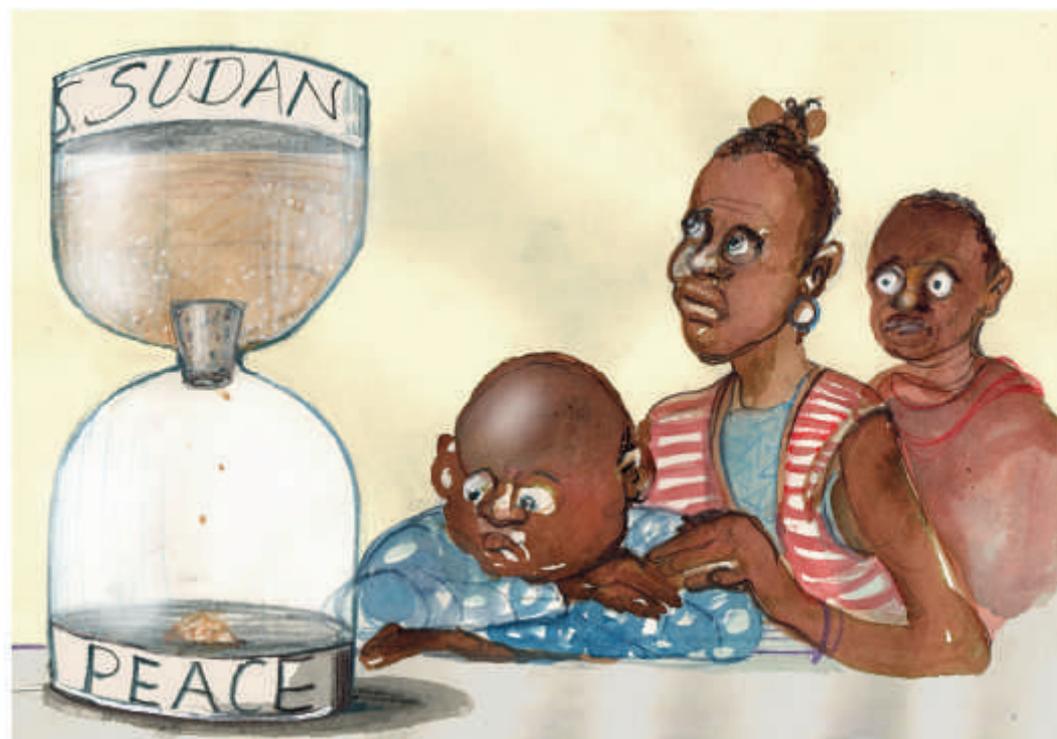


afrique

Soudan du Sud.

“Il n’y a plus de joie dans notre pays”

Dans ce pays qui a déclaré son indépendance en 2011, la population fait face aux combats, à la malnutrition, aux pillages et au choléra. Certains accusent même le gouvernement d’employer “une tactique de famine délibérée”.



—The Guardian Londres

La nouvelle s’est répandue comme une traînée de poudre. Les pillards arrivent. Deux colonnes de mille hommes, armés de fusils d’assaut. “Nous nous battons. Nous prendrons nos armes et nous nous défendrons”, prévient Simon Logocho, propriétaire d’une échoppe dans le marché miteux de la ville de Pibor, au fin fond du Soudan du Sud.

Le cycle sans fin de raids et de contre-raids menés par des tribus ennemies a laissé des centaines de morts et semé la destruction partout. La petite ville de Likuangole, à une cinquantaine de kilomètres de Pibor, a été mise à sac et les villages de sa périphérie ont été rayés de la carte. Les pillards sont encore à quelques jours de marche, et tout le monde espère qu’ils trouveront

Pibor trop grande et trop pauvre pour faire une cible attrayante. Il n’y a pas grand-chose à piller dans les quelques centaines de cahutes en bois et morceaux de plastique qui la composent, réparties entre une rivière et une piste d’atterrissage. Il ne reste presque plus de bétail, et seul un commerçant a encore quelques sacs de riz.

Groupes ethniques. Même les soldats mal armés et indisciplinés envoyés de la capitale, Juba, pour assurer le maintien de l’ordre et lutter contre les rebelles ont faim. Les parents n’envoient pas leurs enfants à l’école mais dans la nature chercher des fruits sauvages, des baies et des feuilles. “Il n’y a pas de nourriture. Tout le monde a faim. Nous n’avons plus rien”, déclare Nadia Mayigu, une institutrice de 32 ans.

Les pillards aussi ont faim. Les Nations unies ont signalé fin juin que le Soudan du Sud, devenu indépendant du Soudan en 2011, a atteint “un niveau d’insécurité alimentaire sans précédent”. Environ 7,5 millions de personnes, c’est-à-dire presque deux tiers de la population, ont besoin d’aide humanitaire. Dans certaines régions, la moitié des habitants souffrent de malnutrition. Les appels de fonds supplémentaires lancés par les Nations unies n’ont pas rencontré la réponse souhaitée : moins de la moitié du budget de 1,64 milliard de dollars [1,45 milliard d’euros] nécessaire pour 2017 a été réunie.

Comme dans toutes les régions d’Afrique menacées par une famine massive, la crise au Soudan du Sud a été déclenchée par la guerre et non par une catastrophe climatique. Le

pays tire des revenus substantiels du pétrole et possède des terres agricoles fertiles, mais la corruption et une mauvaise gestion ont conduit à un effondrement de l’économie. Dans le même temps, la violence généralisée a vidé les champs et les stocks de semences, forcé les agriculteurs à fuir et désorganisé les transports. Pibor, qui dépend de la route de Juba pour faire venir toutes ses fournitures, est isolée depuis plusieurs mois.

La crise a établi une hiérarchie de la faim. Rares sont ceux qui ont les moyens de bien se nourrir, mais certains peuvent encore acheter des sacs de riz à des prix exorbitants. “Le commerce continue de tourner. Il y en a encore qui peuvent payer”, commente Ibrahim Adam, un commerçant venu du Soudan qui tient la seule échoppe du marché avec un stock important de denrées alimentaires. Quelques mètres plus loin, Juma Gocho, 25 ans, a investi il y a un mois dans un bidon d’huile de cuisine et un sac de sel qu’il revend par petites quantités. Cela lui a permis ces dernières semaines d’acheter un verre de farine par jour, qu’il partage avec sa famille. “C’est juste assez pour ne pas avoir trop faim et pouvoir dormir. Mais si la route ne rouvre pas bientôt, mes enfants vont mourir.”

La pluie est arrivée, transformant la poussière omniprésente à Pibor en boue collante, mais il faudra plusieurs semaines avant que ceux qui possèdent un lopin de terre puissent récolter du maïs ou du sorgho.

Les causes de la violence au Soudan du Sud sont complexes. Des combats opposent l’armée régulière fidèle à Salva Kiir, président du pays depuis l’indépendance [déclarée le 9 juillet 2011], à une coalition de forces de l’opposition. D’autres sont motivés par la haine et la rivalité entre des groupes ethniques importants, comme les Dinkas [à laquelle appartient Salva Kiir], les Nuers [à laquelle appartient Riek Machar, ancien vice-président, qui a quitté le pays en juillet 2016 et dont les partisans se battent contre les forces

“J’ai eu des choses à moi, des chèvres, des vêtements, mais tout est parti.”

Mary Kadai, 33 ans, femme de soldat

✍ Dessin d’Ammer
paru dans NRC Handelsblad,
Amsterdam.

loyales à Kiir ; Machar a été remplacé par Taban Deng Gai], les Shilluks et, autour de Pibor, les Murles. D’autres encore sont la conséquence de la prise de pouvoir par des chefs locaux, qui profitent de l’anarchie dans laquelle s’enfoncent le pays. Et certains se battent tout simplement pour du bétail ou de la nourriture.

Ce qui ne varie jamais, ce sont les atrocités commises contre les civils. Les enlèvements d’enfants, les massacres et les viols collectifs. Les travailleurs humanitaires ont également

été pris pour cibles : six ont été tués sur la route entre Pibor et Juba en mai dernier. Les dirigeants du pays ont été accusés d’appliquer une “tactique de famine délibérée”.

La mission de maintien de la paix des Nations unies au Soudan du Sud, qui coûte 1 milliard de dollars par an [800 millions d’euros], a été critiquée à plusieurs reprises pour ne pas avoir réussi à empêcher ces exactions. Devant le non-respect de l’accord de paix entre le président et son principal rival, Riek Machar, signé en août 2015 [à Addis-Abeba], il a été demandé aux 12 000 casques bleus déployés dans le pays de renforcer leurs patrouilles, et ils ont reçu le soutien de forces régionales. Un détachement d’ingénieurs militaires britanniques est également arrivé sur le terrain : il s’agit de la plus grande opération de maintien de la paix menée par le Royaume-Uni depuis plusieurs décennies.

Ponts aériens. Mais cet effort n’a pas ralenti la marée de désespérés qui cherche un peu de sécurité sur les îles, dans les marais, dans les “camps de protection des civils” surpeuplés des Nations unies ou dans les pays voisins [notamment en Ouganda].

Il ne rassure pas non plus les habitants de Pibor, qui sont loin d’être convaincus que les 200 soldats indiens stationnés dans leur ville les protégeront. “Je pense que si les pillards viennent, ils resteront à leur base”, dit Benjamin Korem, 21 ans, administrateur au chômage.

Les Nations unies distribuent de grandes quantités de denrées alimentaires, principalement par des ponts aériens extrêmement coûteux. Pendant la saison des pluies, les quelques routes existantes deviennent des mares de boue infranchissables. Il s’agit de la plus grande opération d’aide



REPORTAGE

CÔTE D'IVOIRE

Enquête du baron Haussmann d'Abidjan

Pourquoi les incendies ravagent-ils les marchés et les inondations emportent-elles des maisons dans les quartiers pauvres ? La faute à l'imprévoyance des autorités et au fatalisme des habitants.

—Fraternité Matin

Abidjan

Le marché de Bromakoté, un sous-quartier d'Adjamé, à Abidjan, a pris feu le 19 juin, occasionnant la mort d'une personne. À notre grande surprise. Comme tous les incendies qui ravagent régulièrement nos marchés. Que voulez-vous ?

Comment pouvons-nous savoir que lorsque l'on construit un marché de mille places et que l'on laisse deux mille personnes ou plus s'y installer, il y a danger ? Qui est venu nous expliquer, dans nos différentes langues, qu'il ne faut pas faire de branchements électriques anarchiques dans les marchés, faire du feu entre les tables, obstruer les bouches d'incendie ? Qui a expliqué à nos autorités, maires, préfets, responsables de la protection civile et autres qu'ils doivent régulièrement inspecter les marchés pour s'assurer que les normes de sécurité sont respectées ? Quelles normes de sécurité d'ailleurs ? D'où vient cette expression ? Après donc la pluie qui nous surprend régulièrement, chaque année, à peu près aux mêmes dates, c'est au tour du feu de nous surprendre tout aussi régulièrement sur nos marchés ou ailleurs.

Irresponsables. Nous sommes cependant des gens qui ne se laissent pas abattre pour si peu. Demain, nous reprendrons nos places dans ce même marché de Bromakoté, lorsqu'il aura été reconstruit, nous nous comporterons exactement comme nous le faisons et personne ne viendra nous dire de changer. Pourquoi changer ? Ainsi sommes-nous fabriqués, ainsi nous resterons. Noir, c'est noir ! Et nous attendrons que le prochain incendie vienne nous surprendre. Quand on veut sortir du sous-développement, on ne se laisse pas distraire pour si peu.

Ce n'est d'ailleurs pas le premier incendie de marché que nous connaissons dans ce pays. Quel marché de ce pays n'a pas pris feu au moins deux fois ? Ainsi donc sommes-nous. Imprévoyants, inconséquents, fatalistes, incapables de nous projeter dans le futur, pour tout dire, inconscients et irresponsables.

Passivité. "Tout est entre les mains de Dieu", disons-nous. En oubliant que ce dieu nous a dotés d'un cerveau qui, s'il est utilisé à bon escient, peut nous permettre d'éviter bien des désagréments dans la vie. Mais apparemment, nous refusons de l'utiliser, préférant nous en remettre à la fatalité. Chaque fois que nous posons un acte, nous refusons d'en voir toutes les conséquences. Est-il si difficile de savoir, par exemple, qu'en obstruant les égouts d'un quartier on prend le risque de les voir déborder en cas de pluie ? Ou que l'on risque un court-circuit qui peut entraîner un incendie lorsque l'on fait des branchements électriques anarchiques ? Savons-nous aussi que le rôle des autorités est de protéger les citoyens, parfois contre eux-mêmes ?

Diriger un peuple, ce n'est pas le laisser passivement faire tout ce qu'il veut, même tout ce qui est contre l'intérêt général. Pendant de longues années, nous avons laissé une partie de notre population s'installer anarchiquement sur le bord de mer à Abidjan, sur la route de Grand-Bassam. Au-delà des problèmes esthétiques et environnementaux que cela posait, il y avait régulièrement des maisons emportées par la montée des eaux et des morts d'hommes. Une autorité a fini par y mettre le holà.

Toutes les constructions anarchiques ont été rasées et nous prenons aujourd'hui plaisir à circuler sur cette voie en regardant la mer, même si nous savons qu'une telle décision a plongé de nombreuses

familles dans la détresse. Cette même autorité devrait aussi être capable d'engager les travaux qu'il faut afin que nos différents quartiers ne soient plus inondés durant les saisons des pluies et que nos marchés ne partent plus régulièrement en fumée. Cela est tout à fait possible.

Paris est devenu Paris, c'est-à-dire l'une des plus belles villes du monde, parce qu'il y eut un certain [baron Georges Eugène] Haussmann, 1809-1891] qui y traça de grandes avenues, en détruisant des milliers de maisons. Abidjan est l'une des plus belles villes d'Afrique. Mais elle ne le restera que si nous nous comportons en gens responsables ayant une vision et étant capables d'anticiper. À la suite des inondations, certains internautes se sont amusés à comparer un quartier de Koumassi à Venise. Mais la vérité est que de nombreuses familles vivent de vrais drames lors des saisons des pluies.

Quelqu'un qui connaît bien la question nous a expliqué que le problème de ce quartier, tout comme celui d'autres quartiers, ne serait résolu qu'en détruisant de nombreuses maisons qui n'auraient pas dû être construites là où elles l'ont été. Aurons-nous le courage de le faire au nom de l'intérêt général ?

—Venance Konan

Publié le 24 juin

L'auteur



ISSOUF SANOGO/AFP

VENANCE KONAN

Directeur général du groupe de presse Fraternité Matin, le plus important de Côte d'Ivoire, il a été auparavant grand reporter et rédacteur en chef dans le quotidien qui donne son nom au groupe. Il a publié de nombreux reportages sur les conflits du Liberia, de la Sierra Leone, de l'Angola, de l'Afrique du Sud à la fin de l'apartheid, ainsi que des enquêtes sur des problèmes sociaux dans son pays. C'est également un écrivain bien connu en Côte d'Ivoire, en Afrique francophone et en France. Il est l'auteur d'une dizaine de livres, dont *Edem Kodjo, un homme, un destin* (éd. NEI CEDA/Frat-Mat, 2012) et *Catapila, chef du village* (éd. Jean Picollec, 2014).

humanitaire dans le monde, mais elle est encore insuffisante : elle n'atteint que la moitié de ceux qui en ont besoin.

En bas de la hiérarchie de la faim à Pibor, comme dans les centaines de lieux où prévaut la même situation, se trouvent des gens comme Mary Kadai, 33 ans. Femme de soldat, elle dépend de l'aumône de ses voisins et de ses proches, qui n'ont presque rien à donner. "J'ai eu des choses à moi, des chèvres, des vêtements, mais tout est parti", dit-elle. Son sort est pourtant encore meilleur que celui des habitants des villages isolés ou de ceux qui ont été déplacés par les combats.

Pouvoirs régionaux. Des dizaines de femmes arrivent chaque matin avec leurs enfants sur le dos à l'unique centre de distribution alimentaire de Pibor, soutenu par l'Unicef et géré par une ONG locale. En février, ce centre a recensé 38 enfants souffrant de malnutrition sévère. En mai, le total était de 256. "C'est à cause du conflit. Leurs bêtes ont été tuées. Et parfois leur mari ou leurs frères. Elles doivent partir avec leurs enfants et tout quitter. Ils dorment sous les arbres et mangent de l'herbe. Elles me parlent de ceux qui sont morts. Il y en a beaucoup. Les enfants meurent souvent sur le chemin parce que les gens viennent trop tard... Elles me parlent de ceux qui sont en train de mourir au village. Il y en a aussi beaucoup", explique le directeur, Harrison Jowang.

Il est difficile de donner le nombre total des victimes des combats ou de la malnutrition qu'ils provoquent au Soudan du Sud. Les routes et le téléphone sont coupés dans la majeure partie du pays et les nouvelles de raids, de

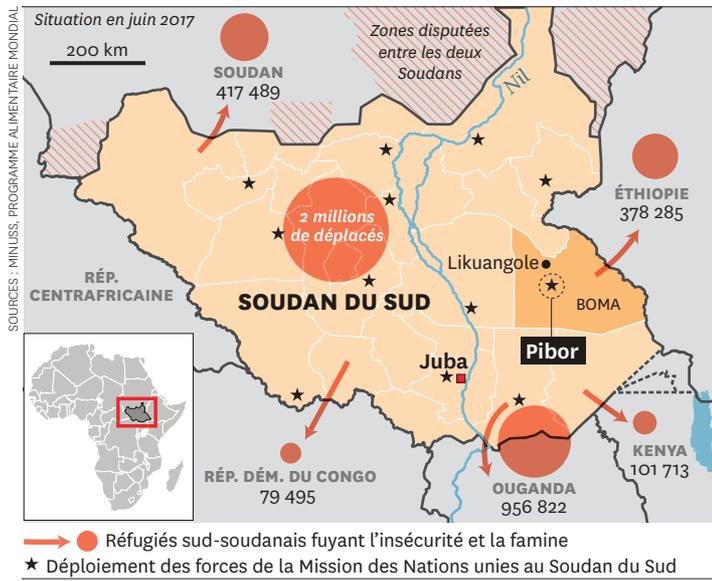
massacres, d'épidémies ou de la mort de centaines d'enfants affamés prennent plusieurs semaines, voire plusieurs mois, pour parvenir aux capitales et aux organismes internationaux. L'épidémie de choléra qui se propage dans le pays aurait fait 250 morts durant les douze derniers mois, mais ce nombre serait largement sous-estimé. "La vérité est que personne ne compte les morts", commente un travailleur humanitaire de Juba qui compte plusieurs missions à son actif.

L'une des victimes qui n'ont pas été comptées est la fille de Mary Cholil, 31 ans, morte il y a un mois à l'âge de 3 ans, pendant que sa mère cherchait de la nourriture et un abri près de son village incendié, à cinq jours de marche de Pibor. "Toute notre famille est éparpillée à cause des combats. J'ai appris l'existence du centre trop tard pour ma petite fille. Je l'ai enterrée sous un buisson", raconte-t-elle.

Il est peu probable que la situation s'améliore bientôt. La communauté internationale est distraite par ce qui se passe ailleurs dans le monde et les pouvoirs régionaux montrent peu d'empressement à résoudre les problèmes d'un pays en lambeaux. Dans la cour de l'école primaire délabrée de Pibor, des travailleurs humanitaires donnent des chèvres aux familles d'anciens enfants soldats. Quelques écolières forment un groupe. Elles se mettent en ligne et commencent lentement à danser. "Il n'y a plus de joie dans notre pays, chantent-elles, nous ne dansons plus ensemble dans notre pays. Mais au nom du Christ, l'espoir sera toujours avec nous."

—Jason Burke

Publié le 23 juin



dossier

SÉRIE D'ÉTÉ

CHINE 1/7

Économie, climat, politique, sport...
De l'Asie du Sud-Est à l'Amérique
(du Nord et du Sud), de l'Afrique à l'Europe,
l'influence chinoise s'étend partout.
Chaque semaine, jusqu'au 7 septembre,
retrouvez notre série d'été dont
nous publions ici le premier
volet : la Chine, nouveau maître
du monde ?

La semaine prochaine,
retrouvez le deuxième
épisode de notre série
Chine, 2/7.
Le Mékong redessiné



ESQUIVEL, COSTA RICA

Dans un monde d'incertitudes où l'Amérique se retire peu à peu du jeu, la Chine paraît soudain fiable et raisonnable. Engagement pour le climat, grand projet d'investissement dans les infrastructures le long de nouvelles routes de la soie (lire p. 34)... Xi Jinping serait-il à la tête d'un pays visionnaire, un nouveau modèle à suivre ? Oui, et la communauté internationale souhaite que Pékin prenne le leadership, affirme le politologue Zheng Yongnian (lire ci-contre). Rien n'est moins sûr, estime de son côté le mensuel hongkongais *Chengming* (p. 32). Car la Chine, protectionniste et dictatoriale, va rencontrer de nombreux écueils.

→ Dessin de Pudles
paru dans *The Economist*, Londres.



LA CHINE, MAÎTRE DU



Tous derrière Pékin !

Pour ce politologue singapourien de renom, la communauté internationale attend que la Chine assume le rôle de leader de la mondialisation. L'Occident étant en crise, la place est logiquement à prendre.

—Lianhe Zaobao (extraits) *Singapour*

Au début de l'année 2017, le président chinois Xi Jinping a prononcé le discours inaugural du Forum économique mondial de Davos, en Suisse, en soulignant la nécessité d'«assumer tous ensemble les responsabilités de notre temps et favoriser tous ensemble le développement de toute la planète !» Ses propos ont immédiatement eu un fort écho mondial, et une portée dépassant toutes les attentes. S'ils ont suscité des retours aussi positifs, ce n'est pas seulement du fait des opinions qui étaient exprimées, mais aussi en raison du contexte international.

Sur le fond, plusieurs points importants ont particulièrement retenu l'attention de la communauté internationale, en particulier occidentale.

Premier point : Xi Jinping a réaffirmé les immenses avantages apportés par la mondialisation, non sans pointer les différentes questions que celle-ci soulève. Il a aussi souligné qu'il ne faut pas rejeter sur la mondialisation tous les problèmes rencontrés par chaque pays aujourd'hui, alors que ceux-ci sont souvent liés à une mauvaise gouvernance. Deuxième point : si l'on veut résoudre ces difficultés, le développement durable reste une priorité, et celui-ci passe par une mondialisation toujours plus poussée. Troisième point : évoquant les grands desseins de la Chine, Xi Jinping s'est engagé, tout en privilégiant sur le plan domestique un mode de développement inclusif et l'équité sociale, à continuer de promouvoir la mondialisation et à œuvrer en faveur du développement économique mondial.

SI L'UNION EUROPÉENNE CONTINUE DE S'AFFAIBLIR, TOUTE LA GÉOPOLITIQUE ET L'ÉCONOMIE MONDIALES SERONT BOULEVERSEES.

Aujourd'hui, le chemin que va prendre la mondialisation est des plus incertains. Depuis l'éclatement de la crise financière en 2008, l'économie mondiale n'a jamais retrouvé son équilibre. Les énormes écarts de revenus, la fragmentation de la société et la perte d'emplois provoqués par la mondialisation et le progrès technologique ont abouti à un regain de protectionnisme en Occident. Les États-Unis ont été aux avant-postes de la dernière vague de mondialisation, mais l'élection de Donald Trump a entériné la victoire du populisme de droite et du nationalisme économique sur le libéralisme qui prévalait auparavant ; les

États-Unis non seulement ne jouent plus un rôle de meneur, mais ils deviennent même des chantres de l'antimondialisation.

Si l'Union européenne [après le Brexit] continue de s'affaiblir, voire se désintègre, ce ne sera pas seulement l'Europe qui connaîtra de gigantesques bouleversements, mais aussi toute la géopolitique et l'économie mondiales.

La planète se trouve donc dans l'attente d'un nouveau dirigeant, d'un nouveau leader de la mondialisation. Du fait de son statut de deuxième économie mondiale, de plus grande puissance commerciale et de ses perspectives de croissance économique qui restent bonnes, c'est naturellement à la Chine qu'aussi bien les pays occidentaux que les pays en voie de développement pensent pour assurer ce rôle de meneur. L'Occident a surtout retenu du discours de Xi Jinping qu'il s'inscrivait dans la même vision du libéralisme classique et de la mondialisation que la sienne.

Une question de volonté. La communauté internationale compte une nouvelle fois de plus beaucoup sur la Chine. Une excellente occasion pour celle-ci de se hisser sur la scène internationale, si elle profite à bon escient de l'espace que lui laissent les pays occidentaux et les États-Unis du fait de leurs difficultés. Normalement, elle devrait ne pas laisser passer sa chance.

La tendance actuelle à favoriser une «croissance interne» aux États-Unis et dans les autres pays occidentaux s'explique par le fait que ceux-ci n'ont pas digéré les problèmes internes issus de la première vague de mondialisation. Le phénomène est peut-être de courte durée, et l'Occident pourrait bien se tourner à nouveau vers la mondialisation une fois qu'il aura réalisé les ajustements nécessaires. Et cela pour une raison très simple : la mondialisation a de tout temps été orchestrée par le capital, les gouvernements ne jouant qu'un rôle secondaire. Les difficultés soulevées aujourd'hui par la mondialisation ne sont pas de nature à changer le caractère expansionniste du capital (pour reprendre des termes marxistes). En d'autres termes, la Chine doit saisir cette occasion pour rehausser le statut de son régime et son rôle dans le système économique mondial.

Le pourra-t-elle ? Il s'agit non pas tant de savoir si elle en est capable, mais plutôt si elle a conscience de cette occasion. La voit-elle, désire-t-elle s'en saisir ? En termes de capacité, la Chine est maintenant la deuxième économie et la première puissance commerciale mondiale ; si elle n'en a pas les moyens, quel autre pays pourrait les avoir ? Il y a de bonnes raisons de penser que pour la Chine, tout dépend de la manière de concevoir les choses. Les décideurs chinois doivent commencer par réviser → 30

MONDE ?

29 ← leur perception des relations entre leur pays et l'ordre économique libéral international.

Tout d'abord, la prochaine avancée de la Chine en matière de développement durable doit passer par une intégration plus poussée dans l'ordre économique mondial. La Chine est le principal contributeur de la mondialisation, laquelle lui donne l'occasion de se développer davantage et explique en grande partie la forte croissance de son économie par le passé [grâce aux investissements étrangers au cours des deux dernières décennies du siècle dernier]. À l'avenir, aucun pays n'a autant besoin de la mondialisation que la Chine. L'histoire nous montre en effet que tant les pays occidentaux développés que le Japon ou les "quatre petits dragons" en Asie [les premiers à avoir connu une croissance forte dans les années 1980 : Corée du Sud, Singapour, Taïwan, Hong Kong] ont été obligés de s'ouvrir au monde une fois arrivés à un certain stade de développement économique, car lorsque leur marché intérieur est arrivé à saturation, il leur a fallu chercher à élargir leur action aux marchés étrangers.

Excédents. Même si aujourd'hui la Chine a encore besoin de recourir massivement à du capital étranger pour la montée en gamme de ses industries, en particulier à du capital à forte teneur technologique, on y observe parallèlement un certain excédent de capital. Autrement dit, certains secteurs sont arrivés à saturation et il faut "sortir de Chine" pour trouver de nouveaux lieux d'investissement. La Chine souffre également d'une surcapacité de production, qui peut être corrigée par des réformes domestiques, mais aussi en se tournant vers l'extérieur.

Par ailleurs, il faut bien voir que l'ordre économique mondial libéral satisfait aux intérêts nationaux de la Chine. Nous devons donc en avoir

C'EST PAR LA POLITIQUE DE LA CANONNIÈRE QUE LES PAYS OCCIDENTAUX SE SONT OUVERTS LES PORTES D'AUTRES PAYS.

une perception pragmatique, sans sombrer dans les dérives idéologiques. Cet ordre économique est devenu ce qu'il est aujourd'hui au prix d'enseignements très cher payés. Au cours de leur développement, les pays occidentaux sont également passés d'une phase de manque de capitaux à une phase d'excédent. Au départ, et pendant longtemps, pour "exporter" leurs capitaux, ils ont mis en pratique un impérialisme pur et dur, et c'est par la politique de la canonnière qu'ils se sont ouverts les portes d'autres pays pour piller leurs ressources. Le colonialisme en a découlé, et le monde est devenu son marché.

Cependant, de telles pratiques ont fini par être désavouées, du fait de l'opposition des forces progressistes dans les pays occidentaux et grâce à l'éveil des consciences nationalistes chez les autres nations. À la suite du mouvement de décolonisation après la Seconde Guerre mondiale, les

L'auteur



WIKIMEDIA COMMONS

ZHENG YONGNIAN

Directeur de l'Institut de recherches sur l'Asie de l'Est à l'université nationale de Singapour, où il enseigne depuis 1996, Zheng Yongnian est un observateur de longue date de la politique intérieure et extérieure de la Chine. Né dans le Zhejiang, dans l'est de la Chine, en 1962, et diplômé en relations internationales de l'université de Pékin, il a également étudié aux États-Unis, à l'université de Princeton. Il a publié de nombreux ouvrages en chinois et en anglais et écrit régulièrement des chroniques pour le quotidien *Lianhe Zaobao* de Singapour. Non sans se prononcer régulièrement pour des réformes du système chinois, il s'est fait depuis le début du XXI^e siècle le chroniqueur de la montée du "modèle chinois" sur la scène internationale. Ses analyses sont largement reprises par les sites d'information chinois.

capitaux occidentaux ont été obligés de chercher de nouvelles méthodes pour se mondialiser. Il est clair que l'ordre économique mondial d'après-guerre, plus civilisé, a marqué un formidable progrès par rapport à l'ordre ancien.

Plusieurs changements furent remarquables. Tout d'abord, avant la guerre, les pays occidentaux cherchaient à résoudre militairement le moindre problème d'ordre économique. Après le conflit, c'est le droit, ou du moins des pratiques économiques internationales basées sur des règlements, qui forment le consensus. Celui-ci s'exprime à travers de grandes organisations internationales comme les Nations unies, la Banque mondiale, l'Organisation mondiale du commerce ou le Fonds monétaire international. Même si certains pays occidentaux persistent à recourir à des méthodes extralégales, un nombre croissant de nations acceptent de se plier aux lois et règlements. D'autre part, les organisations internationales deviennent multilatérales ou adeptes du multilatéralisme, lequel sert surtout à régler les tensions entre pays occidentaux, mais elles s'ouvrent de plus en plus aux pays en voie de développement.

La Chine est désormais membre de ces organisations internationales dans lesquelles elle joue un rôle croissant. Depuis le lancement de la politique de réformes et d'ouverture [1979], elle a choisi de rejoindre le reste du monde, en ne faisant plus bande à part, ce en quoi elle a vu juste. Quoi qu'il se passe, la Chine n'a plus la possibilité de se retirer de cet ordre mondial ; le seul choix qu'il lui reste c'est de déterminer comment jouer un rôle accru en son sein, comment



↑ Dessin de Pudles paru dans *The Guardian*, Londres.

se mettre davantage en symbiose avec lui. Une chose est claire : continuer à s'insérer dans ce système en en tirant bénéfice est un choix judicieux pour la Chine et qui ne lui coûte pas cher. La raison en est simple : ce système lui tend des bras grands ouverts.

Ouverture. Enfin, que la Chine s'aligne sur l'ordre économique libéral international correspond à une nécessité objective du développement de l'économie mondiale. La mondialisation nécessite le moteur énergétique d'une grande puissance. Depuis le début de l'ère moderne, chaque vague de mondialisation a été indissociable de l'action d'un gouvernement. Avant la Seconde Guerre mondiale, c'est le Royaume-Uni qui insufflé un tel mouvement. Historiquement, ce pays est à la fois le berceau des principes du libre-échange et un des principaux fondateurs de l'ordre mondial.

Durant son essor, il a très longtemps pratiqué une ouverture unilatérale, en s'ouvrant aux autres pays sans que la réciproque soit vraie. C'est ce qui lui a permis d'émerger rapidement pour devenir le pays le plus puissant de l'époque, avec à la clé la formation du grand Empire britannique. Bien sûr, si le Royaume-Uni a pu mener à bien sa politique d'ouverture unilatérale, c'est surtout parce qu'il disposait d'une supériorité sur le plan économique en tant que premier pays du monde de l'époque à s'être modernisé.

Après la Seconde Guerre mondiale, ce sont les États-Unis qui jouent le rôle le plus important en faveur de la mondialisation. Les pays européens, brisés par la guerre, font appel à eux pour

À la une



HUANQIU

Pékin, 14 juin

"La Chine rouvre une époque de grandes lignes maritimes".



assumer la direction de la communauté internationale. Les États-Unis contribuent alors au redressement de l'économie européenne, notamment grâce au plan Marshall. Ils mettent ensuite en place un système économique à l'échelle du monde, basé sur le multilatéralisme, un système qui les aidera à maintenir leur position dominante sur la planète.

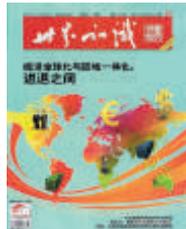
AUCUN PAYS OCCIDENTAL N'EST ASSEZ FORT POUR FORGER LE REDRESSEMENT ÉCONOMIQUE MONDIAL.

Mais aujourd'hui, ce n'est plus la même chose. Depuis 2008 et l'éclatement de la crise financière mondiale, aucun pays occidental n'est assez fort pour forger le redressement économique mondial. Toujours en crise, l'Occident est tenté par le protectionnisme commercial, et est même en train de devenir un frein à la mondialisation. L'économie mondiale passera par l'ouverture de marchés dans les pays émergents et en développement pour trouver un nouvel équilibre. Le monde a toujours besoin de mondialisation.

Et tandis que l'Occident n'est plus en mesure d'être le promoteur de la mondialisation, les regards se tournent tout naturellement vers la Chine pour assumer ce rôle.

—Zheng Yongnian
Publié le 5 mai

À la une



SHIJIE ZHISHI
Pékin, 23 janvier
"Mondialisation de l'économie et unification régionale : pas à pas".

SOURCE

LIANHE ZAOBAO
Singapour, République de Singapour
Quotidien, 200 000 ex.
zaobao.com

Le titre est né de la fusion, en 1983, de deux anciens journaux singapouriens, *Nanyang Siang Pau* et *Sin Chew*. Aujourd'hui, l'un des plus lus de la région et premier quotidien en langue chinoise de la cité-État, il appartient au Singapore Press Holdings. Il s'est fixé pour ligne éditoriale la protection des intérêts nationaux, mais reste néanmoins une source précieuse d'information sur la région.

Décryptage

Comment Donald Trump a laissé un boulevard à la Chine

EN ABANDONNANT LE TPP

Janvier 2017. Dès son arrivée au pouvoir, Donald Trump annonce l'abandon du Traité de partenariat transpacifique (TPP), que Barack Obama avait mis cinq ans à constituer pour sceller les alliances américaines en un bloc de douze pays de part et d'autre de l'océan Pacifique. Le but d'Obama était clairement, grâce à ce traité de libre-échange, de contourner la puissance chinoise. À l'issue d'un voyage en Asie, "je peux dire sans exagérer que plus d'un dirigeant politique ou d'entreprise dans la région a pris la mesure de Trump et a conclu que, loin d'être un négociateur avisé, c'est un nul qui réduit l'influence américaine dans cette région et qui aide la Chine à retrouver sa puissance", déplore l'éditorialiste Thomas Friedman dans *The New York Times*. "Trump essaie maintenant de négocier seul des ouvertures commerciales avec la Chine, et non plus en étant à la tête d'un bloc de douze pays qui s'appuyait sur des valeurs et des intérêts américains et qui contrôlait 40% de l'économie mondiale. Difficile d'imaginer quelque chose de plus stupide." Pékin encourage désormais tout le monde à rejoindre "son partenariat économique régional - qui contrairement au TPP est dépourvu de standards environnementaux ou sociaux -, sa Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures [BAII, lire page 34] et son projet de nouvelles routes de la soie dit 'Une route, une ceinture' [OBOR en anglais, lire page 32]".

EN SE RETIRANT DE L'ACCORD DE PARIS SUR LE CLIMAT

Mai 2017. Lorsque Donald Trump a annoncé le retrait américain des accords de Paris sur le climat, beaucoup se sont précipités pour saluer l'avènement de la Chine comme nouveau leader mondial sur l'environnement, écrit Elizabeth Economy sur le site *Politico*. Des journalistes ont écrit qu'il s'agissait

"du plus grand cadeau stratégique fait aux Chinois, avides de combler le vide laissé par Washington dans le monde. Mais le leadership sur le climat est-il un cadeau stratégique ? Les Chinois en veulent-ils ? Et surtout, le méritent-ils ? C'est non aux trois questions", tranche la directrice des études asiatiques au Council on Foreign Relations et spécialiste des questions d'environnement en Chine. Car assumer cette tâche est coûteux à tous points de vue. Certes, la Chine semble vouloir tenir ses engagements pris à Paris et fait des efforts importants pour modifier ses sources d'énergie, admet l'auteur. Mais elle demeure la plus grande émettrice de CO₂ sur la planète, et surtout, elle exporte et finance des centrales à charbon - une centaine dans les pays touchés par le projet de "nouvelles routes de la soie".

EN ENTRETIENANT LA CONFUSION EN MER DE CHINE DU SUD

Juin 2017. En mer de Chine méridionale, où Pékin revendique une immense zone territoriale disputée par de nombreux riverains, les attermoissements de Trump ne font qu'ajouter à la confusion, note le spécialiste des affaires maritimes Mark J. Valencia dans le quotidien singapourien *Straits Times*. "La zone fait l'objet d'une compétition pour la domination militaire de la région, elle matérialise une frontière dans les relations troublées entre Chine et États-Unis", précise l'auteur, chercheur à l'Institut national de recherche sur la mer de Chine méridionale, sur l'île de Hainan, dans le sud de la Chine. Mais la politique de Trump, "une continuation de fait de celle d'Obama, est ponctuée de décisions ad hoc, c'est une stratégie 'au cas par cas'". Les États-Unis, qui cherchent à y demeurer l'arbitre politique et militaire, veulent empêcher Pékin d'intimider ses alliés dans la région. Fin juin, le destroyer *USS Dewey* a fait un passage à moins de 12 milles nautiques du récif Mischief, occupé par la Chine. La dernière opération américaine de "protection de la liberté de navigation" de ce type avait eu lieu en octobre 2016, sous l'administration Obama. Suite à cette reprise, le nombre d'interventions pourrait bien augmenter dans les mois à venir.

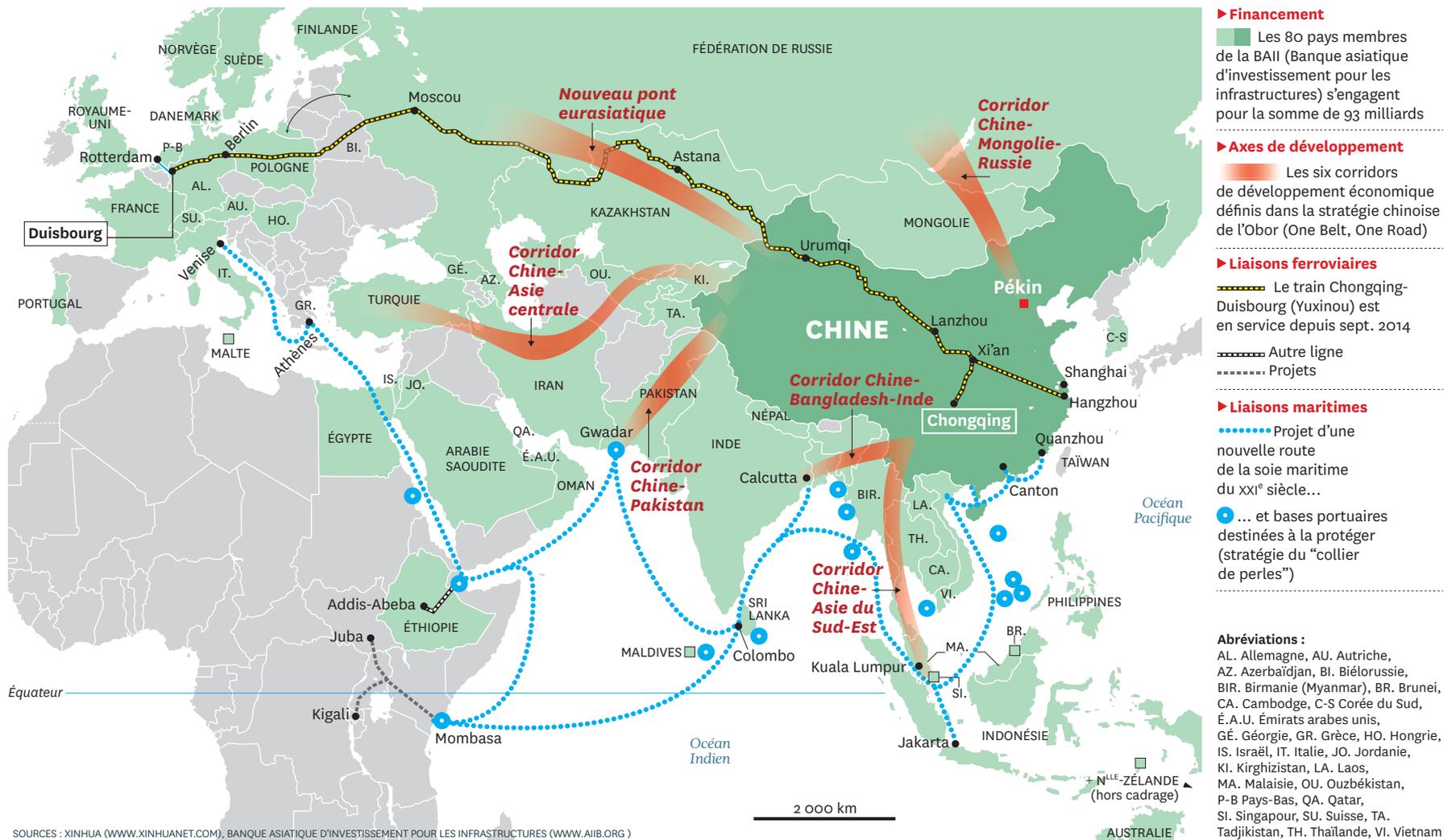
Classement

Encore un effort...

●●● La Chine est-elle en train de devenir le maître du monde, ou de la mondialisation ? Ce sont deux choses différentes, écrit le commentateur Xu Zigan dans le quotidien hongkongais *Ming Pao*. À l'indice KOF de la mondialisation du Centre de recherches conjoncturelles suisse, le pays se classe au 71^e rang, sur 187 pays étudiés en 2017 et reste donc à un niveau médian. Quant à être

un "leader mondial", il faut pour cela de la puissance militaire - or elle ne dépasse pas les États-Unis - et économique - et il lui faudrait une monnaie internationale. "Elle en est encore à chercher sa place dans les grandes institutions mondiales forgées par l'occident, comme l'Organisation mondiale du commerce. Mais elle n'abandonne pas le rêve d'une Chine forte, comme le montre son projet de nouvelles routes de la soie."

93 milliards de dollars pour financer les nouvelles routes de la soie



Une expansion qui n'a rien d'un long fleuve tranquille

Conçu pour faire pièce à Obama, le projet de nouvelles routes de la soie de Xi Jinping est devenu un plan faramineux qui donne du lustre au pouvoir chinois. Mais Pékin va entrer en terre inconnue.

— Chengming (extraits) Hong Kong

En 2013, Xi Jinping a lancé son projet de création d'une "ceinture économique le long de la route de la soie" et d'une "route de la soie maritime du XXI^e siècle". Grâce à la construction de routes, de voies de chemins de fer, de ports ou d'oléoducs le long de cette "ceinture terrestre" et de cette "route maritime", la Chine espère renforcer ses liens avec les autres pays d'Asie, et même d'Afrique et d'Europe. Au départ, la stratégie Obor [acronyme issu de l'anglais "One belt one road"] n'a pas été conçue uniquement comme un moyen de déverser les surplus chinois à l'extérieur, comme cela a été dit un peu rapidement, elle est surtout née en réaction à l'accord [de libre-échange] de

partenariat transpacifique (TPP) conçu par les États-Unis, qui englobait toute la zone bordée par l'océan Pacifique à la seule exception de la Chine, rejetée en dehors de cet accord.

Ce projet de nouvelle route de la soie est gigantesque, sans doute le plus gros chantier de construction d'infrastructures de toute l'histoire de l'humanité. Non seulement il suscite l'enthousiasme chez les Chinois, mais il a également poussé des pays développés occidentaux comme le Royaume-Uni, la France, l'Allemagne et l'Australie à rejoindre la Banque asiatique d'investissements dans les infrastructures (BAII), créée à l'initiative de la Chine et qui va en assumer les risques [lire page suivante]. En fait, Xi Jinping souhaite laisser son empreinte dans l'histoire. Il ne

SOURCE

CHENGMING

Hong Kong, Chine
 Mensuel, 15 000 ex.
 chengmingmag.com

Fondé en 1977, "Le Cri du combat" publie des articles très critiques vis-à-vis du gouvernement chinois. Libéral, ce magazine propose des reportages et des analyses sur Taïwan, Hong Kong et le continent. Il possède un lectorat fidèle parmi les Chinois d'outre-mer. Beaucoup d'articles sont d'ailleurs écrits à l'étranger.

veut pas se contenter de préserver l'héritage que lui a laissé la "première génération rouge" [Xi est fils de dignitaire communiste]. Il souhaite également, grâce au projet Obor, élargir la sphère d'influence du pouvoir communiste chinois pour que celui-ci devienne le grand gouverneur du monde.

L'objectif de la Chine est de profiter de la situation favorable créée par la volonté de désengagement mondial du gouvernement Trump et par le grave affaiblissement de l'Union européenne à la suite du [vote sur le] retrait du Royaume-Uni pour prendre la direction de la mondialisation en investissant et en développant les pays traversés par ses routes maritimes et terrestres, et pour prendre au plus vite la place des États-Unis à la tête du nouvel ordre mondial. Cela pourrait lui permettre par la même occasion d'atténuer les tensions qu'elle connaît sur son sol.

Le projet Obor est souvent considéré comme une version chinoise du plan Marshall [1947], car c'est le seul qui puisse soutenir la comparaison. Cependant, la puissance et l'influence de l'État chinois aujourd'hui sont encore loin de celles des États-Unis d'après-guerre; de plus, le projet Obor est beaucoup plus complexe que le plan Marshall et nécessite des fonds bien plus importants [un investissement total estimé à 890 milliards de dollars, contre l'équivalent de 130 milliards de dollars d'aujourd'hui pour le plan Marshall]. Les pays



← Dessin de Balaban, Luxembourg.

À la une



**LIAOWANG
DONGFANG
ZHOUKAN**

Shanghai, 25 mai
“La force motrice
des ‘nouvelles
routes de la soie’”.

UNE BANQUE AU SERVICE DU CLIMAT ?

Pékin s'est engagé à jouer un rôle moteur dans l'application de l'accord de Paris sur le climat. Mais rien n'assure que la banque créée pour financer les nouvelles routes de la soie sera réellement verte.

— **Chinadialogue** (extraits) Londres, Pékin, San Francisco

La Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures (la BAI), dont le siège se trouve à Pékin [et qui a été créée par la Chine pour financer son projet de nouvelles routes de la soie], a tenu du 16 au 18 juin sa deuxième réunion annuelle sur l'île coréenne de Jeju. Cette île étant présentée par la Corée du Sud comme une nouvelle destination touristique “zéro carbone”, le choix du lieu paraît tout à fait approprié dans le cas d'une banque qui cherche à donner d'elle une image écologique. Cependant, c'est surtout à l'aune de sa stratégie dans le secteur énergétique, révélée lors de cette réunion, que la banque sera vraiment jugée.

Les projets en matière d'énergie peuvent avoir un impact significatif et durable sur les émissions de carbone d'une région. La décision de financer tel ou tel projet a donc des conséquences importantes sur la performance environnementale de la banque et des pays bénéficiaires.

En réaffirmant le solide soutien de Xi Jinping à l'accord de Paris sur le climat [juste avant l'annonce du retrait américain, le 1^{er} juin], le président de la BAI, Jin Liqun, a souligné le 16 juin, dans son discours inaugural de la réunion annuelle de la banque, que la BAI avait un rôle important à jouer en aidant les pays à remplir leurs obligations dans ce cadre. Il a évoqué le projet de création

d'un réseau électrique au Bangladesh pour illustrer comment la BAI pouvait aider 12 millions de ruraux à avoir accès à une électricité bon marché, tout en évitant l'émission de 16 000 tonnes de CO₂.

La stratégie énergétique de la banque précise désormais comment ses investissements comptent respecter l'accord de Paris : “Ils devront s'inscrire dans le cadre des plans nationaux d'investissement dans les énergies de chaque pays, et se fonder sur leurs CDN (contributions déterminées au niveau national), prévues dans l'accord de Paris.”

Émissions carbonées. En d'autres termes, avant de donner son aval à des investissements, la BAI étudiera leurs conséquences sur les émissions carbonées et jugera s'ils sont susceptibles ou non d'aider les nations bénéficiaires à atteindre leurs objectifs en matière de changement climatique, en se demandant par exemple s'ils peuvent conduire à une hausse de la part des énergies renouvelables dans leur mix énergétique.

Cependant, les ONG restent préoccupées, car il est toujours question dans le document final de la possibilité de financer des centrales électriques à charbon sous certaines conditions. Or l'inquiétude monte sur les conséquences environnementales et sanitaires du développement de l'énergie charbonnière en Asie. La position de la BAI vis-à-vis de ce secteur est suivie de près.

Bai Yunwen, chercheur à Greenovation Hub [une ONG de Pékin], souligne que la version finale

du document, tout en exprimant le souhait général d'éviter de financer des équipements charbon, prévoit la possibilité de soutenir des projets de centrales au gaz naturel et au charbon à faible émission carbone dans trois cas : pour le remplacement de structures moins performantes ; quand la fiabilité et l'intégrité du système sont en jeu ; enfin, en l'absence d'autre solution viable ou abordable dans la région. “Les choses ne sont pas assez bien définies, et il n'y a pas de directives politiques précises”, estime Bai Yunwen.

“Ce serait une erreur de laisser cette possibilité de financement de nouvelles centrales au charbon. Ces installations font en effet courir un risque non négligeable de se retrouver avec des actifs irrécupérables sur les bras, elles nuisent à la santé humaine en aggravant la pollution atmosphérique et condamnent leurs régions d'implantation à conserver sur une longue durée ces infrastructures coûteuses à base de combustibles fossiles”, met également en garde Ben Caldecott, directeur du programme Finance durable à la SSEE (Smith School of Enterprise and the Environment) de l'université d'Oxford.

Selon Wang Wawa de Bankwatch [ONG qui observe les activités bancaires sous un angle environnemental], on ne voit pas trop comment la BAI pourra aider les pays membres à atteindre les objectifs assignés par l'accord de Paris, compte tenu de sa stratégie énergétique. “Les autres institutions financières internationales se sont retirées du secteur du charbon. Ainsi, la Banque asiatique de développement (BAD) ne finance plus le moindre projet dans ce domaine depuis 2013 ; la Banque européenne d'investissement (BEI) a également pris ses distances avec les centrales au charbon et a instauré des critères d'émissions carbone très restrictifs. L'an dernier, le président de la Banque mondiale a parlé de ‘désastre pour la planète’ à propos des projets de centrales au charbon en Asie du Sud-Est, et pourtant la BAI persiste à vouloir ‘étudier les dossiers des centrales au charbon à haut rendement’.”

Pour l'heure, avec trois nouveaux projets ayant reçu son feu vert lors de la réunion annuelle, la BAI a approuvé officiellement seize programmes d'investissement, dont aucun dans le charbon. Parmi les sept secteurs de l'énergie qu'elle a financés à ce jour, on peut mentionner des projets de centrales hydroélectriques, de centrales au gaz ainsi que des réseaux d'oléoducs, de gazoducs et d'électricité.

— **Liu Qin**

Publié le 21 juin

SOURCE



CHINADIALOGUE

Londres, Pékin,
San Francisco

chinadialogue.net

Lancé en 2006, ce site se donne pour mission de favoriser le dialogue entre la Chine et le reste du monde sur les questions d'environnement. Les articles sont systématiquement publiés en version bilingue (chinois et anglais), tout comme les commentaires des lecteurs.

Chiffres

Des objectifs pas toujours rentables

●●● “Si tu recherches le développement, construis une route.” Cette sentence chinoise est prise au pied de la lettre par Pékin, pour qui les routes et les voies de chemin de fer contribueront à créer un marché pour ses biens d'exportation, analyse le **Financial Times**. Certes, les 890 milliards de dollars injectés seront très longs à rembourser, et les retards de construction et l'instabilité politique sont fréquents dans les 64 pays concernés. Reste que certains projets ne sont potentiellement pas rentables : “Le ‘corridor économique’ reliant le port pakistanais de Gwadar au nord-ouest de la Chine a surtout pour but de créer une route alternative pour les importations de pétrole. En privé, des responsables chinois admettent prévoir des pertes de 80 % au Pakistan, 50 % en Birmanie et 30 % en Asie centrale.”

PROFITEZ DE CETTE OFFRE EXCEPTIONNELLE !



Cette offre comprend :

- ▶ Les magazines livrés chez vous chaque semaine.
- ▶ La version numérique du magazine dès le mercredi soir.
- ▶ L'édition abonnés du site Internet avec tous ses contenus exclusifs.
- ▶ Les archives, soit plus de 100 000 articles.
- ▶ La possibilité de faire suivre votre magazine sur votre lieu de vacances.

1 AN
52 numéros

109 €

au lieu de ~~191,20 €*~~



43%
de remise*

Accès illimité
sur tous vos supports
numériques

OPTEZ POUR LE

prélèvement automatique

en toute liberté

simple, pratique et sans engagement

9 €
par mois

au lieu de ~~15,93 €*~~

et choisissez votre **CADEAU :**



→ **8 numéros gratuits** supplémentaires

Valeur du cadeau : 31,20 €

Je ne paie rien les 2 premiers mois.



→ **4 prochains hors-séries** à paraître

Valeur du cadeau : 34 €

Je reçois 4 hors-séries dans l'année.

Chacun décrypte la presse étrangère sur un thème choisi par notre rédaction : société, histoire, culture.
Une belle collection à conserver dans votre bibliothèque.

BON D'ABONNEMENT

A retourner accompagné de votre règlement ou de votre RIB à :

Courier international - Service abonnements - A 2100 - 62066 ARRAS CEDEX 9

RCO1700PBA393

Monsieur Madame

NOM PRÉNOM

ADRESSE

CODE POSTAL VILLE

TÉLÉPHONE E-MAIL

Je souhaite recevoir des offres de Courier international : oui non

Je souhaite recevoir des offres des partenaires de Courier international : oui non

J'opte pour le prélèvement, je règle **9 €** par mois au lieu de ~~15,93 €*~~

Je remplis le mandat de prélèvement SEPA ci-dessous et je joins un RIB.

Je préfère régler en une seule fois, soit **109 €** au lieu de ~~191,20 €*~~.

Chèque bancaire à l'ordre de Courier international

Carte bancaire n° :

Expire fin : Cryptogramme :

Date et signature obligatoires

Et je choisis mon cadeau : **les 8 numéros supplémentaires** et je ne paie rien les 2 premiers mois **les 4 hors-séries à paraître**

MANDAT DE PRÉLÈVEMENT SEPA

IMPORTANT :
Joignez votre RIB

TITULAIRE DU COMPTE À DÉBITER

Nom :

Prénom :

RÉFÉRENCE UNIQUE DU MANDAT (RUM)

Paiement répétitif

Fait à :

Signature obligatoire

DÉSIGNATION DU COMPTE À DÉBITER

IBAN - Numéro d'identification international du compte bancaire

.....

BIC - Code international d'identification de votre banque

Organisme créancier :
Courier international
ICS : FR11ZZZ396542
80, boulevard Auguste-Blanqui
75013 Paris

NOTE : Vous acceptez que le prélèvement soit effectué à l'installation de votre abonnement. Vos droits concernant le prélèvement sont expliqués dans un document que vous pouvez obtenir auprès de votre banque. Les informations contenues dans le présent mandat, qui doit être complété, sont destinées à n'être utilisées par le créancier que pour la gestion de sa relation avec son client. Elles pourront donner lieu à l'exercice, par ce dernier, de ses droits d'opposition, d'accès et de rectification tels que prévus aux articles 38 et suivants de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

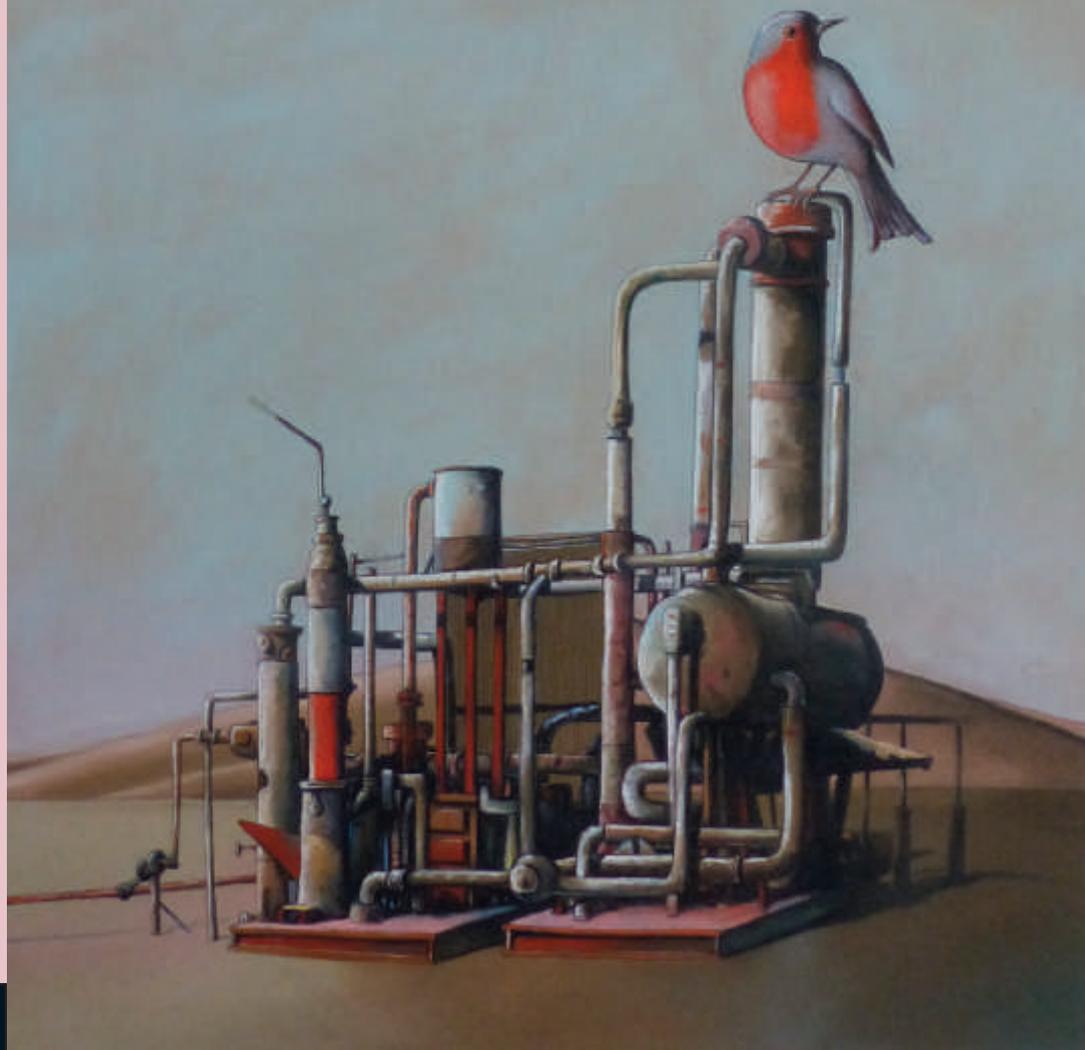
trans- versales. économie



Sciences 38
Signaux 39

Le nouvel âge d'or de la pétrochimie

Industrie. Aux États-Unis, l'extraction massive du gaz de schiste fournit une matière première abondante et bon marché aux producteurs américains d'éthylène, un produit qui sert à fabriquer des matières plastiques.



—The Wall Street Journal (extraits) New York

Quand, à Rio de Janeiro, de jeunes parents achètent pour leur bébé des aliments préparés, c'est un peu de la révolution américaine du gaz de schiste qu'ils rapportent chez eux.

Ces dix dernières années, le boom des forages a fait bondir la production de pétrole et de gaz aux États-Unis de plus de 57 %, entraînant du même coup une baisse du prix des matières premières qu'utilise Dow Chemical pour fabriquer ses minuscules granulés de plastique. Ces derniers sont en partie exportés vers le Brésil et transformés en sachets souples pour compotes et purées de légumes pour bébé.

Ces exportations sont appelées à augmenter, car Dow Chemical achèvera dans l'année à venir l'expansion de ses installations pétrochimiques aux États-Unis, situées pour la plupart dans le golfe du Mexique [mais aussi en Louisiane]. Ce développement participe de la plus grande transformation vécue par le secteur depuis vingt-cinq ans.

Les investissements réalisés sont colossaux : 185 milliards de dollars sont affectés à de nouveaux sites pétrochimiques, en construction ou en projet, selon le Conseil américain de l'industrie de la chimie [un groupe de pression]. L'année dernière, rapporte le Bureau américain du recensement, les usines chimiques ont bénéficié à elles seules de la moitié des investissements industriels aux États-Unis, contre moins de 20 % en 2009.

Des compagnies intégrées comme Exxon Mobil ou Royal Dutch Shell mettent tout en œuvre pour pouvoir profiter de la baisse des coûts des produits dérivés des hydrocarbures, rendue possible par l'essor formidable des forages de schiste. Aussi agrandissent-elles leurs sites de production de ces plastiques, utilisés dans les ailes de voiture, les smartphones, les flacons de shampoing et autres objets de plus en plus demandés par des classes moyennes en pleine expansion dans le monde.

La croissance de la production d'hydrocarbures provoque "un véritable séisme dans l'équilibre du secteur industriel et dans la répartition

des rôles et des productions", analyse le PDG de Dow Chemical, Andrew Liveris. Son groupe compte investir 4 milliards de dollars dans plusieurs projets aux États-Unis sur les cinq années à venir.

Si les acteurs du secteur multiplient les nouveaux sites de pétrochimie (310 en tout selon le Conseil américain de l'industrie de la chimie), c'est parce que, au moment où la demande en carbu-

La demande de plastique augmente 1,5 à 2 fois plus vite que le PIB mondial.

rants pourrait bien avoir atteint son pic historique en raison de l'essor des véhicules électriques et du covoiturage, l'appétit mondial pour le plastique, en revanche, devrait croître encore pendant des dizaines d'années. Selon les analystes, la demande de plastique augmente 1,5 à 2 fois plus vite que le PIB mondial. En théorie, cela fait donc de la pétrochimie l'un des secteurs des combustibles fossiles le plus sûr pour les investisseurs

– même si certaines Cassandra se demandent si le plastique de fabrication américaine pourra longtemps conserver ses marges.

Ces investissements massifs devraient faire des États-Unis un grand exportateur de plastique et permettre au pays de réduire son déficit commercial. À en croire le Conseil de l'industrie de la chimie, ils devraient ajouter 294 milliards de dollars à la production économique américaine et créer 462 000 emplois directs et indirects d'ici à 2025 (certains analystes s'attendent toutefois à un faible nombre d'emplois directs, en raison de l'automatisation du travail sur les sites de production).

Cette montée en puissance crée un nouveau marché pour des sous-produits dont les compagnies pétrolières ne savaient que faire, si ce n'est les rejeter dans le flux de gaz où ils étaient brûlés – et pourrait augmenter la rentabilité des forages.

Les entreprises pétrochimiques tablent sur l'hypothèse que le prix des matières premières – leur principale dépense – va rester faible pendant des années en raison des

forages de schiste. Si elles voient juste, les exportations nettes de produits pétrochimiques américains – les matières plastiques, mais aussi les engrais, les colles et les solvants –, qui se chiffraient à 17 milliards de dollars l'an dernier, atteindront 110 milliards de dollars par an d'ici 2027, selon les prévisions d'IHS Markit. Soit un chiffre quasiment équivalent à la valeur des exportations annuelles de pétrole réalisées actuellement par l'Arabie Saoudite. "Aucune autre industrie n'avoisine un tel niveau de croissance", affirme Thomas Runiewicz, économiste d'IHS.

Parmi les sociétés qui investissent aux États-Unis, beaucoup sont étrangères, dont certaines des plus grandes entreprises pétrochimiques du Brésil, du Japon et de Thaïlande. En avril, Exxon a annoncé la construction près de Corpus Christi, au Texas, d'un complexe de 9,3 milliards de dollars avec Saudi Basic Industries Corporation [Sabic, contrôlée par l'État saoudien]. Ce projet, le plus ambitieux au monde dans ce domaine, devrait être mené à bien d'ici à 2021 et produire chaque

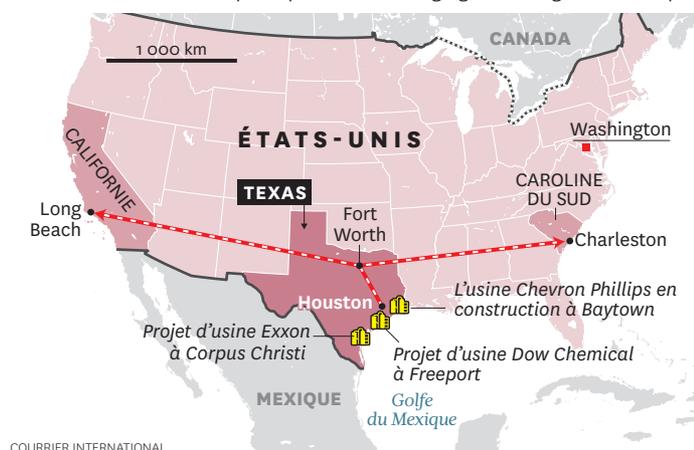
← Dessin de Cost paru dans **Le Soir**, Bruxelles.

année 1,8 million de tonnes d'éthylène, le principal produit de base du plastique. "Pour nous, ça n'a rien d'un pari", assure Neil Chapman, président d'Exxon Mobil Chemical, qui est en train d'investir 20 milliards de dollars dans des projets similaires en bordure du golfe du Mexique. "On doit parfois se pincer pour se rappeler que le monde entier nous envie."

Quand elle tournera à plein régime, d'ici à la fin de l'année, la nouvelle usine Dow Chemical à Freeport (Texas) produira 1,5 million de tonnes d'éthylène par an. L'entreprise, qui prévoit d'exporter au moins 20 % de sa production américaine de plastique, lorgne du côté de l'Amérique latine. Elle mise en particulier sur les contenants d'aliments pour bébés au Brésil, où les femmes se consacrent de plus en plus à leur carrière et, selon une étude réalisée en 2015 par l'Organisation mondiale de la santé, cherchent à gagner du temps en recourant à des plats préparés présentés dans des emballages innovants. Ces nouveaux produits devraient alimenter une croissance annuelle d'environ 10 % des ventes d'emballages en plastique au Brésil. "Nous profitons de la croissance démographique, du développement de la classe moyenne et du style de vie plus actif", explique Paloma Alonso, directrice commerciale de Dow chargée des plastiques pour l'Amérique du Sud. "La nouvelle

Le Texas, champion de la fabrication de plastique

🏗 Usine en projet ou en construction Routes ferroviaires pour transporter les granulés de plastique en évitant l'engorgement du golfe du Mexique



COURRIER INTERNATIONAL

usine dans le golfe [du Mexique] est vraiment essentielle pour nous."

Pourtant, les projets en cours aux États-Unis ne sont pas sans risque. Pour produire leurs plastiques, les complexes pétrochimiques américains utilisent essentiellement de l'éthane, un hydrocarbure dérivé du gaz naturel, alors que leurs concurrents asiatiques et européens emploient plutôt le naphta, issu du pétrole brut. La baisse du prix du gaz naturel aux États-Unis en 2009 a entraîné celle du prix de l'éthane, alors que la hausse du cours du pétrole, qui a dépassé 100 dollars le baril en 2011, s'est répercutée sur le naphta. Mais depuis que le baril est retombé à moins de 50 dollars, les entreprises utilisant le naphta sont devenues plus compétitives. Et même si les prix du gaz naturel demeurent actuellement historiquement bas, le boom de la demande d'éthane pourrait inverser la tendance.

Voici des siècles que l'homme utilise des matières premières flexibles trouvées dans la nature, tel le caoutchouc. Mais en 1907, quand Leo Baekeland, un chimiste américain d'origine belge, a inventé la première matière plastique entièrement synthétique dérivée du charbon, il a donné le jour à la société de consommation moderne, avide de biens durables et peu coûteux

produits à partir de combustibles fossiles. Les chimistes peuvent désormais prélever les atomes de carbone dans les combustibles fossiles et les réorganiser pour créer des chaînes plus longues que celles trouvées dans la nature, ce qui permet de fabriquer une gamme de produits allant des bas en nylon aux tuyaux en PVC.

Les dérivés du pétrole et du gaz, en particulier l'éthane, le butane et le propane, alimentent de grands fourneaux appelés "vapocraqueurs", où une vapeur surchauffée, injectée à haute pression, va casser les molécules. L'éthane est alors craqué en une molécule plus petite, l'éthylène. La plus grande partie de l'éthylène est utilisée dans la fabrication d'un plastique, le polyéthylène, sous forme de granulés. Ces derniers sont ensuite répartis dans des sacs de 25 kilos et transportés partout dans le monde par cargos vers des usines, où ils seront fondus et moulés pour la fabrication d'objets en plastique.

D'ici à la fin de la décennie, l'industrie chimique américaine aura accru de 50 % sa capacité de fabrication d'éthylène, estime la société de conseil en énergie PCI Wood Mackenzie. En 2016, le monde a consommé plus de 147 millions de tonnes d'éthylène. Il en faudra plus de 186 millions de tonnes en

2023 pour satisfaire la demande planétaire, selon ce même consultant. La Chine, elle aussi, met les bouchées doubles pour construire de nouvelles usines de plastique et ainsi répondre à la demande nationale. Celle-ci, déjà deux fois supérieure à celle des États-Unis, devrait augmenter de 6 % par an.

La forte expansion de la pétrochimie aux États-Unis marque un revirement important par rapport à il y a dix ans. Après une période de gros investissements dans les années 1990, les producteurs d'éthylène américains ont fortement réduit la voilure dans les années 2000. Ils ont préféré mettre leur argent dans de grands projets au Moyen-Orient et en Asie, attirés par les matières premières meilleur marché et par la plus grande proximité avec les industriels [du plastique], qui avaient eux aussi quitté les États-Unis du fait de la hausse des coûts. La crise financière de 2009, qui a provoqué une baisse de la demande de plastique, n'a rien arrangé.

185 milliards de dollars vont être investis dans des sites de pétrochimie aux États-Unis.

En 2008 et en 2009, plus d'une dizaine d'usines ont fermé dans les États américains bordant le golfe du Mexique. À lui seul, Dow a liquidé 6 unités sur le golfe et licencié 5 000 salariés dans le monde. Chevron Phillips Chemical, une coentreprise entre Chevron et Phillips 66, a fermé temporairement deux usines et en a fait tourner d'autres à moindre régime. LyondellBasell a fermé son complexe de Chocolate Bayou (Texas) et s'est déclaré en faillite aux États-Unis.

Puis la révolution de la fracturation hydraulique s'est mise en marche. En 2010, les exploitants se sont mis à utiliser des techniques de forage horizontal et de fracturation hydraulique pour accéder à

d'énormes gisements de pétrole et de gaz emprisonnés dans la roche, libérant ainsi des matières premières pour la pétrochimie. Aux États-Unis, la production de dérivés du gaz naturel est passée de 2 millions de barils par jour en 2008 à plus de 3,7 millions en 2016, selon le consultant RBN Energy.

L'industrie pétrochimique a été lente à réagir, car la viabilité à long terme de l'extraction du gaz de schiste aux États-Unis était encore incertaine. Dans un premier temps, les sociétés se sont contentées de renforcer les capacités de leurs usines. En 2012, elles ont commencé à en construire de nouvelles.

Une usine Chevron Phillips capable de produire 1,5 million de tonnes d'éthylène par an sera bientôt opérationnelle à Baytown (Texas). Elle couvre une surface équivalant à 44 stades de football [américain] et est constituée de 560 kilomètres de tuyaux, 40 000 tonnes d'acier et 140 000 tonnes de béton. Le chantier a duré quatre ans et mobilisé jusqu'à 4 500 ouvriers et ingénieurs. Une fois mise en service, elle n'aura plus besoin que d'environ 200 salariés pour fonctionner.

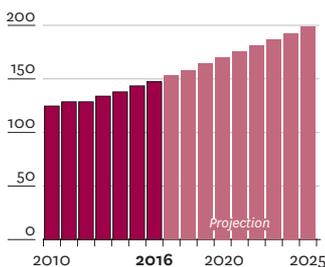
Pour l'industriel, le plus grand défi n'est toutefois pas de fabriquer des granulés de plastique de manière rentable, mais de les mettre sur le marché. Car la côte du golfe est saturée. Il y a un tel trafic dans le port de Houston – ainsi qu'une pénurie de conteneurs – que le groupe s'est doté d'une flotte de 2 750 wagons pour acheminer une bonne partie de sa production à Fortworth. De là, elle sera transportée par train vers les ports de Long Beach (Californie) et de Charleston (Caroline du Sud), puis expédiée vers l'Asie et l'Amérique du Sud [voir la carte].

"Dans notre secteur, tout le monde a la même idée géniale en même temps, commente Ron Corn, responsable des projets chez Chevron Phillips. Ce qui fait la différence, c'est la logistique."

—Christopher Matthews
Publié le 25 juin

Le boom du plastique

Consommation mondiale d'éthylène (en millions de tonnes)



SOURCES : "THE WALL STREET JOURNAL", PCI WOOD MACKENZIE

AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

Christine Ockrent

Samedi 11H00 – 12H00

Écoute, podcast : franceculture.fr/ @Franceculture

En partenariat avec
Courrier international



L'esprit d'ouverture.

SCIENCES



Poussée de fièvre en perspective

Santé. Le nombre de cas d'hantavirose, une maladie transmise par les rongeurs et qui provoque des fièvres hémorragiques, ne cesse d'augmenter en Allemagne. Le réchauffement climatique pourrait être en cause.

—**Spektrum der Wissenschaft** Heidelberg

Il est actuellement déconseillé aux habitants du Bade-Wurtemberg [sud-ouest de l'Allemagne] d'aller faire le ménage dans leur cabane à outils, en raison du risque d'hantavirose, dont le virus est transmis par les excréments des rongeurs [la contamination se fait par voie respiratoire].

Le risque est particulièrement élevé en ce moment, 2017 étant une "année à hantavirus" – ce qui veut dire que l'infection, rare chez l'homme, prend soudain des proportions épidémiques. Les autorités sanitaires [allemandes] ont recensé depuis le début de l'année plus de 450 cas de cette maladie – qui fait l'objet d'une obligation de déclaration – soit 20 fois plus qu'en 2016.

La transmission du virus à l'homme suit des cycles clairement identifiables, à raison d'un pic tous les deux ou trois ans. Les années 2007, 2010 et 2012 ont même été des années à hantavirus, avec plus d'un millier d'infections recensées. Mais, en dehors de ce cycle, une tendance se dessine : le nombre de cas d'hantavirose semble augmenter en Allemagne depuis qu'il est obligatoire de déclarer la maladie, y compris si l'on ne tient pas compte de ces trois années exceptionnelles.

L'hantavirus provoque une fièvre hémorragique – les symptômes sont analogues à ceux de la grippe, mais l'agent pathogène s'attaque aussi accessoirement aux reins, auquel cas on parle de néphropathie épidémique. Comparé aux autres souches que l'on trouve dans le monde, l'hantavirus de sérotype Puumala, présent dans le sud et

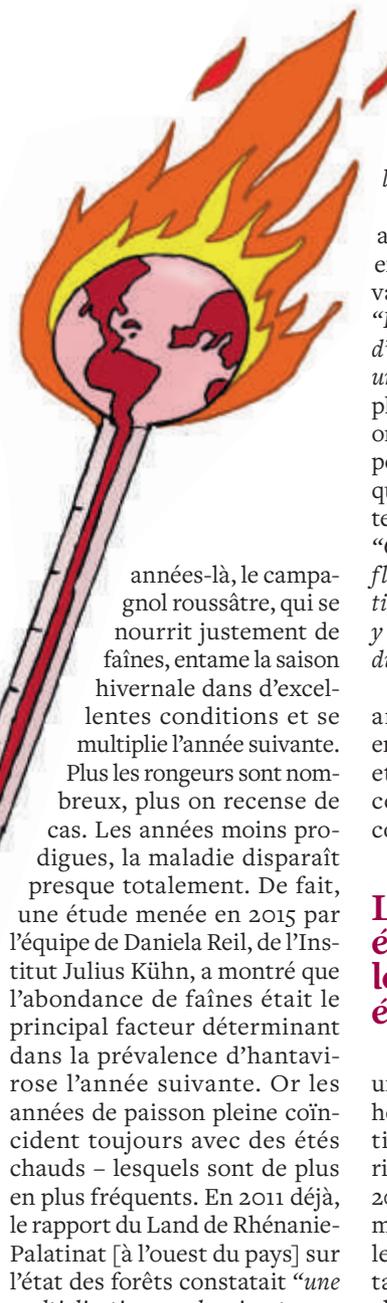
l'ouest de l'Allemagne, est peu virulent, quand certains hantavirus d'Amérique du Nord tuent jusqu'à un tiers des individus infectés.

Cette augmentation du nombre de cas s'explique. En Belgique, pays qui a mis en place un dispositif de surveillance des hantaviruses en 1983, une tendance se dessine depuis le début des années 2000. L'agent pathogène, auparavant jugé peu répandu, est devenu quasi épidémique depuis 2005, constate-t-elle voilà quelques

Les épidémies d'hantavirose ont lieu les années dites de "paison pleine".

années l'épidémiologiste belge Jan Clement, du Centre de référence belge sur l'hantavirus, dans les pages de l'*International Journal of Health Geographics*. À ses yeux, la création du dispositif de surveillance ne suffit pas, à lui seul, à expliquer la hausse de la prévalence.

Pour le spécialiste, le réchauffement climatique est sans aucun doute en cause, selon le même mécanisme qui a provoqué d'autres épidémies cycliques par le passé. Les épidémies d'hantavirose, qui se déclarent tous les deux ou trois ans, ont lieu les années dites de "paison pleine", quand les arbres croulent sous les fruits [et que les animaux ont de quoi paître en quantité]. Ces



années-là, le campagnol roussâtre, qui se nourrit justement de faînes, entame la saison hivernale dans d'excellentes conditions et se multiplie l'année suivante. Plus les rongeurs sont nombreux, plus on recense de cas. Les années moins prodigieuses, la maladie disparaît presque totalement. De fait, une étude menée en 2015 par l'équipe de Daniela Reil, de l'Institut Julius Kühn, a montré que l'abondance de faînes était le principal facteur déterminant dans la prévalence d'hantavirose l'année suivante. Or les années de paison pleine coïncident toujours avec des étés chauds – lesquels sont de plus en plus fréquents. En 2011 déjà, le rapport du Land de Rhénanie-Palatinat [à l'ouest du pays] sur l'état des forêts constatait "une multiplication, ces derniers temps, des années de fructification qui paraît exceptionnelle au regard des observations antérieures". Pour les auteurs du rapport, la précocité des étés serait en cause. De plus en plus d'arbres fructifient de plus en plus souvent, les rongeurs se multiplient, et les infections aussi.

Médiatisation. Cette responsabilité présumée du climat reste à prouver, ce qui n'est pas chose aisée. On n'est même pas sûr que le nombre de cas augmente réellement. Si les données belges laissent supposer qu'une tendance analogue est à l'œuvre en Allemagne, l'explication pourrait tout aussi bien être plus prosaïque, avance l'épidémiologiste Mirko Faber, spécialiste des hantaviruses à l'Institut Robert Koch : "Sur les dix dernières années, on a eu trois pics majeurs pendant lesquels le sujet a été largement médiatisé. Résultat : la population et les médecins ont eu l'occasion d'améliorer

leur connaissance de la maladie."

Le nombre de cas suspects aurait depuis lors augmenté, expliquant la hausse de la prévalence, suppose le chercheur. "Le fait qu'on diagnostique plus d'hantaviruses joue certainement un rôle important." Difficile d'être plus précis, car les données dont on dispose ne concernent qu'une période très courte, sans compter qu'un grand nombre d'autres facteurs entrent en ligne de compte : "On a du mal à quantifier l'influence exacte de la médiatisation de la maladie et à savoir s'il y a vraiment une augmentation du nombre de cas."

Les modèles informatiques analysant la relation à quatre entre l'arbre, le rongeur, l'homme et le virus n'apportent aucune certitude, comme l'avait déjà constaté voilà quelques années

Les rongeurs étant sédentaires, les virus le sont également.

une équipe de chercheurs sous la houlette de Jens Jacob, de l'Institut fédéral d'évaluation des risques [en Allemagne]. De 2009 à 2012, à l'aide de simulations informatiques, cette équipe a modélisé le lien entre le nombre d'hantaviruses et le réchauffement climatique jusqu'en 2060, sans parvenir pour autant à démontrer que l'augmentation peut être liée aux facteurs climatiques – là encore, faute de données.

Si les données disponibles ne permettent pas encore de démontrer un lien de cause à effet, la plupart des spécialistes tiennent néanmoins pour probable l'existence d'un lien central entre hantavirus et réchauffement. Dans un article de synthèse publié dans [la revue] *Zoonoses and Public Health*, une équipe de chercheurs dirigée par Barbara Schumann, de l'université d'Umeå, en Suède, est arrivée à la conclusion que la hausse des températures favorisait la néphropathie épidémique par hantavirose. Une équipe française est arrivée au même résultat en 2016.

La plupart des chercheurs prévoient une augmentation de la prévalence à l'avenir : le nombre de cas pourrait tripler, voire quadrupler, pendant les années à hantavirus en raison du réchauffement, estimait en 2014

une équipe pilotée par Christian Imholt, de l'Institut Julius Kühn – ce qui porterait le nombre de cas à environ 10 000.

Pour l'heure, il ne semble toutefois pas y avoir de risque de dissémination de l'agent pathogène ou de formes plus virulentes d'hantavirus en provenance d'autres régions. Les rongeurs étant sédentaires, les virus le sont également, rassure Mirko Faber. Les travaux menés dans le domaine de la biologie moléculaire ont montré que les hantavirus étaient génétiquement différents, y compris dans deux régions voisines. "Contrairement à ce que certains journalistes laissent parfois entendre, une dissémination géographique de l'hantavirus est très improbable."

—**Lars Fischer**
Publié le 23 juin

SOURCE



SPEKTRUM DER WISSENSCHAFT

Heidelberg, Allemagne

Mensuel, 68 000 exemplaires
spektrum.de

Fondé en 1978, "Le Spectre de la science" est l'édition en langue allemande de *Scientific American*, qui paraît aux États-Unis depuis 1845. Au fil du temps, ce magazine de vulgarisation scientifique a pris peu à peu son indépendance par rapport à l'original américain. Astronomie, chimie, médecine, mathématiques mais aussi environnement, culture ou psychologie font partie des thèmes abordés. Des chercheurs prennent régulièrement la plume pour écrire dans ses pages.



courrierinternational.com

Si vous vivez à l'étranger ou si vous comptez vous y installer, vous trouverez sur notre site des infos et des conseils. Cette semaine, vous pourrez lire un article sur les étapes à franchir pour travailler à l'étranger et un reportage sur la renaissance de Detroit.

↳ Dessin de Martirena, Cuba.



Chaque semaine, une page visuelle pour présenter l'information autrement

Tous les chemins partent de Rome

Si les voies romaines étaient des lignes de métro, Roma serait la station la mieux desservie.



L'auteur
SASHA TRUBETSKOY. Cet étudiant de l'université de Chicago a rassemblé des informations du modèle Orbis de Stanford, du projet Pelagios et du guide de voyage de la Rome antique *Itinéraire d'Antonin* pour concevoir cette carte à la façon d'un plan de métro.

Il s'est même amusé à créer un logo spécifique. Repris par plusieurs médias, dont le site *Co. Design* de *Fast Company*, ce plan permet de se faire une idée de l'étendue de l'Empire romain (de 27 avant J.-C. à 476 après J.-C.). Toutes les informations sont en latin.

360

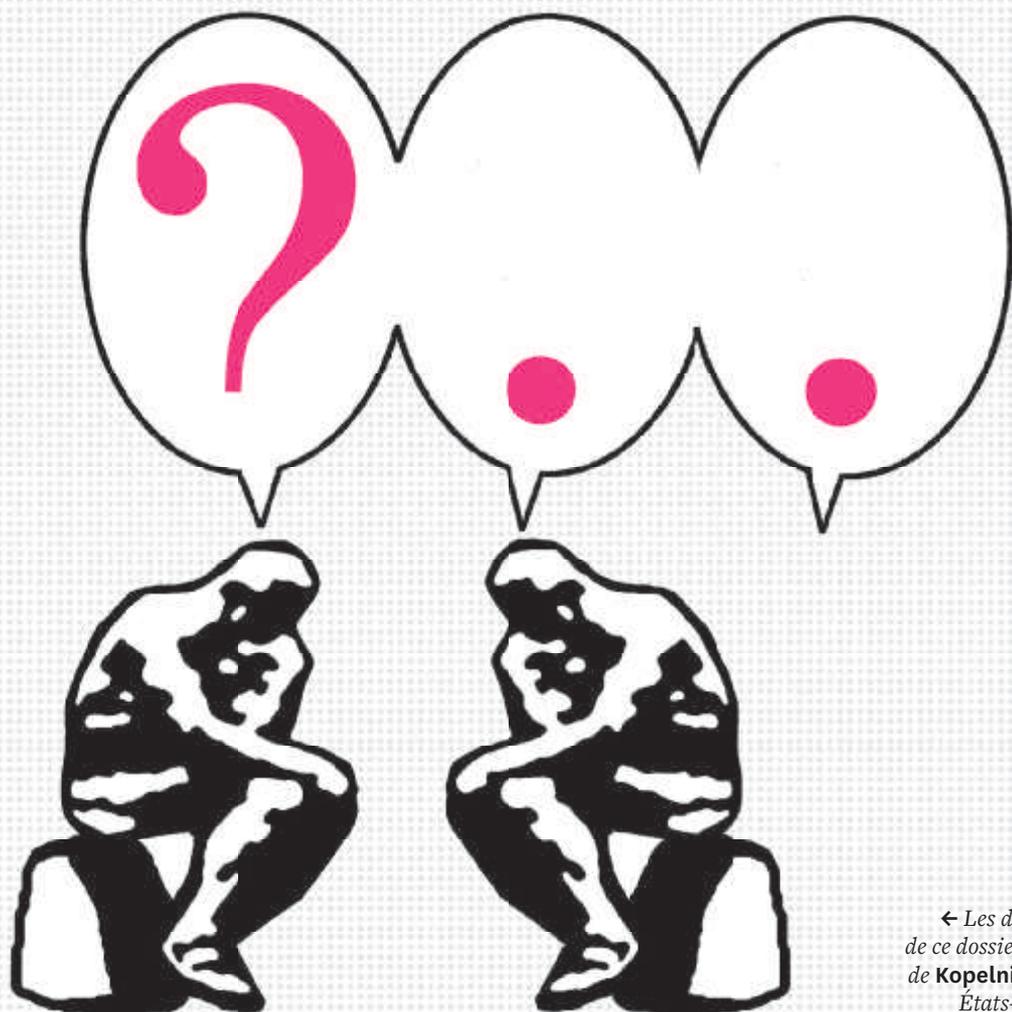


MAGAZINE

Leur mort était presque parfaite • Culture 44
 Accessoires de saison • Tendances 46

L'œuf ou la poule ?

Depuis l'Antiquité, la question taraude l'humanité, et ce n'est guère étonnant : cette énigme porte en germe l'essence du questionnement scientifique. —New Statesman, Londres



← Les dessins de ce dossier sont de **Kopelnitsky**, États-Unis.

Histoires
d'**O**
œufs
SÉRIE D'ÉTÉ 2/4

Plutarque est né grec, puis il est devenu romain. Prêtre à Delphes, il était au service du temple d'Apollon, mais il était aussi un homme du monde : un magistrat, un archonte, un ambassadeur et même une célébrité, connu dans le monde hellénophone pour ses réflexions philosophiques et ses biographies d'empereurs. Il avait une chevelure épaisse et un visage étrangement symétrique – c'est du moins l'image que donne de lui le buste exposé au Musée archéologique de Delphes, qui remonte au II^e ou III^e siècle. Son front en marbre semble terreux. Il a l'air sérieux, voire maussade, et plongé dans ses pensées.

J'imagine qu'il a eu cette expression quand son ami, Alexandre l'épicurien, lui a un jour posé cette colle au cours d'un repas [Plutarque raconte la scène dans ses *Propos de table*] : "Qui est arrivé le premier, de l'oiseau ou de l'œuf?" Aujourd'hui, nous sommes plus précis sur l'oiseau en question – c'est une poule – mais ce détail ne nous a pas aidés à régler la question une fois pour toutes. Sylla, un autre ami qui dînait avec Plutarque et Alexandre, a suggéré que "cette question toute simple" avait des ramifications de grande envergure, car elle amenait en effet à déterminer "si le monde avait un commencement".

Quelques siècles plus tôt, Aristote avait livré une réponse embrouillée, concluant que toutes les créatures (y compris les poules) naissaient d'abord en pensée, et que de toute façon la poule et l'œuf avaient peut-être toujours existé, t'y avais pensé à ça ? Plutarque a présenté les deux arguments : l'œuf était le premier, car "il engendre et contient tout", et la poule était la première, car la création, au tout début, était "vigoureuse et parfaite, autonome et entière".

C'est une question simple et elle devrait avoir une réponse simple. C'est en tout cas ce qu'a fait valoir John D. Morris, de l'Institute for Creation Research, dans un billet de blog paru en 2005 qui s'inspirait (sans le nommer) du naturaliste italien du XVI^e siècle Ulisse Aldrovandi et qui affirmait que "la poule ne venait pas de l'œuf mais de rien", car "les livres sacrés" l'affirmaient. John D. Morris écrit, sur un ton inutilement véhément : "Selon le Créateur des poules et l'auteur du *Registre de leurs origines*, les poules sont arrivées en premier. Le cinquième jour, Il créa 'tout oiseau

SOURCE



NEW STATESMAN

Londres, Royaume-Uni
 Hebdomadaire, 23 900 ex.
 newstatesman.com

Depuis sa création en 1913, cette revue politique, aussi réputée pour le sérieux

de ses analyses que pour la férocité de ses commentaires, est le forum de la gauche indépendante. Ses colonnes sont ouvertes à un large éventail d'opinions. Elle a abandonné sa présentation austère pour une maquette plus aérée et colorée.

ailé selon son espèce' (Genèse 1, 21), ainsi que l'ADN nécessaire à sa reproduction. Puis Il les 'bénit, en disant : Soyez féconds, multipliez' (1, 22) grâce à cet ADN. Pour les poules, c'était pondre. Problème résolu."

Si l'on peut difficilement contredire quelqu'un qui cite "le Créateur des poules", les biologistes spécialistes de l'évolution soutiennent presque tous la préexistence de l'œuf. Luis Villazon, journaliste pour la rubrique Sciences au magazine BBC Focus, résume comme suit la position darwinienne : "Si l'on remonte plus de dix mille ans en arrière, on finit par arriver aux ancêtres sauvages du poulet domestique, qui étaient probablement les coqs rouge et gri que l'on trouve en Asie du Sud-Est. On peut y voir un tournant et déclarer qu'avant cela leurs ancêtres n'étaient pas des poules. Quels que soient les attributs faisant de cette créature une poule, ils ont été déterminés au moment où se sont rencontrés l'ovule et le sperme. Selon moi, cela suppose que l'œuf est arrivé le premier."

C'est une théorie plausible, mais certains scientifiques ne sont pas d'accord. En 2010, des chercheurs des universités de Sheffield et Warwick ont annoncé qu'ils avaient découvert la "preuve que la poule était arrivée en premier". C'était une question de protéine : l'ovocledidine-17 (OC-17), indispensable pour la formation de la

Archéologie

Naître et renaître

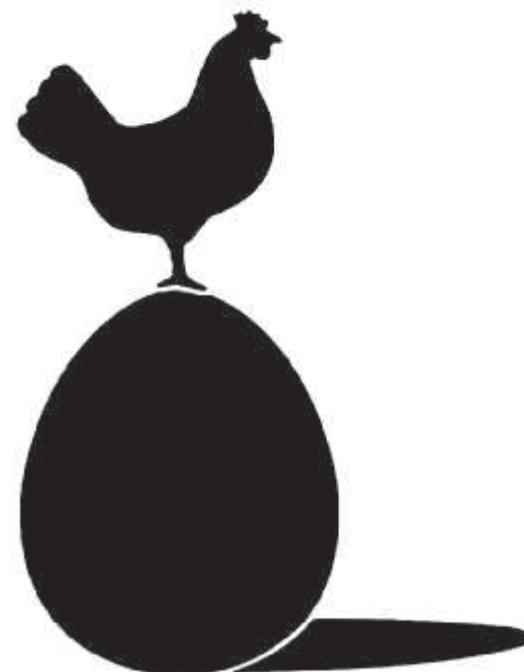
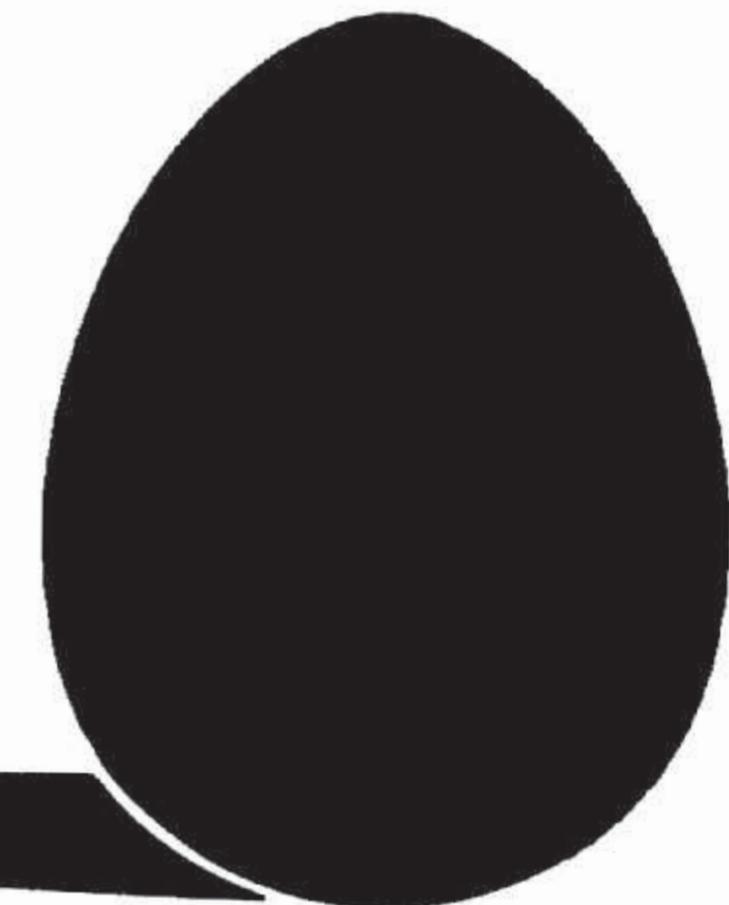
"Vers 3500 avant Jésus-Christ, les Égyptiens ont adopté un rituel funéraire qui a longtemps laissé les archéologues perplexes, raconte **Ars Technica**. Ils enterraient leurs morts dans des jarres en céramique qui avaient auparavant servi à conserver de la nourriture." Certains de ces récipients présentaient la forme d'un œuf. D'autres formes d'inhumation coexistant à l'époque, "les archéologues supposaient que les jarres étaient utilisées par ceux qui n'avaient pas les moyens d'acheter un cercueil en bois", poursuit le site américain. Une étude, publiée en décembre 2016 dans **Antiquity**, une revue universitaire britannique, contredit cette hypothèse. "Le recyclage était dans l'Antiquité une composante essentielle de la viabilité économique et technologique", y font valoir l'Australienne Ronika Power et le Français Yann Tristant. Surtout, les deux chercheurs recourent à la sémiologie pour réfuter l'idée d'une sépulture réservée aux pauvres. "Le mot égyptien 'œuf' était utilisé pour désigner les ovules des oiseaux et des poissons, et décrire la forme ovoïde, [...] [mais] il servait aussi à nommer cette partie du corps féminin où se déroule la gestation. [...] Plus tardivement, le même mot a pu être employé pour faire référence au 'cercueil intérieur'. [...] Il semble donc plausible que de telles références textuelles, qui établissent une analogie entre les œufs et les cercueils comme des lieux de gestation métaphorique ou littérale et de renaissance, puissent être mises à profit pour démontrer une connexion établie de longue date dans les sociétés de l'Égypte ancienne."



Déjà, donc, l'œuf y était connu comme un symbole de renaissance, le creuset de toutes les origines, un pied de nez à l'au-delà. "Cette hypothèse se trouve étayée par le fait que plusieurs jarres funéraires ont été intentionnellement brisées ou fêlées après que le corps eut été disposé à l'intérieur", poursuit **Ars Technica**. Ce qui, pour les deux auteurs de l'étude, revenait peut-être à "casser la 'coquille de l'œuf' et permettre une renaissance".

↑ Des amphores funéraires retrouvées dans la nécropole d'Adaïma, près de Louxor. Nombre d'entre elles contiennent les restes de bébés ou d'enfants.

Photo Béatrix Midant-Reynes, Institut français d'archéologie orientale



coquille des œufs de poule, est uniquement présente dans les ovaires de poule. Je ne suis pas certain que cela suffise à régler la question (ces ovaires étaient dans des poules, qui devaient bien venir d'œufs, qui venaient de poules, qui venaient d'œufs, etc.), mais les scientifiques avaient consulté une machine appelée Hector. Et Hector en sait quelque chose, puisqu'il est *"le superordinateur britannique le plus grand, le plus rapide et le plus puissant... capable de réaliser plus de 800 millions de millions de calculs par seconde"*.

Ainsi, ceux qui croient à l'antériorité de la poule ont le soutien d'Hector (il faut le dire vite, car il a simplement analysé un jeu de données), de nombreux créationnistes et du "Créateur des poules". Ceux qui croient à l'antériorité de l'œuf ont dans leur camp Darwin et les scientifiques qui lui sont fidèles. Comme pour la plupart des débats qui semblent insolubles, il faut peut-être simplement choisir son camp.

Mais ce que je trouve le plus intéressant, à propos de cette "petite question", pour reprendre les termes de Sylla (vous vous souvenez de lui ?), c'est que les deux camps semblent s'être consacrés au problème très sincèrement, et ce depuis des siècles. Simone de Beauvoir a écrit [dans *Pour une morale de l'ambiguïté*, 1947] que la science *"trouve sa vérité si elle se considère comme un libre engagement dans le donné"*, même si "l'être" absolu ne peut être entièrement contenu ou possédé. Parfois, l'ignorance est tout aussi précieuse que la connaissance, car elle éveille nos facultés à méditer.

Dans une animation réalisée récemment pour *The Atlantic*, l'auteur américain Ta-Nehisi Coates déclare au sujet du journalisme : *"Il existe des réponses satisfaisantes, mais il n'y a pas de bonnes réponses. Et même les réponses satisfaisantes mènent finalement à de nouvelles questions."* L'important, je suppose, est de poser des questions.

—Yo Zushi

Publié le 27 février

La semaine prochaine, retrouvez le troisième épisode de notre série *"Histoire d'œufs"* 3/4 "Les gourmets du cercle arctique"



Dans les labos

Des œufs à toutes les sauces

On n'innove pas sans casser quelques œufs. Surtout lorsqu'on cherche le moyen de recycler les coquilles délaissées par l'industrie agroalimentaire. Au cours des derniers mois, une équipe de chercheurs de l'Institut de technologie de Guizhou, en Chine, a ainsi annoncé avoir fabriqué une carte mémoire ultrarapide (ReRam) d'un nouveau genre, rapporte **New Scientist**. Ils ont réduit en poudre microscopique de coquilles d'œufs achetés au marché. *"Après séchage, cette poudre a été dissoute dans une solution et utilisée pour enduire un support et former la partie électrolyte de la puce, celle que le courant traverse"*, relate le magazine britannique, qui précise tout de même qu'il faudra attendre longtemps avant de pouvoir acheter

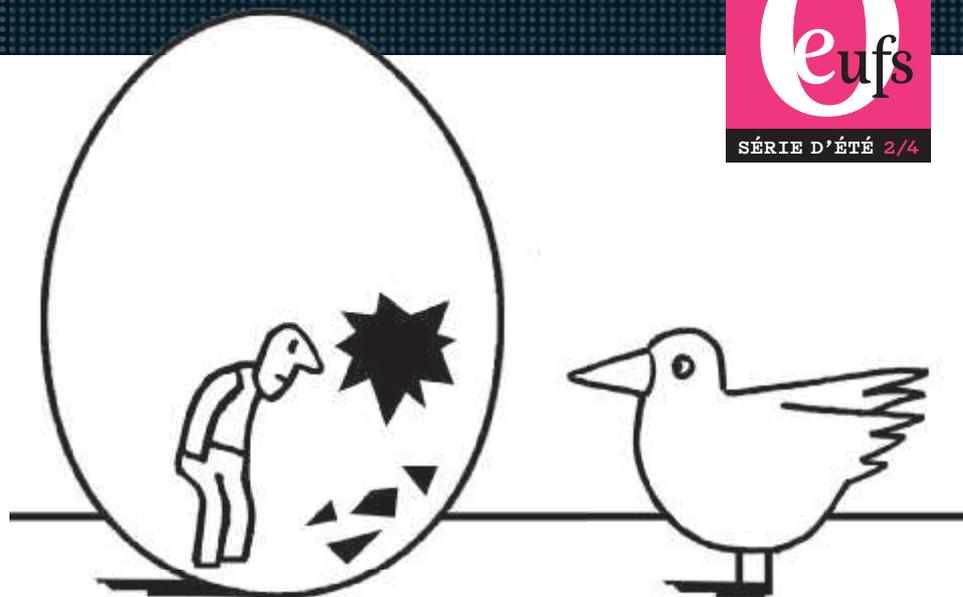
des ordinateurs à base de poudre d'œufs. De leur côté, des chercheurs de l'université d'État de l'Ohio ont réussi à produire des pneus en utilisant des peaux de tomate et des coquilles d'œufs – une alternative au noir de carbone, produit par l'industrie pétrochimique et qui *"compose jusqu'à 30 % de la plupart des pneus"*, précise le **Smithsonian Magazine**. Le constructeur Ford serait intéressé par cette découverte, précise le mensuel américain.



↑ Les nouveaux pneus, sans noir de carbone, présentent une couleur rougeâtre.

Photo OSU





Sciences

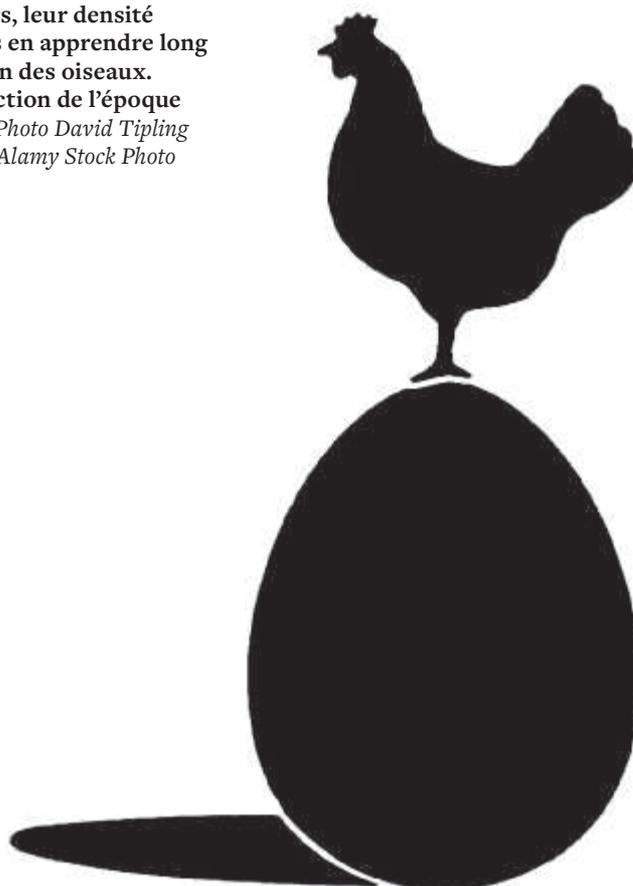
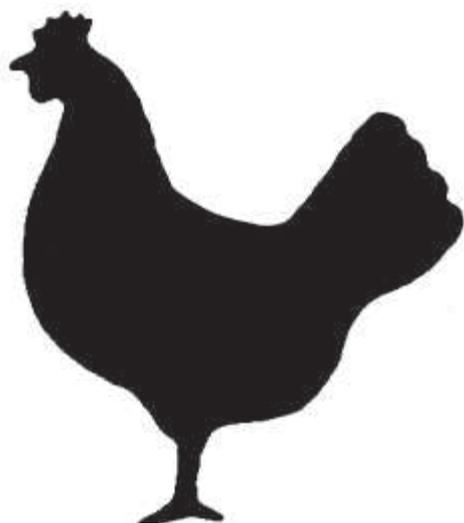
L'art perdu de la collecte

Il faut parfois risquer sa peau pour faire progresser la science. Au XIX^e siècle, dans les pays anglo-saxons, collectionner les œufs d'oiseaux rares, intacts de préférence, "était une activité pour gentlemen", prévient **The Atlantic**. Mais attention, "ce n'était pas pour les âmes sensibles". Le magazine de Washington se fait un plaisir de conter quelques anecdotes : "L'ornithologue Charles Bendire, commandant de l'armée américaine, a un jour bravé le feu ennemi pour escalader un arbre et s'emparer d'un œuf d'oiseau rare. Il l'avait mis en sécurité dans sa bouche le temps de redescendre se mettre à l'abri. Il a alors découvert qu'il n'arrivait plus à ressortir l'œuf de sa bouche, et a dû demander à ses hommes de lui enlever une dent pour l'extraire." L'issue a parfois été moins heureuse : "Un autre passionné d'œufs, Frances J. Britwell, s'est perdu par accident avec sa corde

d'escalade alors qu'il tentait d'atteindre un nid au sommet d'un pin, pendant sa lune de miel." Alors que ce genre de collecte est aujourd'hui interdit, protection des espèces oblige, les collections de ces naturalistes intrépides dorment dans des musées de chaque côté de l'Atlantique. Le musée d'Histoire naturelle de Tring, au nord de Londres, recèle ainsi la plus grande collection d'œufs d'oiseaux du monde, avec quelque 2 millions de spécimens. Cela fait de ces établissements des adresses prisées par les scientifiques. Comme le confie à *The Atlantic* Douglas Russel, chargé de la conservation des œufs et des nids au Muséum d'histoire naturelle de Londres : "Nous recevons des demandes et des visites de chercheurs du monde entier", qui travaillent sur des projets "allant de la recherche historique sur la distribution des aires de reproduction à des travaux pionniers sur la biologie des œufs, pour expliquer la diversité de couleurs, de formes et de compositions des coquilles des différentes espèces".

Mais le débat reste ouvert parmi les scientifiques pour savoir s'il faut renouer avec la pratique de la collecte. "Certains jugent que, avec les millions d'œufs qui sont déjà dans les collections des musées, nous avons toute l'information nécessaire", relate *The Atlantic*. Mais John Bates, conservateur au Field Museum, à Chicago, est d'un autre avis : "En ne ramassant aucun œuf, nous risquons de passer à côté d'informations importantes. Les collectionneurs de l'époque victorienne n'auraient jamais imaginé que leurs trouvailles puissent être ainsi utilisées dans le futur."

▮ La forme des œufs, leurs couleurs, leur densité peuvent nous en apprendre long sur l'évolution des oiseaux. Ici, une collection de l'époque victorienne. Photo David Tipling Photo Library/Alamy Stock Photo





➤ Pris le museau dans le pot, un *Erinaceus europaeus* friand de crème glacée. Photo Natural History Museum, Rotterdam

Leur mort était presque parfaite

Le musée d'Histoire naturelle de Rotterdam abrite une collection d'animaux très étrange : des insectes, des oiseaux et des rongeurs décédés dans des circonstances inhabituelles.

— Der Spiegel *Hambourg*

L'après-midi s'acheminait tranquillement vers sa fin quand, soudain, un choc retentit contre la façade de verre du musée d'Histoire naturelle de Rotterdam. Un canard s'était cogné en plein vol contre la vitre. Il gisait au sol, sans vie. Fasciné, Kees Moeliker observa de sa fenêtre ce qui se passa ensuite. Il était à l'époque conservateur du musée, il en est aujourd'hui le directeur. "Un congénère mâle s'approcha du cadavre pour le violenter pendant plus d'une heure", se souvient le biologiste. Et de plaisanter à

propos de cet acte sexuel si bizarre : "Dans le règne animal, la position du missionnaire est plus que rarissime."

Mais le canard qui venait de casser sa pipe a définitivement changé la vie du biologiste. Quand celui-ci a présenté le cas dans un article scientifique ("Le premier cas de nécrophilie homosexuelle chez le canard colvert *Anas platyrhynchos*"), le public de spécialistes s'est enflammé. Le chercheur néerlandais a même décroché le prix Ig-Nobel, cette version satirique du plus célèbre des prix de recherche, qui récompense à la fois la découverte et l'humour.

Depuis, quand il donne une conférence, M. Moeliker emporte généralement avec lui un sac plastique duquel, pour la plus grande joie du public, il sort le malheureux canard, entre-temps naturalisé. Au musée de Rotterdam aussi, le défunt animal est depuis longtemps le chouchou du public. "Nous avons constaté avec étonnement que les gens lisaient ce panneau explicatif avec une minutie toute particulière, se souvient Moeliker. Et puis nous avons eu un déclic : il ne suffit pas de présenter au public telle ou telle pièce, il faut raconter à nos visiteurs l'histoire qui se cache derrière chaque animal."

Ainsi est née l'idée de donner à voir les poussiéreuses sciences naturelles d'une manière inhabituelle. Certains musées n'ont que des squelettes de sauriens ou des renards polaires empaillés. M. Moeliker, lui, possède la collection d'animaux la plus bizarre du monde.

Les vitrines de son musée n'accueillent que des créatures qui ont eu une mort singulière. Citons un canari décapité ou encore un rat momifié, dont le cou a été par inadvertance percé par une vis quand le rongeur s'est installé sous un plancher. Le public accorde également le plus grand respect à cette malheureuse fouine, qui, au mois de novembre de l'année dernière, est entrée en contact avec un transformateur de 18 000 volts sur le terrain du Cern, le centre de recherches sur les particules, à Genève. Une rencontre qui a paralysé

une partie du réseau électrique – et mis précocement fin à la vie du carnassier.

Le musée de Rotterdam s'est spécialisé dans ce genre de petits et grands drames qui se jouent entre l'homme et l'animal, le plus souvent aux dépens de nos amis les bêtes. Exemple : il y a quelques années, une chaîne de restauration rapide mondialement connue mettait en vente une nouvelle crème glacée, avec des conséquences inattendues.

Encore et encore, des hérissons passaient la tête dans le trou du couvercle en plastique de gobelets jetés par terre par négligence pour y lécher les restes de glace. Mais pour ces hérissons, c'était le repas du condamné : la tête coincée dans le trou du couvercle, ils ne pouvaient plus s'en dégager. Trotinant de-ci de-là, aveugles, ils finissaient par tomber dans une flaque d'eau et par se noyer. Ou par mourir de faim. La pièce d'exposition intitulée "le hérisson McFlurry" constitue une preuve macabre du tragique combat à la vie à la mort de ces petits mammifères. Signalons que, à la suite des protestations d'organisations britanniques de protection des animaux, McDonald's a modifié le design du couvercle de ses pots de glace.

La destruction de l'habitat naturel d'une espèce, M. Moeliker en parle au public du musée de Rotterdam à l'aide du morpion. Un ami médecin lui a laissé un spécimen du parasite. Comme de plus en plus

ZOOLOGIE

d'humains rasant leurs poils pubiens, le pou du pubis s'éteint lentement, regrette le chercheur : "Tout un habitat est détruit."

Mais les rencontres entre l'homme et l'animal peuvent aussi se révéler dangereuses pour nos congénères. Depuis peu, la collection comprend un corydoras vert – le cadeau d'un homme qui a failli y passer à cause de ce poisson. Un soir, immodérément ivres, le donateur et des amis ont eu l'idée saugrenue d'attraper les poissons rouges d'un aquarium pour les avaler vivants. Quand tout le stock de poissons rouges a été épuisé, l'homme s'est tourné vers le corydoras vert qui nageait lui aussi dans l'aquarium. Il aurait mieux fait de s'abstenir. "Il n'y connaissait rien en biologie, commente M. Moeliker. Les poissons rouges ont un caractère relativement passif, mais les corydoras, quand ils se sentent menacés, redressent leurs nageoires pectorales, qui se raidissent." Aussi le poisson lui est-il resté coincé dans la gorge. Et il a fallu une opération d'urgence au service de chirurgie traumatologique pour extirper la bête de l'œsophage de l'ivrogne.

Pour le directeur du musée, cette histoire témoigne d'une tendance qui se reflète aussi dans sa collection : "Quand l'homme et l'animal se rencontrent dans la civilisation, cela se finit le plus souvent mal pour les deux parties."

Un poil déjanté. Enfant déjà, M. Moeliker se passionnait pour le musée d'Histoire naturelle de sa ville natale. Plus tard, jeune professeur de biologie, il a organisé des visites du musée. En 1995, il en est devenu le conservateur, puis le directeur. La tragédie du canard violé a marqué la naissance d'une figure artistique : dès lors, M. Moeliker est devenu un biologiste un poil déjanté, qui parle à la télévision ou sur scène avec une légère gaucherie, pour évoquer les préférences sexuelles singulières dans le règne animal. "Croyez-moi – voilà une de ses phrases préférées –, s'il y a quelque part sur cette planète un animal qui fait quelque chose de bizarre, je suis au courant." Il n'hésite pas à descendre au-dessous de la ceinture. On le voit dans ses conférences. Aux titres de ses livres aussi. Le dernier en date : *Die Klöten des Spatzes* ["Les roubignoles du moineau", inédit en français].



"S'il y a sur cette planète un animal qui fait quelque chose de bizarre, je suis au courant."

Kees Moeliker,
DIRECTEUR DU MUSÉE D'HISTOIRE
NATURELLE DE ROTTERDAM

Au début, il se demandait s'il trouverait suffisamment d'animaux morts étrangement pour son exposition. Ses inquiétudes se sont révélées infondées. Aux Pays-Bas, en tout cas, le directeur du macabre musée est aujourd'hui tellement célèbre qu'il reçoit sans cesse de nouvelles pièces d'exposition.

Un jour, il a même trouvé dans son courrier un colis du ministère de la Justice : un moineau mis en bière dans une boîte de margarine, après avoir été exécuté en public. Le passereau s'était invité sur le site où la chaîne de télévision RTL allait tourner l'émission *Domino Day*. Des volontaires étaient en train de disposer 4 millions de dominos pour établir un nouveau record du monde. Or voilà que le moineau ne cessait de faire tomber des dominos et sabotait leur travail. Après en avoir culbuté des milliers, il a été abattu avec une carabine à air comprimé de précision.

L'indignation du public a été grande ; le tireur a reçu des menaces de mort ; les autorités sont intervenues ; un fonctionnaire du

⚡ Kees Moeliker (ici en 2004) doit sa célébrité à un canard colvert.
Photo Natural History Museum, Rotterdam

ministère de la Justice a confisqué la dépouille du trouble-fête. Et l'opinion publique s'est enflammée autour de ce débat : que vaut la vie d'un animal quand il se met au travers du chemin de l'homme ? M. Moeliker a dû négocier dur avec le ministère de la Justice à propos du sort du volatile amateur de dominos. Au bout d'un an, les autorités ont fini par lui céder le corps de l'animal.

Ces hésitations sont inhabituelles. Car aujourd'hui, aux Pays-Bas, c'est un grand honneur que de voir son macchabée exposé dans une vitrine du musée d'Histoire naturelle de Rotterdam – même s'il n'y a guère plus à y gagner qu'une chaleureuse poignée de main. "Quand les gens viennent ici en personne, nous leur proposons évidemment une tasse de café", assure M. Moeliker.

Mais il arrive aussi qu'une pièce de choix lui échappe. Tel un galeriste en quête de nouvelles toiles, M. Moeliker épiluche les rubriques de faits divers des quotidiens à la recherche de nouveaux animaux qui ont connu une fin peu ordinaire. L'hiver dernier, il a fait une découverte spectaculaire. À Fridingen, une bourgade du Bade-Wurtemberg [un Land du sud de l'Allemagne], un renard a essayé de traverser le Danube pris dans les glaces, mais il est tombé dedans et s'est noyé. Des chasseurs ont scié un bloc de glace pour le sortir du fleuve. M. Moeliker cherchait déjà une solution technique pour conserver à long terme le renard dans la glace. Hélas, il est arrivé trop tard. Les chasseurs avaient laissé décongeler le défunt. "Un vrai gâchis", s'indigne le chercheur.

Aussi, la seule pièce venue d'Allemagne reste pour l'instant la dépouille d'une pipistrelle commune de Stuttgart. Pour les organisateurs de l'exposition néerlandaise, sa fin tragique constitue une preuve accablante

du fait que, dans le règne animal aussi, une petite (et mauvaise) décision peut avoir de grandes conséquences. La chauve-souris qui s'était introduite dans un paquet de céréales pour petit déjeuner ne retrouvait plus la sortie. Et, comme elle n'avait que faire de cette pitance d'hydrates de carbone, elle est morte de faim dans le carton.

Kees Moeliker est à présent assis dans le bureau du directeur du musée, mais sa vue est toujours la même que lors du crash du canard avec lequel tout a commencé. Aujourd'hui encore, des oiseaux, souvent des pigeons, se cognent régulièrement contre la façade de verre, ce qui se finit rarement bien pour les volatiles. Un jour, Kees Moeliker a découvert sur la pelouse devant le bâtiment plusieurs pigeons décapités. Une trouvaille déconcertante. Après de longues observations, il est parvenu à résoudre ce nouveau cas de criminalité. Dans les arbres qui se trouvaient en face s'étaient postées des corneilles qui attendaient le prochain crash d'un innocent pigeon. Aussitôt après la collision, un carnassier s'élançait sur la victime et lui découpait la tête. Un comportement qui fait preuve de bon sens et n'est cruel qu'en apparence : "La tête est un morceau rapide à manger et le cerveau contient beaucoup de graisses et de protéines, m'éclaire M. Moeliker. Si les corneilles essayaient de déchiqueter tout le corps du pigeon, elles attireraient l'attention d'autres carnassiers."

Et, c'était un point d'honneur pour le biologiste : les pigeons étetés ont à présent leur vitrine au musée. Mais M. Moeliker aurait trouvé injuste de ne pas honorer l'habileté des corvidés. Aussi fit-il ériger devant le bâtiment une corneille plus haute qu'un homme.

— Frank Thadeusz
Publié le 29 avril



← Le moineau qui valait 4 millions de dominos : une femelle *Passer domesticus*.

Photo Natural History Museum, Rotterdam

tendances.



Des accessoires de saison

PHOTO Alors que, dix-sept ans après la fin de la série, de nouveaux épisodes de *Twin Peaks* sont en cours de diffusion sur la chaîne américaine Showtime, les portraits de Mercedes deBellard revisitent les personnages iconiques de la série de David Lynch en les affublant d'accessoires modernes. Le dictaphone de l'agent du FBI Dale Cooper (Kyle MacLachlan) y est remplacé par un iPhone, et le morceau de bois de la "femme à la bûche" (figure secondaire mais célèbre de l'univers lynchien), par un tapis de yoga. Dans sa déclaration d'amour à la série, l'artiste espagnole allie techniques traditionnelles et modernes "en dessinant d'abord au crayon puis en travaillant la saturation et les couleurs sur Photoshop", décrit **The Creators Project**.



MERCEDES DEBELLARD

Déjeuner-minute

ALLEMAGNE — "Il faut un moment pour comprendre le concept du café Be'Kech", concède le quotidien *Neues Deutschland*. "Cinq centimes la minute", annonce une pancarte à l'entrée de ce nouvel établissement du quartier berlinois de Wedding. Ici, on paie au temps de présence et non à la consommation (excepté pour les boissons à la bouteille, à 1 euro). Tout est bio et végétarien, mais aussi basique et sans chichis. Ouvert le 23 juin, le café sert par exemple au déjeuner des assiettes de pâtes à la crème. L'objectif des deux fondateurs de *Be'Kech* n'est pas de se faire de l'argent, mais de défier les cafés hipsters onéreux qui se multiplient dans le quartier en voie de gentrification.

L'école du buzz

CHINE — Savoir "manier la perche à selfie" et "envoyer des baisers vers l'objectif" fait désormais partie d'un cours universitaire sur l'art de devenir viral sur Internet, relate *Asia Times*. À l'Industrial and Commercial College de Yiwu, près de Shanghai, on peut en effet apprendre à devenir une star de la Toile. "De nombreux millénials chinois s'adressent directement aux 700 millions de détenteurs de smartphones du pays et mettent en ligne leur vie pour se faire de l'argent", développe le journal en ligne. Au programme, des cours de "personal branding" pour tirer profit de sa personnalité, mais aussi des enseignements sur les marques de luxe ou sur la façon d'être à l'aise devant la caméra.



HAJO, LIBAN

SUR LES RÉSEAUX



@smcmennamy

Moitié-moitié

Absurdes, ludiques et toujours plein d'humour, les montages de Stephen McMennamy associent deux photos sans aucun rapport et créent ainsi des scènes surréalistes. De l'avis de My Modern Met, si le compte Instagram de l'artiste américain a autant de succès (250 000 abonnés), c'est que celui-ci "aborde chaque montage comme un puzzle. Une fois assemblées, c'est comme si ces images avaient été faites pour être accolées".

ILS DESSINENT LE FUTUR

REHAM AL-KAHLOUT, comédienne palestinienne, 19 ans

La comique de la bande

Elle n'a peut-être que 19 ans, mais elle sait très bien ce qu'elle veut : être la première grande humoriste femme de Gaza. Pour le moment, Reham Al-Kahlout participe activement aux sketches à petits budgets d'une chaîne YouTube produite par une troupe locale. Ce qui lui



vaut déjà d'être désignée comme "la sensation Internet de la région" et "la seule actrice comique de Gaza" par la chaîne Al-Jazeera. Mais Al-Kahlout rêve plus

YOUTUBE

grand, rapporte Ha'aretz. Depuis son plus jeune âge, elle veut être actrice et ne craint pas de contourner de nombreux obstacles pour le devenir. "Il n'y a pas de cours de théâtre à Gaza, un problème qui s'ajoute aux restrictions de voyage sévères et aux objections culturelles auxquelles se heurtent les jeunes femmes célibataires qui veulent voyager", explique le quotidien israélien. Sans fatalisme, Kahlout projette quand même de rejoindre Le Caire, en Égypte, "un centre névralgique dans le monde arabe pour le cinéma et la télévision". "Mon souhait, confie-t-elle, c'est que les femmes puissent faire ce qu'elles veulent, sans pression de la société. C'est pour ça que je suis déterminée à continuer et à ne pas les laisser me décourager."

Les fidèles ont leur carte, amen !

ITALIE — Tous les étés, le même problème : il fait une chaleur tellement écrasante à San Martino, dans la banlieue de Spoleto (province de Pérouse), que les ouailles du père Gianfranco Formenton préfèrent rester au frais plutôt que d'aller à l'église. Pour remettre ces brebis égarées dans le droit chemin, le curé a créé une carte de fidélité. Dûment tamponnée à la fin de l'office, elle ouvre droit à un verre de prosecco pour les adultes et, pour les plus petits, à "une portion d'hosties et de chips". Une initiative qui a, selon **La Repubblica**, suscité beaucoup de réactions après son annonce sur le compte Facebook du prêtre.



EN PROJET



LEVS

Nouveau centre

Véritable miniville dans la ville, un complexe immobilier composé de neuf bâtiments va voir le jour en plein cœur d'Ekaterinbourg, dans l'Oural. Rassemblant entreprises, logements, commerces de proximité, loisirs, centre médical, structures scolaires et salle de

sport, le nouveau quartier est entièrement tourné vers la qualité de vie des résidents. ArchDaily considère qu'avec ce projet de 103 000 mètres carrés le cabinet d'architectes hollandais LEVS Architecten "réinvente la vie urbaine au centre de la quatrième ville de Russie".



LIVIN FARMS

Des vers faits maison

AUTRICHE — Cela ressemble à un bac de rangement de cuisine dans lequel on mettrait des couverts ou des ustensiles, mais prenez garde : si vous ouvrez l'un des tiroirs d'une "Livin Farm", vous tomberez plutôt nez à nez avec des colonies de vers de farine. Cette première ferme à insectes domestique a été conçue par l'Autrichienne Katharina Unger, persuadée que les larves des ténébrions meuniers "allient le meilleur des protéines animales et végétales". Composée de six tiroirs, la structure permet de suivre les étapes larvaires des insectes jusqu'à ce qu'ils soient prêts à consommer. "L'appareil compact permet à ses utilisateurs de cultiver et récolter les insectes dans leur propre cuisine pour les utiliser dans quantité de recettes, comme des cookies, des raviolis ou des risottos", explique **Dezeen**. Et bon appétit bien sûr !

Retrouvez chaque semaine la chronique

Courrier d'ailleurs

sur OÜI FM

Jeu à 11 h 30 et samedi à 17 h avec

Courrier international

OÜI FM

LE BRASSAGE EST UNE RICHESSE*

PUBLICIS CONSEIL RCS Numéro 44 942 005



Heineken[®]

* C'est grâce au brassage de ses ingrédients soigneusement sélectionnés et au savoir-faire de ses maîtres-brasseurs que la bière Heineken tire toute la richesse de son goût.

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ. À CONSOMMER AVEC MODÉRATION.